

Annexe à l'arrêté du Gouvernement flamand du 25 mai 2018 portant adaptation de la réglementation en matière de transport de marchandises dangereuses par voie navigable au progrès scientifique et technique

L'annexe à l'arrêté du Gouvernement flamand du 25 mai 2018 portant adaptation de la réglementation en matière de transport de marchandises dangereuses par voie navigable au progrès scientifique et technique est consultable via le lien suivant :

<http://www.mobielvlaanderen.be/binnenvaart/binnenvaart02.php?a=6#adn>

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/202802]

**24 MAI 2018. — Décret transposant la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement et modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement en ce qui concerne la dématérialisation et la simplification administrative et diverses dispositions (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose partiellement la directive 2014/52/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

#### CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

**Art. 2.** Dans l'article 10, § 1<sup>er</sup>, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'alinéa 4, inséré par le décret du 22 juillet 2010, est remplacé par ce qui suit :

"Par dérogation à l'alinéa 3, lorsqu'il s'agit d'une transformation ou d'une extension d'un établissement soumis à l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, les délais de la procédure d'instruction du permis sont ceux applicables aux établissements de classe 1."

**Art. 3.** À l'article 14 du même décret, modifié par les décrets des 3 février 2005 et 13 mars 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. La déclaration est incomplète s'il manque des renseignements ou des documents requis en vertu du paragraphe 2.

La déclaration est irrecevable si :

1° elle a été introduite en violation du paragraphe 1<sup>er</sup>;

2° elle est jugée incomplète à deux reprises;

3° le déclarant ne fournit pas les compléments dans le délai visé au paragraphe 4*bis*; »;

2° le paragraphe 4, est remplacé par ce qui suit :

« § 4. L'autorité compétente envoie au déclarant la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la déclaration dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la déclaration.

Si la déclaration est incomplète, l'autorité compétente envoie au déclarant la liste des renseignements ou documents manquants et précise que la procédure recommence à dater de leur réception par l'autorité compétente. »;

3° sont insérés les paragraphes 4*bis* et 4*ter* rédigés comme suit :

« § 4*bis*. Le déclarant envoie à l'autorité compétente les compléments demandés dans un délai de trente jours à dater de l'envoi de demande de compléments. Si le déclarant n'a pas envoyé les compléments demandés dans le délai prescrit, l'autorité compétente déclare la déclaration irrecevable. Lorsque la déclaration a été envoyée par la voie papier, les compléments sont fournis en autant d'exemplaires que la déclaration en comptait.

Dans les quinze jours à dater de la réception des compléments par l'autorité compétente, celle-ci envoie au déclarant sa décision sur le caractère recevable et complet de la déclaration.

Si l'autorité compétente n'a pas envoyé au déclarant la décision visée au paragraphe 4 ou celle visée à l'alinéa 2, la déclaration est considérée comme recevable et complète, au terme des délais prévus par ces dispositions.

§ 4*ter*. La décision déclarant le caractère complet et recevable de la déclaration peut annoncer que des conditions complémentaires visées au paragraphe 5 pourraient être imposées. L'autorité compétente en informe sans délai le fonctionnaire technique et le collège communal lorsque ceux-ci ne sont pas l'autorité compétente. »;

4° dans le paragraphe 5, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots " trente jours à compter de la date à laquelle la déclaration a été reçue » sont remplacés par les mots « trente jours à compter de la date où l'autorité compétente a envoyé au déclarant la décision déclarant le caractère complet et recevable de la déclaration. »;

b) l'alinéa 3 est abrogé;

c) à l'alinéa 4 devenu l'alinéa 3, le mot « Elles » sont remplacés par les mots « Les conditions complémentaires ».

**Art. 4.** L'article 15 du même décret, modifié par le décret du 13 mars 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Le déclarant peut passer à l'exploitation de l'établissement :

- 1° dans le cas visé de l'article 14, § 4bis, alinéa 3;
- 2° lorsque la décision déclarant le caractère complet et recevable de la déclaration n'annonce pas que des conditions complémentaires telles que visées à l'article 14, § 5, pourraient être imposées;
- 3° trente jours à compter de la date où l'autorité compétente a envoyé au déclarant la décision attestant que la déclaration est complète et recevable si l'autorité compétente prescrit des conditions complémentaires conformément à l'article 14, § 5. ».

**Art. 5.** Dans l'article 16 du même décret, modifié par les décrets des 3 février 2005 et 22 novembre 2007, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Sous peine d'irrecevabilité, la demande de permis d'environnement, accompagnée de la preuve de versement du droit de dossier visé à l'article 177, est envoyée entièrement soit par la voie électronique, soit par la voie papier au collège communal de la commune sur le territoire de laquelle se situe l'établissement. ».

**Art. 6.** L'article 18 du même décret, modifié par les décrets des 3 février 2015 et 22 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18. Dans un délai de trois jours ouvrables à dater de la réception de la demande, l'administration communale envoie celle-ci au fonctionnaire technique. Elle en informe simultanément le demandeur par pli ordinaire lorsque la demande a été envoyée par la voie papier ou par voie électronique lorsque la demande a été envoyée par voie électronique.

Si l'administration communale n'a pas envoyé la demande dans le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le demandeur peut saisir directement le fonctionnaire technique en lui adressant une copie de la demande qu'il a initialement adressée au collège communal. Lorsque la demande a été envoyée par voie électronique, le demandeur informe le fonctionnaire technique que la demande a été initialement adressée au collège communal par voie électronique. ».

**Art. 7.** Dans l'article 19, alinéa 2, 3°, du même décret, inséré par le décret du 27 octobre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le 3° les mots « ne fournit pas » sont remplacés par les mots « n'envoie pas »;
- 2° l'alinéa 2 est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° si les compléments reçus n'ont pas été envoyés selon le mode d'envoi choisi initialement par le demandeur ».

**Art. 8.** A l'article 20 du même décret, remplacé par le décret du 3 février 2005 et modifié par le décret du 27 octobre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le demandeur envoie à la commune les compléments demandés dans un délai de cent quatre-vingts jours à dater de l'envoi de la demande de compléments. Si le demandeur n'a pas envoyé les compléments demandés dans le délai prescrit, l'administration communale en informe le fonctionnaire technique dans un délai de dix jours à dater du jour qui était imparti au demandeur pour envoyer les compléments. Dans ce cas, le fonctionnaire technique déclare la demande irrecevable. Lorsque la demande de permis a été envoyée par la voie papier, les compléments sont fournis en autant d'exemplaires que la demande de permis initiale en compte. »;

- 2° au paragraphe 2, alinéa 2, la phrase « L'administration communale conserve un exemplaire des compléments. » est remplacée par la phrase suivante :

« Lorsque la demande de permis a été envoyée par la voie papier, l'administration communale conserve un exemplaire des compléments. »;

- 3° au paragraphe 2, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« L'administration communale informe le demandeur de la date de la réception des compléments par le fonctionnaire technique. »;

- 4° au paragraphe 2, l'alinéa 4 est complété par la phrase suivante :

« Lorsque les compléments ont été envoyés par voie électronique, le demandeur informe le fonctionnaire technique que les compléments ont été initialement adressés à l'administration communale par voie électronique. »;

- 5° au paragraphe 3, l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Si le fonctionnaire technique estime une seconde fois que la demande est incomplète, il la déclare irrecevable. Le fonctionnaire déclare, également, la demande irrecevable lorsque les compléments reçus n'ont pas été envoyés selon le mode d'envoi choisi initialement par le demandeur. ».

**Art. 9.** Dans l'article 23 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° Dans le 1° les mots « et complet » sont insérés entre le mot « recevable » et les mots « de la demande »;
- 2° Dans le 2°, les mots « et complet » sont insérés entre le mot « recevable » et les mots « de la demande ».

**Art. 10.** A l'article 35, § 1<sup>er</sup>, du même décret, remplacé par le décret du 3 février 2005 et modifié par les décrets des 22 novembre 2007 et 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans les alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les mots « ainsi que, par pli ordinaire à chaque autorité ou administration consultée » sont supprimés;
- 2° entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« Selon le mode d'envoi de documents choisi pendant la procédure d'instruction par chaque autorité ou administration consultée, l'autorité compétente envoie sa décision à celles-ci dans le délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, soit par la voie papier, soit par la voie électronique. »;

3° entre les alinéas 3 et 4, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :

« Selon le mode d'envoi de documents choisi pendant la procédure d'instruction par chaque autorité ou administration consultée, l'autorité compétente envoie sa décision à celles-ci dans le délai visé à l'alinéa 3, soit par la voie papier, soit par la voie électronique. »;

4° dans l'alinéa 5, le mot « notifie » est remplacé par le mot « envoie ».

**Art. 11.** Dans l'article 37, alinéa 5, du même décret, inséré par le décret du 23 juin 2016, le mot « notifie » est remplacé par le mot « envoie ».

**Art. 12.** L'article 38 du même décret, rétabli par le décret du 24 octobre 2013 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut dispenser de la publication des plans. ».

**Art. 13.** Dans l'article 40 du même décret, modifié par le décret du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 7, alinéa 5, le mot « notifie » est remplacé par le mot « envoie »;

2° au paragraphe 8, alinéa 2, le mot « notifie » est remplacé par le mot « envoie ».

**Art. 14.** Dans l'article 45, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, la phrase liminaire « La décision accordant le permis mentionne au minimum: » est remplacée par la phrase : « Sans préjudice de l'article D.64 du Livre Ier du Code de l'Environnement, la décision accordant le permis mentionne au minimum : ».

**Art. 15.** Dans l'article 50, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par les décrets des 4 juillet 2002 et 23 juin 2016, les mots « une éolienne » sont remplacés par les mots « un parc d'éoliennes ».

**Art. 16.** L'article 53, du même décret est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

“ § 3. Le délai de péremption est suspendu de plein droit durant le temps de la procédure, à savoir de l'introduction de la requête à la notification de la décision finale, lorsqu'un recours en annulation a été introduit à l'encontre du permis devant le Conseil d'Etat ou qu'une demande d'interruption des travaux autorisés par le permis est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire. Si le bénéficiaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie au procès, l'autorité qui a délivré le permis ou le fonctionnaire technique pour les permis délivrés par le Gouvernement envoie au bénéficiaire le début et la fin de période de suspension du délai de péremption. ”.

**Art. 17.** Dans l'article 55, § 7, du même décret, modifié par les décrets des 4 juillet 2002, 19 septembre 2002 et 22 novembre 2007, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 3 et 4 :

« Sous peine d'irrecevabilité, le recours est accompagné de la preuve du versement du droit de dossier visé à l'article 177 et est envoyé au fonctionnaire technique compétent sur recours. ».

**Art. 18.** Dans l'article 58, § 3, alinéa 2, du même décret, inséré par le décret du 23 juin 2016, le mot « transmettent » est remplacé par le mot « envoient ».

**Art. 19.** A l'article 60, § 1<sup>er</sup>, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « à l'autorité compétente pour délivrer le permis en première instance » sont remplacés par les mots « au fonctionnaire technique »;

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le fonctionnaire technique donne aussitôt acte de sa déclaration au cessionnaire et en informe le ou les collègues communaux de la commune sur le territoire de laquelle est situé l'établissement. »;

3° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement arrête la forme, le contenu et les modalités de procédure de la notification conjointe. ».

**Art. 20.** L'article 63 du même décret, modifié par le décret du 5 juin 2008, est abrogé.

**Art. 21.** A l'article 65, § 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 24 octobre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. L'autorité compétente visée à l'article 13 peut compléter ou modifier les conditions particulières d'exploitation :

1° si elle constate que ces conditions ne sont plus appropriées pour éviter, réduire les dangers, nuisances ou inconvénients visés à l'article 2 ou y remédier;

2° si cela est nécessaire, pour assurer le respect des normes d'immission fixées par le Gouvernement;

3° si cela est nécessaire, pour assurer le respect des exigences en matière de surveillance et de déclaration des émissions des installations, notamment des émissions de gaz à effet de serre spécifiés des installations;

4° en ce qui concerne les établissements constituant une installation de gestion de déchets d'extraction telle que définie par le Gouvernement, si cela s'avère nécessaire :

a) suite à une modification importante de l'exploitation de l'installation. Par modification importante, on entend une modification apportée à la structure ou à l'exploitation de l'installation qui, de l'avis du fonctionnaire technique, est susceptible d'avoir des effets négatifs importants sur la santé humaine ou l'environnement;

b) suite à un événement susceptible de porter atteinte à la stabilité de l'installation ou à un effet néfaste important sur l'environnement révélé par les procédures de contrôle et de surveillance de l'installation;

c) à la lumière de l'échange d'informations sur une évolution majeure des meilleures techniques disponibles prévu à l'article 21, § 3, de la Directive 2006/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 concernant la gestion des déchets de l'industrie extractive et modifiant la Directive 2004/35/CE.

Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de la proposition de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation et de la demande de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation ainsi que le nombre d'exemplaires à introduire.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, la demande de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation visée à l'article 67, accompagnée de la preuve du versement du droit de dossier visé à l'article 177, est envoyée entièrement, soit par la voie électronique, soit par la voie papier, à l'autorité compétente visée à l'article 13.

Dans un délai de trois jours ouvrables à dater de la réception de la demande, l'autorité compétente visée à l'article 13 envoie celle-ci au fonctionnaire technique lorsqu'il n'est pas l'autorité compétente. Elle en informe simultanément le demandeur par la voie papier lorsque la demande a été envoyée par la voie papier ou par la voie électronique lorsque la demande a été envoyée par la voie électronique.

Si l'autorité compétente visée à l'article 13 n'a pas envoyé la demande de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation dans le délai prévu à l'alinéa 2 au fonctionnaire technique, le demandeur peut saisir directement le fonctionnaire technique en lui adressant une copie de la demande qu'il a initialement adressée à l'autorité compétente. Lorsque la demande a été envoyée par la voie électronique, le demandeur informe le fonctionnaire technique que la demande a été initialement adressée à l'autorité compétente visée à l'article 13 par la voie électronique.

§ 3. Sous peine d'irrecevabilité, l'autorité compétente visée à l'article 13 envoie sa proposition de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation, accompagnée de la preuve du versement du droit de dossier visé à l'article 177, soit par la voie électronique, soit par la voie papier :

- 1° au fonctionnaire technique, lorsqu'il n'est pas l'autorité compétente;
- 2° à l'exploitant;
- 3° au collège communal de la ou des communes sur le territoire de laquelle ou desquelles est situé l'établissement, lorsque celui-ci n'est pas l'autorité compétente.

§ 4. Lorsqu'il n'est pas l'autorité compétente, le fonctionnaire technique, déclare la proposition ou la demande irrecevable si elles ont été introduites en violation du paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

Lorsqu'il n'est pas l'autorité compétente, le fonctionnaire technique envoie au demandeur et au proposant la décision attestant du caractère recevable de la demande dans un délai de trente jours à dater du jour où il reçoit la demande ou la proposition.

Dans cette décision, le fonctionnaire technique désigne les instances à consulter et remet un avis sur la nécessité d'organiser une enquête publique. Si tel est le cas, il mentionne les communes où devront être organisées l'enquête. A défaut d'avis dans ce délai, une enquête publique est organisée.

Lorsqu'il n'est pas l'autorité compétente, si le fonctionnaire technique n'a pas envoyé au demandeur et au proposant la décision visée à l'alinéa 2, la demande est considérée comme recevable, au terme du délai prévu. La procédure est poursuivie.

§ 5. Lorsqu'il est l'autorité compétente, le fonctionnaire technique envoie sa décision d'organiser une enquête publique au collège communal concomitamment à l'envoi de sa proposition au collège communal de la ou des communes sur le territoire de laquelle ou desquelles est situé l'établissement.

La proposition de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation ou la demande de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation est soumise à une enquête publique selon les modalités du Livre Ier du Code de l'Environnement lorsque cette proposition ou cette demande :

- 1° vise le cas où la pollution causée par l'établissement est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission existantes d'un permis ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission;
- 2° est de nature à aggraver les dangers, nuisances ou inconvénients visés à l'article 2;
- 3° concerne un des cas visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°;
- 4° vise l'application de l'article 7bis, § 2.

Les instances d'avis visées au paragraphe 4, alinéa 3, envoient leur avis au fonctionnaire technique dans un délai de trente jours à dater de leur saisine par le fonctionnaire technique. A défaut d'envoi d'avis dans le délai prévu, l'avis est réputé favorable.

§ 6. Sur la base des avis recueillis, le fonctionnaire technique, lorsqu'il n'est pas l'autorité compétente, rend un avis à l'autorité compétente visée à l'article 13 dans un délai de septante jours à dater l'envoi de la décision attestant du caractère recevable de la proposition ou de la demande où, à défaut, à dater du jour suivant le délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision attestant du caractère recevable de la proposition ou de la demande. Le jour où il envoie son avis, il en avise le demandeur et l'exploitant.

L'autorité compétente visée à l'article 13 envoie sa décision au demandeur, à l'exploitant, au fonctionnaire technique, lorsqu'il n'est pas l'autorité compétente, dans un délai de quarante jours à dater du jour où elle reçoit l'avis du fonctionnaire technique.

Selon le mode d'envoi de documents choisi pendant la procédure d'instruction par chaque autorité ou administration consultée, l'autorité compétente envoie sa décision à celles-ci dans le délai visé à l'alinéa 2, soit par la voie papier, soit par la voie électronique.

A défaut de décision de l'autorité compétente dans ce délai, l'avis du fonctionnaire technique vaut décision. A défaut d'avis du fonctionnaire technique, la proposition ou la demande est censée être rejetée.

§ 7. Le Gouvernement détermine la procédure de décision lorsque le fonctionnaire technique est l'autorité compétente visée à l'article 13 et peut fixer des mesures d'instruction complémentaires pour la proposition de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation ou la demande de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation. »;

- 2° dans le paragraphe 2, devenu le paragraphe 8, du même décret, les mots « L'autorité compétente en première instance » sont remplacés par les mots « L'autorité compétente visée à l'article 13 ».

**Art. 22.** L'article 66 du même décret est abrogé.

**Art. 23.** Dans l'article 70 du même décret, modifié par le décret du 22 juillet 2010, le mot « notifiée » est remplacé par le mot « envoyée ».

**Art. 24.** L'article 71, § 4, du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« L'exploitant à l'encontre de qui la mesure de sécurité a été prise peut introduire un recours auprès du Gouvernement contre la décision visée au paragraphe 1<sup>er</sup> conformément à l'article D. 150 du Livre Ier du Code de l'environnement. ».

**Art. 25.** Dans l'article 76<sup>quater</sup>, § 1<sup>er</sup>, du même décret, modifié par un décret du 22 novembre 2007, la dernière phrase est supprimée.

**Art. 26.** Dans l'article 82 du même décret, modifié par le décret du 3 février 2005, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Sous peine d'irrecevabilité, la demande de permis unique est envoyée entièrement par voie électronique ou par voie papier au collège communal de la commune sur le territoire de laquelle se situe l'établissement. La demande est accompagnée de la preuve de versement du droit de dossier visé à l'article 177. ».

**Art. 27.** L'article 84 du même décret, modifié par les décrets des 3 février 2005 et 22 novembre 2007, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 84. Dans un délai de trois jours ouvrables à dater de la réception de la demande, l'administration communale envoie celle-ci au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué. Elle en informe simultanément, par pli ordinaire lorsque la demande a été envoyée par la voie papier, le demandeur ou par voie électronique lorsque la demande a été envoyée par voie électronique.

Si l'administration communale n'a pas envoyé la demande dans le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le demandeur peut saisir directement le fonctionnaire technique en lui adressant une copie de la demande qu'il a initialement adressée au collège communal. Dans ce cas, le fonctionnaire technique envoie un exemplaire de la demande au fonctionnaire délégué dans le même délai que celui prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Lorsque la demande a été envoyée par la voie électronique, le demandeur informe le fonctionnaire technique que la demande a été initialement adressée au collège communal par la voie électronique. Le fonctionnaire technique en informe le fonctionnaire délégué dans le même délai que celui prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ».

**Art. 28.** Dans l'article 85, alinéa 2, du même décret, inséré par le décret du 27 octobre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le 3°, les mots « ne fournit pas » sont remplacés par les mots « n'envoie pas »;

2° l'alinéa 2 est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° si les compléments reçus n'ont pas été envoyés selon le mode d'envoi choisi initialement par le demandeur ».

**Art. 29.** A l'article 86 du même décret, remplacé par le décret du 3 février 2005 et modifié par le décret du 27 octobre 2011, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « vingt » est remplacé par le mot « trente »;

2° au paragraphe 2, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Le demandeur envoie à la commune les compléments demandés dans un délai de cent quatre-vingts jours à dater de l'envoi de la demande de compléments. Si le demandeur n'a pas envoyé les compléments demandés dans le délai prescrit, l'administration communale en informe le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué dans un délai de dix jours à dater du jour qui était imparti au demandeur pour envoyer les compléments. Dans ce cas, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué déclarent la demande irrecevable. Lorsque la demande de permis a été envoyée par la voie papier, les compléments sont fournis en autant d'exemplaires que la demande de permis initiale en compte. »;

3° au paragraphe 2, alinéa 2, la phrase « L'administration communale conserve un exemplaire des compléments. » est remplacée par la phrase « Lorsque la demande de permis a été envoyée par la voie papier, l'administration communale conserve un exemplaire des compléments. »;

4° au paragraphe 2, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« L'administration communale informe le demandeur de la date de la réception des compléments par le fonctionnaire technique. »;

5° au paragraphe 2, l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Si l'administration communale n'a pas envoyé les compléments dans le délai visé à l'alinéa 2, le demandeur peut envoyer directement ceux-ci en copie au fonctionnaire technique. Lorsque les compléments ont été envoyés par voie électronique, le demandeur informe le fonctionnaire technique que les compléments ont été initialement adressés à l'administration communale par voie électronique. Le fonctionnaire technique envoie, sans délai, une copie des compléments reçus au fonctionnaire délégué. »;

6° au paragraphe 3, alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « vingt » est remplacé par le mot « trente »;

7° au paragraphe 3, l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Si les fonctionnaires estiment une seconde fois que la demande est incomplète ils la déclarent irrecevable.

Les fonctionnaires déclarent, également, la demande irrecevable lorsque les compléments reçus n'ont pas été envoyés selon le mode d'envoi choisi initialement par le demandeur ».

**Art. 30.** A l'article 92 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 8 devient le paragraphe 8;

2° la phrase suivante est ajoutée au nouveau paragraphe 8 :

« Le paragraphe 6 ne s'applique pas. »;

3° il est complété par un paragraphe 9 rédigé comme suit :

« § 9. Dans le cas visé au paragraphe 8, préalablement à sa décision, le Gouvernement peut inviter le demandeur à déposer des plans modificatifs et un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences. Les plans modificatifs et le complément corollaire de notice d'évaluation des incidences ou d'étude d'incidences sont envoyés au fonctionnaire technique, en autant d'exemplaires, que la demande initiale en compte lorsque celle-ci a été envoyée par la voie papier.

Avant l'expiration du délai d'envoi du rapport de synthèse au Gouvernement et moyennant l'accord du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué, le demandeur peut également produire des plans modificatifs et un complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences. Dans ce cas, l'envoi au demandeur de cet accord a pour effet d'interrompre les délais visés au paragraphe 3. Le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué en informent sans délai le Gouvernement. Les plans modificatifs et le complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences sont envoyés au fonctionnaire technique, en autant d'exemplaires que la demande initiale en compte lorsque celle-ci a été envoyée par la voie papier.

Dans les cas visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, le fonctionnaire technique envoie une copie de ces documents sans délai à la commune et au fonctionnaire délégué. La procédure recommence selon les modalités prévues à l'article 86, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, à dater de la réception par le fonctionnaire technique des plans modificatifs et du complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences, jusqu'à l'envoi visé au paragraphe 8 au Gouvernement. Dans la décision qu'ils rendent en application de l'article 87, le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué indiquent que la demande fait l'objet de plans modificatifs. Il en va de même lors de la saisine des instances visées à l'article 91. L'enquête publique réalisée conformément à l'article 90 porte sur le dossier de la demande de permis initiale, ses compléments éventuels, ainsi que sur les plans modificatifs et leur complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences. ».

**Art. 31.** A l'article 93 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 20 juillet 2016, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les mots « ainsi que, par pli ordinaire, à chaque autorité ou administration consultée » sont supprimés;
- 2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :  
« Selon le mode d'envoi de documents choisi pendant la procédure d'instruction par chaque autorité ou administration consultée, l'autorité compétente envoie sa décision à celles-ci dans le délai visé à l'alinéa premier, soit par la voie papier, soit par la voie électronique. »;
- 3° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, entre les alinéas 3 et 4, il est inséré un alinéa rédigé comme suit :  
« Selon le mode d'envoi de documents choisi pendant la procédure d'instruction par chaque autorité ou administration consultée, l'autorité compétente envoie sa décision à celles-ci dans le délai visé à l'alinéa 3, soit par la voie papier, soit par la voie électronique. »;
- 4° dans le paragraphe 3, alinéa 2, la phrase « Ces documents sont fournis en autant d'exemplaires que la demande initiale en compte. » est remplacée par la phrase « Ceux-ci sont envoyés en autant d'exemplaires que la demande de permis initiale en compte lorsque celle-ci a été envoyée par la voie papier. »;
- 5° dans le paragraphe 3, alinéa 3, la phrase « L'autorité compétente conserve un exemplaire des plans modificatifs et du complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences. » est remplacée par la phrase « Lorsqu'ils ont été envoyés par la voie papier, l'autorité compétente conserve un exemplaire des plans modificatifs et du complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences. »;
- 6° dans le paragraphe 3, alinéa 4, les mots „, par écrit, » sont abrogés;
- 7° dans le paragraphe 3, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :  
« Si l'autorité compétente n'a pas envoyé les plans modificatifs accompagnés du complément corollaire de notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou d'étude d'incidences dans le délai visé à l'alinéa 3, le demandeur peut envoyer directement ceux-ci, en copie lorsqu'ils n'ont pas été envoyés par voie électronique, au fonctionnaire technique. Lorsque les documents ont été envoyés par voie électronique, le demandeur informe le fonctionnaire technique que les documents ont été initialement adressés à l'autorité compétente par voie électronique. Le fonctionnaire technique envoie, sans délai, les documents reçus au fonctionnaire délégué. »;
- 8° dans le paragraphe 3, alinéa 7, la phrase « Ces documents sont fournis en autant d'exemplaires que la demande initiale en compte. » est remplacée par la phrase « Ceux-ci sont envoyés en autant d'exemplaires que la demande de permis initiale en compte lorsqu'elle a été envoyée par la voie papier. ».

**Art. 32.** Dans l'article 94, alinéa 5, du même décret, remplacé par le décret du 3 février 2005 et modifié par le décret du 23 juin 2016, le mot « notifie » est remplacé par le mot « envoie ».

**Art. 33.** L'article 94bis du même décret, inséré par le décret du 24 octobre 2013, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement peut dispenser de la publication des plans. ».

**Art. 34.** A l'article 95 du même décret, remplacé par le décret du 3 février 2005 et modifié par le décret du 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au paragraphe 2, alinéa 4, le mot « transmet » est remplacé par le mot « envoie »;
- 2° au paragraphe 7, alinéa 5, le mot « notifie » est remplacé par le mot « envoie »;
- 3° au paragraphe 8, alinéa 2, le mot « notifie » est remplacé par le mot « envoie ».

**Art. 35.** A l'article 176 du même décret, modifié par les décrets des 3 février 2005, 13 mars 2014 et 23 juin 2016, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 4° est remplacé par ce qui suit : « 4° soit par la voie électronique »;
- 2° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« Sauf disposition particulière, lorsque le demandeur, le déclarant ou le requérant fait le choix d'un mode d'envoi soit par la voie électronique, soit par la voie papier lors d'une demande de permis, d'une déclaration, d'une proposition de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation, d'une demande de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation ou d'un recours visé aux articles 40, 41, 55, § 7, 69 et 95, chaque envoi de document par le demandeur, le requérant, les fonctionnaires désignés par le Gouvernement et l'autorité compétente se fait exclusivement par le mode d'envoi choisi initialement.

Sous peine d'irrecevabilité, le mode d'envoi choisi initialement par le demandeur le déclarant ou les personnes visées à l'article 67 continue à les lier quand ils introduisent un recours. »;

- 3° dans l'alinéa 2 devenant alinéa 3, les mots « et d'authentifier l'envoi par voie électronique » sont abrogés;
- 4° dans l'alinéa 5 devenant alinéa 6, le mot « la » est inséré entre le mot « par » et le mot « voie »;
- 5° l'alinéa 7 devenant l'alinéa 8, est abrogé.

**Art. 36.** A l'article 177, du même décret, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 et modifié par les décrets des 4 juillet 2002 et 22 juillet 2010, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans l'alinéa 2, le 2° est complété par les mots : « et pour toute proposition de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation, d'une demande de compléments ou de modification des conditions particulières d'exploitation; »;
- 2° dans le 3° de l'alinéa 2, le mot « tout » est remplacé par le mot « le » et les mots ", 55, § 7, 69 " sont insérés entre le nombre « 41 » et le mot « et »;
- 3° dans l'alinéa 5, les mots « et d'exemption » sont insérés entre le mot « perception » et les mots « des droits ».

#### CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant le livre Ier du Code de l'Environnement*

**Art. 37.** A l'article D.6 du Livre Ier du Code de l'Environnement, remplacé par le décret du 31 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le 8° est remplacé comme suit :  
« 8° étude d'incidences : l'étude scientifique relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement d'un projet élaborée par une personne agréée choisie par le demandeur »;
- 2° le 20°, remplacé par le décret du 31 mai 2007, est abrogé;
- 3° le 22° est remplacé comme suit :  
« 22° Evaluation des incidences de projets sur l'environnement : processus constitué de l'élaboration d'une étude d'incidences sur l'environnement, de la réalisation de consultations, de la prise en compte de ladite étude, des résultats des consultations et des éventuelles informations supplémentaires fournies par le demandeur à la demande de l'autorité compétente lors de la prise de décision, de la conclusion motivée de l'autorité compétente sur les incidences notables du projet sur l'environnement. ».

**Art. 38.** A l'article D.29-1, § 4, b, 1°, du Livre Ier du même Code, inséré par le décret du 31 mai 2007, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° Les mots « D.66, § 2, et D.68 § 2 et 3 » sont remplacés par les mots « D.64, § 1<sup>er</sup>, et D.65, § 2 et 3 »;
- 2° les mots « étude d'incidences » sont remplacés par « évaluation des incidences sur l'environnement ».

**Art. 39.** Dans l'article D.29-5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, 3°, du Livre Ier du même Code, inséré par le décret du 31 mai 2007, les mots D.66, § 2, et D.68, § 2 et 3 » sont remplacés par les mots « D.64, § 1<sup>er</sup>, D.65, § 2 et 3 ».

**Art. 40.** L'article D.29-8, § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, est complété par ce qui suit :

« ou par l'intermédiaire d'un autre point d'accès électronique aisément accessible. »

**Art. 41.** A l'article D.29-11, du Livre I<sup>er</sup> du même Code, inséré par le décret du 31 mai 2007 et modifié par le décret du 24 octobre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « non négligeables » sont chaque fois remplacés par le mot « notables »;
- 2° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « pour consultation » sont insérés entre les mots « est transmis » et « aux autorités compétentes »;
- 3° au § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, 2°, les mots « remettre un avis et » sont insérés entre les mots « peuvent » et « participer »;
- 4° au § 1<sup>er</sup>, dernier alinéa, 2°, les mots « la procédure d'évaluation » sont remplacés par les mots « l'évaluation »;
- 5° il est complété par le paragraphe 3 rédigé comme suit :  
« § 3. Les modalités de consultation visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 peuvent être mises en œuvre par l'intermédiaire d'un organe commun approprié. ».

**Art. 42.** Dans l'article D.29-22, § 2, alinéa 4, du Livre Ier du même Code, inséré par le décret du 31 mai 2007 et modifié par le décret du 27 octobre 2011, les 1° et 2° sont remplacés par ce qui suit :

- « 1° l'objet et la teneur de la décision;
- 2° l'endroit ou les endroits où peut être consultée la décision; ».

**Art. 43.** L'article D.51 est abrogé.

**Art. 44.** Dans l'intitulé du chapitre III de la Partie V. — Evaluation des incidences sur l'environnement du Livre Ier du même Code, les mots « système d'évaluation » sont remplacés par : « Evaluation ».

**Art. 45.** Les articles D.62 à D.69 du livre Ier du même Code, modifiés par le décret du 10 novembre 2006, le décret du 5 décembre 2008 et le décret-programme du 22 juillet 2010, sont remplacés par ce qui suit :

« Art. D.62. § 1<sup>er</sup>. Toute demande de permis comporte soit une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, soit une étude d'incidences sur l'environnement.

§ 2. Qu'il s'agisse de la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou de l'étude d'incidences sur l'environnement, celle-ci identifie, décrit et évalue de manière appropriée, en fonction de chaque cas particulier, les incidences directes et indirectes d'un projet sur les facteurs suivants :

- a) la population et la santé humaine;
- b) la biodiversité, en accordant une attention particulière aux espèces et aux habitats protégés au titre de la directive 92/43/CEE et de la directive 2009/147/CE;
- c) les terres, le sol, le sous-sol, l'eau, l'air, le bruit, les vibrations, la mobilité, l'énergie et le climat;

- d) les biens matériels, le patrimoine culturel et le paysage;
- e) l'interaction entre les facteurs visés aux points a) à d).

§ 3 Les incidences, visées au paragraphe 2, sur les facteurs y énoncés englobent les incidences susceptibles de résulter de la vulnérabilité du projet aux risques d'accidents majeurs et/ou de catastrophes pertinents pour le projet concerné.

Art. D.63. La délivrance de tout permis pour des projets susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, notamment en raison de leur nature, de leurs dimensions ou de leur localisation est subordonnée à la mise en œuvre d'une évaluation de leurs incidences sur l'environnement prévue par le présent chapitre.

Art. D.64. § 1<sup>er</sup>. Les projets visés à l'annexe II sont soumis d'office à l'évaluation des incidences sur l'environnement.

§ 2. Le Gouvernement arrête, la liste des projets qui, en raison de leur nature, de leurs dimensions ou de leur localisation, sont soumis à l'évaluation des incidences sur l'environnement, compte tenu des critères de sélection pertinents visés à l'annexe III.

Art. D. 65. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'une demande de permis est relative à un projet non visés par l'article D64, § 1<sup>er</sup>, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande détermine, au vu notamment de la notice et en tenant compte des critères de sélection pertinents visés à l'annexe III si le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

L'autorité visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> prend sa décision d'imposer ou de ne pas imposer d'étude d'incidences sur base des informations fournies par le demandeur, conformément à l'article D66, § 2, et en tenant compte, le cas échéant, des résultats des vérifications préliminaires ou des évaluations des incidences sur l'environnement réalisées en vertu d'autres dispositions que celles du présent Code.

§ 2. L'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande, suivant le cas :

- 1° déclare la demande irrecevable ou incomplète, conformément aux conditions et suivant les modalités fixées par les lois, décrets et règlements visés à l'article D.49, ou lorsque la demande ne contient pas les éléments lui permettant d'examiner, au vu notamment de la notice et en tenant compte des critères de sélection pertinents visés à l'annexe III, si le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement;
- 2° déclare que le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et ordonne la réalisation d'une étude d'incidences sur l'environnement;
- 3° décide, dans les conditions et suivant les modalités fixées par les lois, décrets et règlements visés à l'article D.49, que la demande est complète ou recevable et que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

L'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande envoie sa décision au demandeur de permis et, s'il y a lieu et en y joignant les compléments éventuels à verser au dossier, à la commune auprès de laquelle le dossier de demande de permis a été introduit et à l'autorité compétente au sens de l'article D.6, 2°, dans le même délai que les lois, décrets et règlements visés à l'article D.49, lui impartissent pour apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande ou, à défaut, dans un délai de quinze jours à dater du jour où elle a reçu le dossier de demande de permis.

Dans le cas visé au 2° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe, le demandeur est tenu de déposer une nouvelle demande de permis accompagnée de l'étude d'incidences.

Dans le cas visé au 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent paragraphe, la procédure d'instruction du dossier est poursuivie conformément aux lois, décrets et règlements visés à l'article D.49.

§ 3. Lorsque l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande n'a pas respecté l'alinéa 1<sup>er</sup> du paragraphe 2 du présent article et que néanmoins les lois, décrets et règlements visés à l'article D.49 disposent que la procédure d'instruction du dossier se poursuit, l'autorité compétente au sens de l'article D.6, 2° dispose du délai qui lui est imparti par les lois, décrets et règlements visés à l'article D.49 ou de maximum 90 jours à dater du lendemain du jour de l'expiration du délai imparti à l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet et recevable si le délai imparti est plus long, pour, à peine de nullité du permis :

- 1° refuser le projet :
  - lorsque la demande ne contient pas les éléments lui permettant d'examiner, au vu notamment de la notice et en tenant compte des critères de sélection pertinents visés à l'annexe III, si le projet est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement;
  - lorsqu'une étude d'incidences est nécessaire et n'est pas fournie;
- 2° décider que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement;
- 3° lorsqu'elle considère qu'il y a des circonstances exceptionnelles notamment liées à la nature, la complexité, la localisation ou la dimension du projet justifiant que la décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2° ou 3° du paragraphe 2 du présent article n'a pas été envoyée dans le délai requis, notifier par écrit cette justification au demandeur.

En cas d'application du point 3° de l'alinéa précédent, dans sa décision, à peine de nullité, l'autorité compétente au sens de l'article D.6, 2°, statue explicitement sur la nécessité qu'il y avait ou non de réaliser une étude d'incidences et, dans l'affirmative, refuse le permis demandé.

§ 4. Dans le cas visé au 2° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 2 du présent article, le demandeur de permis peut adresser une demande de reconsidération à l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande.

A peine d'irrecevabilité, la demande :

- 1° est écrite et motivée;
- 2° parvient simultanément à l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier et, le cas échéant, à la commune auprès de laquelle le dossier de demande de permis a été introduit et à l'autorité compétente au sens de l'article D.6, 2°, au plus tard le dixième jour à dater de la réception par le demandeur de permis de la décision imposant la réalisation d'une étude d'incidences.

Réformant le cas échéant en tout ou partie sa première décision, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier prend une décision conformément au 2° ou au 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 2 du présent article.

Elle envoie sa décision au demandeur de permis et, s'il y a lieu et en y joignant les compléments éventuels à verser au dossier, à la commune et à l'autorité compétente au sens de l'article D.6, 2°, dans un délai de trente jours à dater du jour où elle a reçu la demande de reconsidération.



Dans le cas visé au 2° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 2 du présent article, le demandeur est tenu de déposer une nouvelle demande de permis accompagnée de l'étude d'incidences.

Dans le cas visé au 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 2 du présent article, le demandeur peut déposer à nouveau sa demande de permis en y joignant la décision et le montant perçu au titre de frais de dossier lui est restitué.

A défaut d'envoi de la décision dans le délai visé à l'alinéa 4 du présent paragraphe, le demandeur peut déposer à nouveau sa demande de permis et le montant perçu au titre de frais de dossier lui est restitué.

§ 5. La décision d'imposer ou non une étude d'incidences est mise à la disposition du public conformément au chapitre III du Titre Ier du présent Code ou, le cas échéant, selon les modalités prévues par les lois, décrets et règlements dont relève l'autorisation visée à l'article D.49.

Cette décision indique :

- a) lorsqu'il a été décidé qu'une étude d'incidences sur l'environnement est nécessaire, les raisons principales de la décision d'exiger une telle étude au regard des critères pertinents visés à l'annexe III;
- b) lorsqu'elle dispose qu'une étude d'incidences sur l'environnement n'est pas nécessaire, les principales raisons de ne pas exiger une telle étude par rapport aux critères pertinents visés à l'annexe III, ainsi que, sur proposition du demandeur, toutes les caractéristiques du projet et/ou les mesures envisagées pour éviter ou prévenir ce qui aurait pu, à défaut, constituer des incidences négatives notables sur l'environnement.

§ 6. Sauf disposition contraire, tout envoi visé au présent article se fait :

- 1° soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception;
- 2° soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé;
- 3° soit par le dépôt de l'acte contre récépissé.

Le Gouvernement peut déterminer la liste des procédés qu'il reconnaît comme permettant de donner une date certaine à l'envoi et à la réception.

L'envoi doit se faire au plus tard le jour de l'échéance.

Le jour de la réception de l'acte qui est le point de départ n'y est pas inclus.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Art. D.66. § 1<sup>er</sup>. La notice d'évaluation des incidences comporte au minimum les informations suivantes :

- 1° une description du projet, y compris en particulier:
  - a) une description des caractéristiques physiques de l'ensemble du projet et, le cas échéant, des travaux de démolition;
  - b) une description de la localisation du projet, en accordant une attention particulière à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées;
- 2° une description des éléments de l'environnement susceptibles d'être affectés de manière notable par le projet;
- 3° une description de tous les effets notables, dans la mesure des informations disponibles sur ces effets, que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement résultant :
  - a) des résidus et des émissions attendus ainsi que de la production de déchets, le cas échéant;
  - b) de l'utilisation des ressources naturelles, en particulier le sol, les terres, l'eau et la biodiversité;
- 4° il est tenu compte des critères de l'annexe III, le cas échéant, lors de la compilation des informations conformément aux points 1° à 3°.

§ 2. Le Gouvernement peut arrêter les formes et compléter le contenu minimal de la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement. Il peut prévoir que le dossier de demande de permis constitue la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement.

§ 3. Lorsque le projet concerne une installation ou une activité reprise sur la liste visée à l'annexe 3 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, la description du projet visée au paragraphe 2, 1°, comporte en tout cas :

- 1° des renseignements généraux et notamment les données éventuelles relatives au terrain concerné reprises dans la banque de données de l'état des sols visée à l'article 10 du décret relatif à la gestion des sols et les valeurs applicables, en ce compris les concentrations de fond au sens du même décret;
- 2° un historique du site et, le cas échéant, de l'exploitation en cours;
- 3° des renseignements géologiques, hydrologiques et hydrogéologiques.

§ 4. Le demandeur tient compte, le cas échéant, dans l'élaboration de la notice d'évaluation des incidences des résultats d'autres évaluations pertinentes réalisées en application d'autres dispositions que celles du présent chapitre.

§ 5. Le Gouvernement détermine les modalités suivant lesquelles, lorsqu'elle est sollicitée par le demandeur, l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande rend un avis sur les informations à fournir dans la notice d'évaluation.

Art. D.67. § 1<sup>er</sup>. Le demandeur prépare et présente une étude d'incidences qui comporte au minimum les informations suivantes :

- 1° une description du projet, et, le cas échéant, des travaux de démolition comportant des informations relatives à son site d'implantation, à sa conception, à ses dimensions et à ses caractéristiques pertinentes;
- 2° une description des incidences notables probables du projet sur l'environnement;
- 3° une description des caractéristiques du projet et/ou des mesures envisagées pour éviter, prévenir ou réduire les incidences négatives notables probables sur l'environnement, et si possible, compenser les effets négatifs notables probables sur l'environnement;
- 4° une description des solutions de substitution raisonnables qui ont été examinées par le demandeur, en fonction du projet et de ses caractéristiques spécifiques, et une indication des principales raisons du choix de ce dernier, eu égard aux effets du projet sur l'environnement;
- 5° un résumé non technique des points 1° à 4° mentionnés ci-dessus;

- 6° toute information supplémentaire précisée par le Gouvernement, en fonction des caractéristiques spécifiques d'un projet ou d'un type de projets particulier et des éléments de l'environnement sur lesquels une incidence pourrait se produire.

Lorsque le projet concerne une installation ou une activité reprise sur la liste visée à l'annexe 3 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, la description du projet visée au paragraphe 2, 1°, comporte en tout cas :

- 1° des renseignements généraux et notamment les données éventuelles relatives au terrain concerné reprises dans la banque de données de l'état des sols visée à l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols et les valeurs applicables, en ce compris les concentrations de fond au sens du même décret;
- 2° un historique du site et, le cas échéant, de l'exploitation en cours;
- 3° des renseignements géologiques, hydrologiques et hydrogéologiques.

§ 2. Le Gouvernement peut arrêter les formes et compléter le contenu minimal de l'étude d'incidences sur l'environnement.

§ 3. Pour éviter tout double emploi lors des évaluations, l'auteur de l'étude d'incidences tient compte, le cas échéant, dans l'élaboration de l'étude d'incidences sur l'environnement, pour autant qu'ils soient pertinents ou actuels, des résultats disponibles d'autres évaluations pertinentes. Ceux-ci sont identifiés comme tels dans l'étude d'incidences.

§ 4. Si un avis est rendu en vertu de l'article D.69, l'étude d'incidences est fondée sur cet avis et inclut les informations qui peuvent raisonnablement être requises pour arriver à une conclusion motivée sur les incidences notables du projet sur l'environnement, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes.

Art. D.68. S'il apparaît que, pour la réalisation du projet, plusieurs permis sont requis, l'évaluation des incidences sur l'environnement est mise en œuvre une seule fois et elle porte sur l'ensemble des incidences sur l'environnement que le projet est susceptible d'avoir.

Le Gouvernement détermine, par des normes générales, les conditions d'application du présent article.

Art. D.69. L'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande remet si elle est sollicitée par le demandeur, un avis sur le champ d'application et le niveau de détail des informations devant figurer dans l'étude d'incidences, compte tenu des informations fournies par le demandeur, en particulier sur les caractéristiques spécifiques du projet, notamment la localisation et la capacité technique, et de son incidence probable sur l'environnement.

Le Gouvernement détermine les modalités suivant lesquelles cet avis est rendu ».

**Art. 46.** Dans le livre Ier du même Code, l'article D.70 est remplacé comme suit :

« Art. D.70. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement agréé, selon les critères et une procédure qu'il détermine, les personnes physiques et morales qui peuvent être chargées d'effectuer des études d'incidences sur l'environnement; il détermine les règles d'octroi et de retrait de l'agrément. L'agrément peut, notamment, être retiré temporairement ou définitivement, lorsqu'après un premier avertissement dûment notifié, le Gouvernement constate la qualité manifestement médiocre d'une étude.

§ 2. Le Gouvernement établit les projets ou catégories de projets pour lequel un agrément est requis.

§ 3. Le demandeur choisit une ou plusieurs personnes agréées en vertu du § 1<sup>er</sup>, pour réaliser l'étude et notifie son choix aux personnes et instances désignées par le Gouvernement.

Ces personnes et instances désignées vérifient si la ou les personnes agréées choisies disposent de l'agrément requis compte tenu de la nature du projet. Le Gouvernement détermine la procédure et les modalités relatives à la notification du choix de la personne ou des personnes agréées en vertu du § 1<sup>er</sup>.

En cas d'association momentanée de personnes agréées, celle-ci précisera la personne qui est en charge de la coordination de l'étude.

Le Gouvernement détermine les cas où, pour la réalisation d'une étude, une personne agréée peut être récusée. Il arrête la procédure et les modalités de la récusation. ».

**Art. 47.** Dans le livre Ier du même Code, l'article D.71, abrogé par le décret du 31 mai 2007, est rétabli comme suit

« Art. D.71. § 1<sup>er</sup>. Pour les projets qui font l'objet d'une évaluation des incidences sur l'environnement, le Gouvernement désigne d'une manière générale ou au cas par cas les instances susceptibles d'être concernées par le projet, en raison de leurs responsabilités spécifiques en matière d'environnement ou de leurs compétences locales et régionales que l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande doit consulter. Les instances visées à l'article D.72 du présent Livre peuvent faire valoir leurs observations ou suggestions utiles concernant l'étude d'incidences conformément à ce que prévoit l'article D.72

Les modalités de consultation et de remise d'avis sont établies par le Gouvernement.

§ 2. L'autorité compétente veille à disposer d'une expertise suffisante pour examiner l'étude d'incidences ou à avoir accès au besoin à une telle expertise.

§ 3. L'autorité compétente pour délivrer le permis apprécie les incidences du projet en prenant dûment en compte l'étude d'incidences sur l'environnement, les avis recueillis, entre autres sur les incidences transfrontalières du projet, dans le cadre de la procédure en autorisation et toute autre information qu'elle juge utile.

Lorsqu'elles ne disposent pas des informations requises, l'autorité compétente ou les instances intervenant dans l'instruction de la demande que le Gouvernement désigne peuvent exiger du demandeur des informations supplémentaires, conformément à l'article D.67, § 2, qui sont directement utiles à l'élaboration de la conclusion motivée sur les incidences notables du projet sur l'environnement.

§ 4. Pour les projets soumis à notice d'évaluation, l'autorité compétente pour délivrer le permis apprécie les incidences du projet en prenant dûment en compte la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement, les avis recueillis dans le cadre de la procédure en autorisation et toute autre information qu'elle juge utile.

Lorsqu'elles ne disposent pas des informations requises, l'autorité compétente ou les instances intervenant dans l'instruction de la demande que le Gouvernement désigne peuvent exiger du demandeur des informations complémentaires. ».

**Art. 48.** L'article D.74 du livre Ier du même Code, remplacé par le décret du 31 mai 2007, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Sans préjudice des dispositions qui figurent dans la partie III, titre 1<sup>er</sup>, du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement et de la loi du 5 août 2006 relative à l'accès du public à l'information en matière d'environnement, les dispositions du présent chapitre n'affectent pas l'obligation des autorités compétentes de respecter les restrictions imposées par les dispositions législatives, réglementaires et administratives en matière de secret commercial et industriel, notamment de propriété intellectuelle, ainsi qu'en matière de protection de l'intérêt public. ».

**Art. 49.** L'article D.75 du livre Ier du même Code est rétabli comme suit :

« Art. D.75. § 1<sup>er</sup>. Le permis et le refus de permis sont motivés en regard notamment des incidences sur l'environnement et des objectifs de l'article D.50.

Ils contiennent également les motivations relatives à la décision d'imposer ou non une étude d'incidences visée à l'article D.65.

§ 2 La décision de refus de permis mentionne les principaux motifs de refus.

§ 3. La décision d'octroi de permis pour des projets soumis à évaluation des incidences sur l'environnement mentionne au moins les informations suivantes :

- 1° la conclusion motivée de l'autorité compétente visée à l'article D.71, § 3, sur les incidences du projet sur l'environnement, tenant compte des résultats de l'examen des informations dans la notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ou dans l'étude d'incidences ainsi que des avis recueillis dans le cadre de l'évaluation des incidences sur l'environnement;
- 2° les éventuelles conditions environnementales et/ou d'exploitation;
- 3° une description de toutes les caractéristiques du projet ou des mesures envisagées pour éviter, prévenir ou réduire et, si possible, compenser des incidences négatives notables sur l'environnement, ainsi que, le cas échéant, des mesures de suivi.

§ 4. Lorsque la décision d'octroi ou de refus de permis a été prise, l'autorité compétente visée à l'article D.6, 2°, informe le public selon les modalités prévues au Titre III de la Partie III du présent Code ou, le cas échéant, selon les modalités prévues par les lois, décrets et règlements dont relève l'autorisation visée à l'article D.49, ainsi que les instances consultées en vertu de l'article D.71, § 1<sup>er</sup>.

L'avis mentionne :

- 1° la teneur de la décision;
- 2° les conditions dont la décision est éventuellement assortie, les principales raisons et considérations sur lesquelles la décision est fondée, y compris l'information concernant le processus de participation du public et la description, le cas échéant, des principales mesures destinées à éviter, réduire et, si possible, compenser les effets négatifs importants;
- 3° en outre, pour des projets soumis à étude des incidences sur l'environnement, les informations comprennent également le résumé des résultats des consultations conformément à l'article D.71, § 1<sup>er</sup>, et des informations recueillies conformément aux articles D.71, § 3, et D.29-11, § 1<sup>er</sup>, et de la façon dont ces résultats ont été repris ou pris en compte par ailleurs, en particulier les commentaires reçus de la Région ou de l'Etat membre de l'Union européenne affecté visé à l'article D.29-11, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 50.** Dans le livre Ier du même Code, l'article D.76, abrogé par le décret du 31 mai 2007, est rétabli comme suit :

« Art. D.76. L'autorité compétente veille à ce que les caractéristiques du projet et/ou mesures envisagées pour éviter, prévenir ou réduire et, si possible, compenser les incidences négatives notables sur l'environnement soient mises en œuvre par le bénéficiaire du permis et détermine les procédures de suivi des incidences négatives notables sur l'environnement.

Les types de paramètres devant faire l'objet d'un suivi et la durée de suivi sont proportionnés à la nature, à la localisation et à la dimension du projet et à l'importance de ses incidences sur l'environnement ».

**Art. 51.** Dans le livre Ier du même Code, l'article D.77, abrogé par le décret du 31 mai 2007, est rétabli comme suit :

« Art. D. 77. L'autorité compétente sur recours et le juge administratif peuvent prononcer la nullité de tout permis délivré en contradiction avec les dispositions du chapitre III.

La nullité doit en tout cas être prononcée dans les cas suivants :

- 1° en cas d'absence de notice d'évaluation lorsqu'elle est requise par les dispositions du présent chapitre;
- 2° en cas de violation d'une des dispositions de l'article D74;
- 3° en cas d'absence d'étude d'incidences lorsqu'elle est requise par ou en vertu des dispositions du présent chapitre;
- 4° lorsque la personne chargée de l'étude n'est pas agréée;
- 5° en cas d'absence de résumé non technique;
- 6° en l'absence de phase de consultation du public prévue à l'article D29-5, § 1<sup>er</sup>.
- 7° dans le cas visé à l'article D.65, § 2, alinéa 8, 2<sup>ème</sup> phrase;
- 8° dans le cas visé à l'article D16;
- 9° lorsque la ou les personnes chargées de l'étude d'incidences sur l'environnement ont fait l'objet d'une décision définitive de récusation en application de l'article D.70, § 2. ».

**Art. 52.** Dans la partie décrétable du livre Ier du même Code, il est inséré un article D.78 rédigé comme suit :

« Art. D78. Lorsque l'autorité compétente est aussi le demandeur, l'autorité compétente pour accomplir les missions résultant du présent chapitre est celle qui est chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable du dossier de demande, selon le type de permis visé à l'article D 49.

Lorsque l'autorité chargée d'apprécier le caractère complet ou recevable est aussi le demandeur, les missions résultant du présent chapitre sont accomplies par le Gouverneur de la province. ».

**Art. 53.** Dans le livre Ier du même Code, sont insérées une annexe II et une annexe III qui sont jointes en annexe au présent décret.

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant le décret du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement*

**Art. 54.** Dans l'article 109, alinéa 2, du décret du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement, le mot « une éolienne » est remplacé par les mots « un parc d'éoliennes ».

CHAPITRE V. — *Dispositions modifiant le Code du Développement territorial*

**Art. 55.** Dans l'article D.VIII.1, 4<sup>o</sup>, du Code du Développement territorial, les mots « D.66, § 2 » sont remplacés par les mots « D.64, § 2 ».

**Art. 56.** Dans l'article D.VIII.31, § 2, les mots « 66, § 2 » sont remplacés par les mots « 64, § 2 ».

CHAPITRE VI. — *Disposition modifiant le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols*

**Art. 57.** Dans l'article 91 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, les mots « D.67, § 3, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, l'alinéa 2 » sont remplacés par les mots « D.66, § 3, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ».

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires et finale*

**Art. 58.** Les demandes de permis d'environnement ou de permis unique, les déclarations, les propositions de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation, les demandes de complément ou de modification des conditions particulières d'exploitation ou autres démarches administratives introduites avant l'entrée en vigueur du présent décret, ainsi que les recours administratifs y relatifs, sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction des actes susmentionnés.

**Art. 59.** L'article 36, 3<sup>o</sup>, entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2016.

**Art. 60.** Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur des articles 3 à 19, 21, 23 à 36, hormis le 3<sup>o</sup> de cet article 36 et 54 du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 mai 2018.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique  
et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Emploi et de la Formation,  
P. -Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,  
J. -L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,  
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,  
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,  
V. DE BUE

—  
Note

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 1067 (2017-2018) N<sup>os</sup> 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 23 mai 2018.

Discussion.

Vote.

—  
Annexe I

Annexe II : Projets soumis à évaluation des incidences sur l'environnement conformément aux articles D.64, § 1<sup>er</sup>, et D.65, § 2 et 3

1. Raffineries de pétrole brut (à l'exclusion des entreprises fabriquant uniquement des lubrifiants à partir de pétrole brut) ainsi que les installations de gazéification et de liquéfaction d'au moins 500 tonnes de charbon ou de schiste bitumineux par jour.
2. a) Centrales thermiques et autres installations de combustion d'une puissance calorifique d'au moins 300 MW;
- b) Centrales nucléaires et autres réacteurs nucléaires, y compris le démantèlement ou le déclassement de ces centrales ou réacteurs <sup>(1)</sup> (à l'exception des installations de recherche pour la production et la transformation des matières fissiles et fertiles, dont la puissance maximale ne dépasse pas 1 kW de charge thermique continue).

3.
  - a) Installations pour le retraitement de combustibles nucléaires irradiés;
  - b) Installations destinées:
    - i) à la production ou à l'enrichissement de combustibles nucléaires;
    - ii) au traitement de combustibles nucléaires irradiés ou de déchets hautement radioactifs;
    - iii) à l'élimination définitive de combustibles nucléaires irradiés;
    - iv) exclusivement à l'élimination définitive de déchets radioactifs;
    - v) exclusivement au stockage (prévu pour plus de dix ans) de combustibles nucléaires irradiés ou de déchets radioactifs dans un site différent du site de production.
4.
  - a) Usines intégrées de première fusion de la fonte et de l'acier;
  - b) Installations destinées à la production de métaux bruts non ferreux à partir de minerais, de concentrés de minerai ou de matières premières secondaires selon des procédés métallurgiques, chimiques ou électrolytiques.
5. Installations destinées à l'extraction de l'amiante ainsi qu'au traitement et à la transformation de l'amiante et de produits contenant de l'amiante: pour les produits en amiante-ciment, une production annuelle de plus de 20 000 tonnes de produits finis; pour les garnitures de friction, une production annuelle de plus de 50 tonnes de produits finis; pour les autres utilisations de l'amiante, une utilisation de plus de 200 tonnes par an.
6. Installations chimiques intégrées, c'est-à-dire les installations prévues pour la fabrication à l'échelle industrielle de substances par transformation chimique, où plusieurs unités sont juxtaposées et fonctionnellement liées entre elles, et qui sont destinées:
  - a) à la fabrication de produits chimiques organiques de base;
  - b) à la fabrication de produits chimiques inorganiques de base;
  - c) à la fabrication d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium (engrais simples ou composés);
  - d) à la fabrication de produits de base phytosanitaires et de biocides;
  - e) à la fabrication de produits pharmaceutiques de base selon un procédé chimique ou biologique;
  - f) à la fabrication d'explosifs.
7.
  - a) Construction de voies pour le trafic ferroviaire à grande distance ainsi que d'aéroports <sup>(2)</sup> dont la piste de décollage et d'atterrissage a une longueur d'au moins 2 100 mètres;
  - b) Construction d'autoroutes et de voies rapides;
  - c) Construction d'une nouvelle route à quatre voies ou plus, ou alignement et/ou élargissement d'une route existante à deux voies ou moins pour en faire une route à quatre voies ou plus, lorsque la nouvelle route ou la section de route alignée et/ou élargie a une longueur ininterrompue d'au moins 10 kilomètres.
8.
  - a) Voies navigables et ports de navigation intérieure permettant l'accès de bateaux de plus de 1 350 tonnes;
  - b) Ports de commerce, quais de chargement et de déchargement reliés à la terre et avant-ports (à l'exclusion des quais pour transbordeurs) accessibles aux bateaux de plus de 1 350 tonnes.
9. Installations d'élimination des déchets dangereux, tels que définis à l'article 3, point 2, de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets, par incinération, traitement chimique, tel que défini à l'annexe I, point D 9, de ladite directive, ou mise en décharge.
10. Installations d'élimination des déchets non dangereux par incinération ou traitement chimique, tels que définis à l'annexe I, point D 9, de la directive 2008/98/CE, d'une capacité de plus de 100 tonnes par jour.
11. Dispositifs de captage ou de recharge artificielle des eaux souterraines lorsque le volume annuel d'eaux à capter ou à recharger atteint ou dépasse 10 hectomètres cubes.
12.
  - a) Ouvrages servant au transvasement de ressources hydrauliques entre bassins fluviaux lorsque cette opération vise à prévenir d'éventuelles pénuries d'eau et que le volume annuel des eaux transvasées dépasse 100 hectomètres cubes;
  - b) Dans tous les autres cas, ouvrages servant au transvasement de ressources hydrauliques entre bassins fluviaux lorsque le débit annuel moyen, sur plusieurs années, du bassin de prélèvement dépasse 2 000 hectomètres cubes et que le volume des eaux transvasées dépasse 5 % de ce débit.

Dans les deux cas, les transvasements d'eau potable amenée par canalisation sont exclus.
13. Installations de traitement des eaux résiduaires d'une capacité supérieure à 150 000 équivalents-habitants, telles que définies à l'article 2, point 6, de la directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires.
14. Extraction de pétrole et de gaz naturel à des fins commerciales, lorsque les quantités extraites dépassent quotidiennement 500 tonnes de pétrole et 500 000 mètres cubes de gaz.
15. Barrages et autres installations destinées à retenir les eaux ou à les stocker de façon permanente lorsque le nouveau volume d'eau ou un volume supplémentaire d'eau à retenir ou à stocker dépasse 10 hectomètres cubes.
16. Pipelines d'un diamètre supérieur à 800 millimètres et d'une longueur supérieure à 40 kilomètres:
  - a) pour le transport de gaz, de pétrole ou de produits chimiques;
  - b) pour le transport de flux de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) en vue de leur stockage géologique, y compris les stations de compression associées.
17. Installations destinées à l'élevage intensif de volailles ou de porcs disposant de plus:
  - a) de 85 000 emplacements pour poulets, 60 000 emplacements pour poules;
  - b) de 3 000 emplacements pour porcs de production (de plus de 30 kilogrammes); ou
  - c) de 900 emplacements pour truies.
18. Installations industrielles destinées à la fabrication:
  - a) de pâte à papier à partir de bois ou d'autres matières fibreuses;
  - b) de papier et de carton, d'une capacité de production supérieure à 200 tonnes par jour.
19. Carrières et exploitations minières à ciel ouvert lorsque la surface du site dépasse 25 hectares ou, pour les tourbières, 150 hectares.

20. Construction de lignes aériennes de transport d'énergie électrique d'une tension de 220 kV ou plus et d'une longueur de plus de 15 kilomètres.
21. Installations de stockage de pétrole, de produits pétrochimiques ou de produits chimiques, d'une capacité de 200 000 tonnes ou plus.
22. Sites de stockage conformément à la directive 2009/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone.
23. Installations destinées au captage des flux de CO<sub>2</sub> provenant des installations relevant de la présente annexe, en vue du stockage géologique conformément à la directive 2009/31/CE, ou qui captent annuellement une quantité totale de CO<sub>2</sub> égale ou supérieure à 1,5 mégatonne.
24. Toute modification ou extension des projets énumérés dans la présente annexe qui répond en elle-même aux seuils éventuels, qui y sont énoncés.

---

#### Notes

- (1) Les centrales nucléaires et les autres réacteurs nucléaires cessent d'être des installations nucléaires lorsque tous les combustibles nucléaires et tous les autres éléments contaminés ont été définitivement retirés du site d'implantation.
- (2) Au sens de la Directive 2011/92/UE, modifiée par la Directive 2014/52/UE, on entend par "aéroport": un aéroport qui correspond à la définition donnée par la convention de Chicago de 1944 constituant l'Organisation de l'aviation civile internationale (annexe 14)
- (3) Au sens de la Directive 2011/92/UE, modifiée par la Directive 2014/52/UE, on entend par "voie rapide": une voie qui correspond à la définition donnée par l'accord européen du 15 novembre 1975 sur les grandes routes de trafic international

---

#### Annexe II

##### Annexe III au livre Ier du Code de l'Environnement

##### Critères de sélection permettant de déterminer la nécessité d'une étude des incidences sur l'environnement

###### 1. Caractéristiques des projets

Les caractéristiques des projets sont considérées notamment par rapport :

- a) à la dimension et à la conception de l'ensemble du projet;
- b) au cumul avec d'autres projets existants ou approuvés;
- c) à l'utilisation des ressources naturelles, en particulier le sol, les terres, l'eau et la biodiversité;
- d) à la production de déchets;
- e) à la pollution et aux nuisances;
- f) au risque d'accidents ou de catastrophes majeurs en rapport avec le projet concerné, notamment dus au changement climatique, compte tenu de l'état des connaissances scientifiques;
- g) aux risques pour la santé humaine dus, par exemple, à la contamination de l'eau ou à la pollution atmosphérique.

###### 2. Localisation des projets

La sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées par le projet est considérée en prenant notamment en compte :

- a) l'utilisation existante et approuvée des terres;
- b) la richesse relative, la disponibilité, la qualité et la capacité de régénération des ressources naturelles de la zone, y compris le sol, les terres, l'eau et la biodiversité et de son sous-sol;
- c) la capacité de charge de l'environnement naturel, en accordant une attention particulière aux zones suivantes :
  - 1) zones humides, rives, estuaires;
  - 2) zones côtières et environnement marin;
  - 3) zones de montagnes et de forêts;
  - 4) réserves et parcs naturels;
  - 5) zones répertoriées ou protégées par la législation nationale : zones Natura 2000;
  - 6) zones ne respectant pas ou considérées comme ne respectant pas les normes de qualité environnementale pertinentes pour le projet;
  - 7) zones à forte densité de population;
  - 8) paysages et sites importants du point de vue historique, culturel ou archéologique.

###### 3. Type et caractéristiques de l'impact potentiel

Les incidences notables probables qu'un projet pourrait avoir sur l'environnement doivent être considérées en fonction des critères énumérés aux 1. et 2. de la présente annexe, par rapport aux incidences du projet sur les facteurs précisés à l'article D.66, § 1<sup>er</sup>, en tenant compte de :

- a) l'ampleur et l'étendue spatiale de l'impact, par exemple, la zone géographique et l'importance de la population susceptible d'être touchée;
- b) la nature de l'impact;
- c) la nature transfrontière de l'impact;
- d) l'intensité et la complexité de l'impact;
- e) la probabilité de l'impact;
- f) le début, la durée, la fréquence et la réversibilité attendus de l'impact;
- g) le cumul de l'impact avec celui d'autres projets existants ou approuvés;
- h) la possibilité de réduire l'impact de manière efficace."

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/202802]

**24. MAI 2018 — Dekret zur Umsetzung der Richtlinie 2014/52/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 zur Änderung der Richtlinie 2011/92/EU über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten und zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, was die Entmaterialisierung und die administrative Vereinfachung und verschiedene Bestimmungen betrifft (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeinbestimmung*

**Artikel 1** - Durch das vorliegende Dekret wird die Richtlinie 2014/52/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 zur Änderung der Richtlinie 2011/92/EU über die Umweltverträglichkeitsprüfung bei bestimmten öffentlichen und privaten Projekten teilweise umgesetzt.

KAPITEL II — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

**Art. 2** - In Artikel 10, § 1 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird der durch das Dekret vom 22. Juli 2010 eingefügte Absatz 4 durch Folgendes ersetzt:

„In Abweichung von Absatz 3, wenn es sich um eine Veränderung oder eine Erweiterung eines Betriebs handelt, der dem Zusammenarbeitsabkommen vom 16. Februar 2016 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt zur Beherrschung der Gefahren bei schweren Unfällen mit gefährlichen Stoffen unterliegt, sind die Fristen für das Verfahren zur Untersuchung der Genehmigung diejenigen, die auf die Betriebe der Klasse 1 anwendbar sind.“

**Art. 3** - Der Artikel 14 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 3. Februar 2005 und vom 13. März 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 3 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 3 - Die Erklärung ist unvollständig, wenn gemäß dem § 2 erforderliche Auskünfte oder Unterlagen fehlen.

§ 3. Die Erklärung ist unzulässig, wenn:

1° sie unter Verstoß gegen § 1 eingereicht worden ist;

2° wenn sie zweimal als unvollständig betrachtet wurde;

3° der Erklärungsspflichtige die zusätzlichen Informationen nicht innerhalb der in § 4bis erwähnten Frist übermittelt;“;

2° Paragraph 4 wird durch Folgendes ersetzt:

„§ 4. Die zuständige Behörde übermittelt dem Meldepflichtigen ihren Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit der Erklärung innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Tag, an dem sie die Erklärung erhalten hat.

Wenn die Erklärung unvollständig ist, sendet die zuständige Behörde dem Meldepflichtigen die Liste der fehlenden Auskünfte oder Unterlagen und teilt ihm mit, dass das Verfahren ab deren Eingang bei der zuständigen Behörde wieder aufgenommen wird.“;

3° Es werden die Paragraphen 4bis und 4ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«§ 4bis. Innerhalb von dreißig Tagen ab der Sendung des Gesuchs um ergänzende Unterlagen übermittelt der Meldepflichtige der zuständigen Behörde die verlangten ergänzenden Unterlagen. Wenn der Meldepflichtige die verlangten ergänzenden Unterlagen innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht übermittelt hat, erklärt die zuständige Behörde die Erklärung für unzulässig. Wenn die Erklärung in Papierform gesandt wurde, werden so viele Ausfertigungen der ergänzenden Unterlagen zugeschickt wie die der ursprünglichen Erklärung.

Binnen fünfzehn Tagen, nachdem die zuständige Behörde die ergänzenden Unterlagen erhalten hat, übermittelt sie dem Meldepflichtigen ihren Beschluss über die Zulässigkeit und Vollständigkeit der Erklärung.

Wenn die zuständige Behörde dem Meldepflichtigen den in § 4 erwähnten Beschluss oder den in Absatz 2 erwähnten Beschluss nicht gesandt hat, gilt die Erklärung am Ablauf der in diesen Bestimmungen vorgesehenen Fristen als zulässig und vollständig.

§ 4ter. Der Beschluss, durch den die Erklärung für vollständig und zulässig erklärt wird, kann angeben, dass zusätzliche Bedingungen im Sinne von Paragraph 5 vorgeschrieben werden könnten. Die zuständige Behörde informiert unverzüglich den technischen Beamten und das Gemeindegremium, wenn diese nicht die zuständige Behörde sind.“;

4° in Paragraph 5 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 werden die Wörter „dreißig Tagen ab dem Erhalt der Erklärung“ durch die Wörter „dreißig Tagen ab dem Tag, an dem die zuständige Behörde dem Meldepflichtigen den Beschluss zur Erklärung der Vollständigkeit und Zulässigkeit der Erklärung gesandt hat,“ ersetzt.;

b) Absatz 3 wird aufgehoben;

c) in Absatz 4, der zum Absatz 3 wird, wird das Wort „Sie“ durch die Wörter „Die zusätzlichen Betriebsbedingungen“ ersetzt.

**Art. 4** - Artikel 15 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 13. März 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

« Art. 15. Für den Meldepflichtigen kann die Inbetriebsetzung des Betriebs folgendermaßen erfolgen:

1° im in Artikel 14, § 4bis, Absatz 3 genannten Fall;

2° wenn der Beschluss, durch den die Erklärung für vollständig und zulässig erklärt wird, nicht angibt, dass zusätzliche Betriebsbedingungen im Sinne von Artikel 14 § 5 auferlegt werden könnten;

3° dreißig Tage nach dem Tag, an dem die zuständige Behörde dem Meldepflichtigen den Beschluss zur Bescheinigung, dass die Erklärung vollständig und zulässig ist, wenn die zuständige Behörde gemäß dem Artikel 14, § 5 zusätzliche Betriebsbedingungen vorschreibt.“

**Art. 5** - In Artikel 16 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 3. Februar 2005 und vom 22. November 2007, wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

“Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Antrag auf eine Umweltgenehmigung, zusammen mit dem Beleg für die Zahlung der in Artikel 177 genannten Bearbeitungsgebühr dem Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, völlig entweder auf dem elektronischen Weg oder in Papierform gesandt.”.

**Art. 6** - Artikel 18 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2015 und vom 22. November 2007 wird durch Folgendes ersetzt:

« Art. 18. Innerhalb einer Frist von drei Werktagen ab dem Erhalt des Antrags sendet die Gemeindeverwaltung diesen dem technischen Beamten. Sie setzt den Antragsteller gleichzeitig davon in Kenntnis, entweder per gewöhnlichen Brief, wenn der Antrag in Papierform geschickt wurde, oder auf elektronischem Wege, wenn der Antrag auf elektronischem Wege eingereicht wurde.

Wenn die Gemeindeverwaltung den Antrag nicht innerhalb der in Absatz 1 vorgesehenen Frist gesandt hat, kann der Antragsteller unmittelbar den technischen Beamten mit der Sache befragen, indem er an diesen eine Abschrift des Antrags richtet, den er ursprünglich an das Gemeindegremium gesandt hat. Wenn der Antrag auf elektronischem Weg gesandt wurde, informiert der Antragsteller den technischen Beamten, dass der Antrag dem Gemeindegremium ursprünglich auf elektronischem Weg gesandt wurde.”.

**Art. 7** - Artikel 19, Absatz 2 Ziffer 3 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, wird folgendermaßen abgeändert:

1° in Ziffer 3 wird das Wort “einreicht” durch das Wort “sendet” ersetzt.

2° Absatz 2 wird durch eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“4° wenn die erhaltenen ergänzenden Unterlagen nicht auf dem ursprünglich von dem Antragsteller gewählten Weg gesandt wurden”.

**Art. 8** - Artikel 20 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 3. Februar 2005 und abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

“Der Antragsteller schickt der Gemeinde binnen einer Frist von hundertachtzig Tagen ab dem Versand des Antrags auf Übermittlung der ergänzenden Unterlagen die beantragten ergänzenden Unterlagen zu. Falls der Antragsteller die beantragten Dokumente nicht binnen der vorgeschriebenen Frist zugesandt hat, informiert die Gemeindeverwaltung den technischen Beamten darüber binnen einer Frist von zehn Tagen ab dem Tag, der dem Antragsteller zum Versand der ergänzenden Unterlagen auferlegt worden war. In diesem Fall erklärt der technische Beamte den Antrag für unzulässig. Wenn der Genehmigungsantrag in Papierform gesandt wurde, werden die ergänzenden Unterlagen in der Anzahl Ausfertigungen vorgelegt, wie der ursprüngliche Genehmigungsantrag enthält.”;

2° in Paragraph 2 Absatz 2 wird der Satz “Die Gemeindeverwaltung bewahrt eine Ausfertigung der ergänzenden Unterlagen.” durch den folgenden Satz ersetzt:

“Wenn der Genehmigungsantrag in Papierform gesandt wurde, bewahrt die Gemeindeverwaltung eine Ausfertigung der ergänzenden Unterlagen.”;

3° in Paragraph 2 wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

“Die Gemeindeverwaltung setzt den Antragsteller von dem Datum in Kenntnis, an dem der technische Beamte die ergänzenden Unterlagen erhalten hat.”;

4° Paragraph 2 Absatz 4 wird um folgenden Satz ergänzt:

“Wenn die ergänzenden Unterlagen auf elektronischem Weg gesandt wurden, informiert der Antragsteller den technischen Beamten, dass die ergänzenden Unterlagen der Gemeindeverwaltung ursprünglich auf elektronischem Weg gesandt wurden.”;

5° in Paragraph 3 wird Absatz 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Ist der technische Beamte für ein zweites Mal der Ansicht, dass der Antrag nicht vollständig ist, erklärt er ihn für unzulässig.

Der Beamte erklärt ebenfalls den Antrag für unzulässig, wenn die erhaltenen ergänzenden Unterlagen nicht auf dem ursprünglich von dem Antragsteller gewählten Weg gesandt wurden.”.

**Art. 9** - Artikel 23 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° in Ziffer 1 werden die Wörter “und Vollständigkeit” zwischen die Wörter “die Zulässigkeit” und “des Antrags” eingefügt;

2° in Ziffer 2 werden die Wörter “und Vollständigkeit” zwischen die Wörter “die Zulässigkeit” und “des Antrags” eingefügt.

**Art. 10** - Artikel 35, § 1 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 3. Februar 2005 und abgeändert durch die Dekrete vom 22. November 2007 und vom 23. Juni 2016, wird wie folgt abgeändert:

1° in den Absätzen 1 und 2 werden die Wörter “ sowie, durch gewöhnliches Schreiben, an jede zu Rate gezogene Behörde oder Verwaltung,” gestrichen;

2° zwischen die Absätze 1 und 2 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Je nach der gewählten Weise für die Sendung der Dokumente im Laufe des Untersuchungsverfahrens durch jede zu Rate gezogene Behörde oder Verwaltung, sendet die zuständige Behörde diesen innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist ihren Beschluss entweder in Papierform oder auf elektronischem Weg.”;

3° zwischen die Absätze 3 und 4 wird ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Je nach der gewählten Weise für die Sendung der Dokumente im Laufe des Untersuchungsverfahrens durch jede zu Rate gezogene Behörde oder Verwaltung, sendet die zuständige Behörde diesen innerhalb der in Absatz 3 genannten Frist ihren Beschluss entweder in Papierform oder auf elektronischem Weg.”;

4° in Absatz 5 wird das Wort “notifiziert ” durch das Wort “sendet” ersetzt.



**Art. 11** - In Artikel 37 Absatz 5 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 23. Juni 2016, wird das Wort "notifiziert" durch das Wort "sendet" ersetzt.

**Art. 12** - Artikel 38 desselben Dekrets, wieder eingeführt durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Die Regierung kann von der Veröffentlichung der Pläne befreien."

**Art. 13** - Artikel 40 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 7 Absatz 5 wird das Wort "notifiziert" durch das Wort "sendet" ersetzt;

2° in Paragraph 8 Absatz 2 wird das Wort "notifiziert" durch das Wort "sendet" ersetzt.

**Art. 14** - In Artikel 45 § 1, Absatz 1 desselben Dekrets wird der Einleitungssatz "Der Beschluss zur Gewährung der Genehmigung vermerkt mindestens:" durch den folgenden Satz ersetzt: "Unbeschadet von Artikel D.64 von Buch I des Umweltgesetzbuches vermerkt der Beschluss zur Gewährung der Genehmigung mindestens:".

**Art. 15** - In Artikel 50, § 1, Absatz 1 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 4. Juli 2002 und vom 23. Juni 2016 werden die Wörter "eine Windkraftanlage" durch die Wörter "einen Windpark" ersetzt.

**Art. 16** - Art. 53 desselben Dekrets wird mit einem Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Die Verfallsfrist wird von Rechts wegen während der Dauer des Verfahrens ausgesetzt, d.h. ab der Einreichung der Klage bis zur Notifizierung des Endbeschlusses, wenn eine Nichtigkeitsklage gegen die Genehmigung vor dem Staatsrat eingereicht wurde, oder oder falls ein Antrag auf Unterbrechung der im Rahmen der Genehmigung erlaubten Arbeiten vor einer Gerichtsbarkeit des gerichtlichen Stands anhängig ist. Besitzt der Empfänger der angefochtenen Genehmigung nicht die erforderliche Eigenschaft, um beim Verfahren als Partei aufzutreten, sendet die Behörde, die die Genehmigung erteilt hat, oder der technische Beamte für die von der Regierung ausgestellten Genehmigungen dem Empfänger den Beginn und das Ende der Aussetzung der Verfallsfrist."

**Art. 17** - In Artikel 55 § 7 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 4. Juli 2002, vom 19. September 2002 und vom 22. November 2007 wird zwischen die Absätze 3 und 4 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Einspruch, dem der Nachweis für die Zahlung der in Artikel 177 erwähnten Bearbeitungsgebühr beigefügt wird, an den für den Einspruch zuständigen technischen Beamten gerichtet."

**Art. 18** - In Artikel 58, § 3, Absatz 2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 23. Juni 2016, wird das Wort "übermitteln" durch das Wort "senden" ersetzt.

**Art. 19** - In Art. 60 § 1 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter " der für die Ausstellung in erster Instanz der Genehmigung zuständigen Behörde" durch die Wörter "dem technischen Beamten" ersetzt;

2° Absatz 3 wird durch das Folgende ersetzt:

"Der technische Beamte beurkundet die Erklärung des Übernehmers und informiert darüber das oder die Gemeindegremium bzw. -kollegien der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet.;"

3° er wird durch einen wie folgt lautenden Absatz ergänzt:

"Die Regierung erlässt die Form, den Inhalt und die Modalitäten des Verfahrens der gemeinsamen Notifizierung" ..

**Art. 20** - Artikel 63 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 5. Juni 2008, wird aufgehoben.

**Art. 21** - Artikel 65 § 1 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

«§ 1. Die in Artikel 13 erwähnte zuständige Behörde kann die besonderen Betriebsbedingungen ergänzen oder abändern:

1° wenn sie feststellt, dass diese Bedingungen nicht mehr angemessen sind, um die in Artikel 2 erwähnten Gefahren, Belastungen oder Nachteile zu vermeiden, zu verringern oder diesen abzuwehren;

2° wenn dies erforderlich ist, um die Einhaltung der von der Regierung festgelegten Immissionsnormen zu gewährleisten;

3° wenn dies erforderlich ist, um die Anforderungen in Sachen Überwachung und Berichterstattung der Emissionen der Anlagen, insbesondere der Emissionen von spezifizierten Treibhausgasen der Anlagen, zu gewährleisten;

4° was die Betriebe betrifft, die eine Anlage zur Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie, so wie durch die Regierung bestimmt, darstellen, wenn es sich aus folgenden Gründen als notwendig erweist:

a) aufgrund einer größeren Änderung der Bewirtschaftung der Anlagen. Unter "größerer Änderung" versteht man eine an der Struktur oder der Bewirtschaftung der Anlage vorgenommene Änderung, die nach der Meinung des technischen Beamten größere negative Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit oder die Umwelt haben kann;

b) aufgrund eines Vorkommnisses, das die Stabilität der Anlage beeinträchtigen kann, oder einer größeren nachteiligen Auswirkung auf die Umwelt, die durch die Kontroll- und Überwachungsverfahren der Anlage ans Licht gebracht worden ist;

c) aufgrund des Informationsaustauschs über eine bedeutende Entwicklung der bestmöglichen verfügbaren Techniken, der in Artikel 21, § 3 der Richtlinie 2006/21/CE/21/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. März 2006 über die Bewirtschaftung von Abfällen aus der mineralgewinnenden Industrie und zur Abänderung der Richtlinie 2004/35/EG vorgesehen ist..

Die Regierung verabschiedet die Form und den Inhalt des Vorschlags einer Ergänzung oder Veränderung der besonderen Betriebsbedingungen und des Antrags auf eine Ergänzung oder Veränderung der besonderen Betriebsbedingungen sowie die Anzahl der einzureichenden Ausfertigungen.

§ 2. Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Antrag auf eine Ergänzung oder Veränderung der besonderen Betriebsbedingungen im Sinne von Artikel 67, zusammen mit dem Beleg für die Zahlung der in Artikel 177 genannten Bearbeitungsgebühr völlig entweder auf dem elektronischen Weg oder in Papierform an die in Artikel 13 genannte zuständige Behörde gerichtet.

Innerhalb von drei Werktagen ab dem Erhalt des Antrags sendet die in Artikel 13 genannte zuständige Behörde diesen dem technischen Beamten, wenn er nicht die zuständige Behörde ist. Sie setzt den Antragssteller gleichzeitig davon in Kenntnis, entweder in Papierform, wenn der Antrag in Papierform geschickt wurde, oder auf elektronischem Wege, wenn der Antrag auf elektronischem Wege eingereicht wurde.

Wenn die in Artikel 13 zuständige Behörde den Antrag auf ergänzende Unterlagen oder auf Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen dem technischen Beamten nicht binnen der in Absatz 2 genannten Frist zugeschickt hat, kann der Antragsteller den technischen Beamten direkt anrufen, indem er ihm eine Kopie des Antrags übermittelt, den er ursprünglich an die zuständige Behörde gerichtet hat. Wenn der Antrag auf elektronischem Weg gesandt wurde, informiert der Antragsteller den technischen Beamten, dass der Antrag der in Artikel 13 genannten zuständigen Behörde ursprünglich auf elektronischem Weg gesandt wurde.

§ 3. Unter Gefahr der Unzulässigkeit sendet die in Artikel 13 erwähnte zuständige Behörde ihren Vorschlag oder den Antrag auf Ergänzung oder Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen zusammen mit dem Beleg für die Zahlung der in Artikel 177 genannten Bearbeitungsgebühr entweder in Papierform:

- 1° dem technischen Beamten, wenn es sich nicht um die zuständige Behörde handelt;
- 2° dem Betreiber;
- 3° dem Gemeindegremium der Gemeinde(n), auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, wenn es sich nicht um die zuständige Behörde handelt.

§ 4. Wenn er nicht die zuständige Behörde ist, erklärt der technische Beamte den Vorschlag oder den Antrag für unzulässig, wenn sie unter Verstoß gegen § 1 Absatz 2 eingereicht worden sind.

Wenn er nicht die zuständige Behörde ist, sendet der technische Beamte dem Antragsteller und dem Urheber des Vorschlags den Beschluss über die Zulässigkeit des Antrags innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Antrags oder des Vorschlags.

In diesem Beschluss bezeichnet der technische Beamte die Instanzen, die zu Rate gezogen werden müssen, und nimmt über die Notwendigkeit der Organisation einer öffentlichen Untersuchung Stellung. Wenn es der Fall ist, so gibt er an, in welchen Gemeinden die öffentliche Untersuchungen zu organisieren sind. Wird innerhalb dieser Frist keine Stellungnahme abgegeben, so wird eine öffentliche Untersuchung organisiert.

und dem urhalber Das Verfahren wird fortgeführt.

§ 5. Wenn der technische Beamte die zuständige Behörde ist, sendet er seinen Beschluss, eine öffentliche Untersuchung zu organisieren, dem Gemeindegremium gleichzeitig mit der Sendung seines Vorschlags an das Gemeindegremium der Gemeinde(n), auf deren Gebiet der Betrieb gelegen ist.

Der Vorschlag zur Ergänzung oder Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen wird nach den Modalitäten von Buch I des Umweltgesetzbuches einer öffentlichen Untersuchung unterworfen, wenn dieser Vorschlag bzw. Antrag:

- 1° den Fall betrifft, wenn die durch den Betrieb verursachte Verschmutzung von derartigem Ausmaß ist, dass Anlass besteht, die bestehenden Emissionsgrenzwerte einer Genehmigung zu revidieren oder neue Emissionsgrenzwerte mit einzuschließen;
- 2° seiner Art wegen direkt oder indirekt die in Artikel 2 erwähnten Gefahren, Belästigungen oder Nachteile erhöhen kann;
- 3° einen der in Absatz 1 Ziffer 4 erwähnten Fälle betrifft;
- 4° auf die Anwendung von Artikel 7bis, § 2 hinzielt.

Die in Paragraph 4 Absatz 3 genannten Begutachtungsinstanzen senden ihr Gutachten dem technischen Beamten innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie von dem technischen Beamten befasst wurden. In Ermangelung eines Gutachtens innerhalb der vorgesehenen Frist wird das Gutachten als günstig betrachtet.

§ 6. Auf der Grundlage der eingeholten Gutachten gibt der technische Beamte, wenn es sich nicht um die zuständige Behörde handelt, der in Artikel 13 erwähnten zuständigen Behörde innerhalb einer Frist von sieben Tagen ab der Sendung des Beschlusses zur Bescheinigung der Zulässigkeit des Vorschlags bzw. des Antrags, oder, mangels dessen, ab dem Tag nach dem Ablauf der Frist, die ihm zur Sendung seines Beschlusses zur Bescheinigung der Zulässigkeit des Vorschlags oder des Antrags eingeräumt wurde, eine Stellungnahme ab. Am Tag, an dem er sein Gutachten einendet, setzt er den Antragsteller und den Betreiber davon in Kenntnis.

Je nach der gewählten Weise für die Sendung der Dokumente im Laufe des Untersuchungsverfahrens durch jede zu Rate gezogene Behörde oder Verwaltung, sendet die zuständige Behörde diesen innerhalb der in Absatz 2 genannten Frist ihren Beschluss entweder in Papierform oder auf elektronischem Weg.

Falls die zuständige Behörde innerhalb dieser Frist keinen Beschluss gefasst hat, gilt die Stellungnahme des technischen Beamten als Beschluss. In Ermangelung einer Stellungnahme des technischen Beamten gilt der Vorschlag bzw. Antrag als abgelehnt.

§ 7. Die Regierung bestimmt das Entscheidungsverfahren, wenn der technische Beamte die in Artikel 13 genannte zuständige Behörde ist, und kann zusätzliche Untersuchungsmaßnahmen für den Vorschlag auf Ergänzung oder Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen bzw. den Antrag auf Ergänzung oder Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen festlegen.;

- 2° in Paragraph 2, der zum Paragraphen 8 geworden ist, desselben Dekrets, werden die Wörter "Die zuständige Behörde erster Instanz" durch die Wörter "Die in Artikel 13 erwähnte zuständige Behörde" ersetzt.

**Art. 22** - Artikel 66 desselben Dekrets wird aufgehoben.

**Art. 23** - In Artikel 70 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 22. Juli 2010, wird das Wort "zugestellt" durch das Wort "gesandt" ersetzt.

**Art. 24** - Artikel 71 § 4 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt:

"Der Betreiber, gegen den die Sicherheitsmaßnahme getroffen wurde, kann bei der Regierung eine Beschwerde gegen den in Paragraph 1 erwähnten Beschluss gemäß Artikel D.150 von Buch I des Umweltgesetzbuches einlegen."

**Art. 25** - In Artikel 76<sup>quater</sup> § 1 desselben Dekrets, abgeändert durch ein Dekret vom 22. November 2007 wird der letzte Satz gestrichen.

**Art. 26** - In Artikel 82 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 3. Februar 2005, wird Absatz 1 folgendermaßen ersetzt:

"Unter Gefahr der Unzulässigkeit wird der Antrag auf eine Globalgenehmigung ganz auf dem elektronischen Weg oder in Papierform dem Gemeindegremium der Gemeinde, auf deren Gebiet sich der Betrieb befindet, gesandt. Dem Antrag wird der Beleg für die Zahlung der in Artikel 177 genannten Bearbeitungsgebühr beigelegt."

**Art. 27** - Artikel 84 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 3. Februar 2005 und vom 22. November 2007 wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 84. Innerhalb einer Frist von drei Werktagen ab dem Erhalt des Antrags sendet die Gemeindeverwaltung diesen dem technischen Beamten und dem beauftragten Beamten. Sie setzt den Antragsteller gleichzeitig davon in Kenntnis, entweder per gewöhnlichen Brief, wenn der Antrag in Papierform geschickt wurde, oder auf elektronischem Wege, wenn der Antrag auf elektronischem Wege eingereicht wurde.

Wenn die Gemeindeverwaltung den Antrag nicht innerhalb der in Absatz 1 vorgesehenen Frist gesandt hat, kann der Antragsteller unmittelbar den technischen Beamten mit der Sache befassen, indem er an diesen eine Abschrift des Antrags richtet, den er ursprünglich an das Gemeindegremium gesandt hat. In diesem Fall sendet der technische Beamte dem beauftragten Beamten innerhalb der gleichen, in Absatz 1 vorgesehenen Frist eine Ausfertigung des Antrags. Wenn der Antrag auf elektronischem Weg gesandt wurde, informiert der Antragsteller den technischen Beamten, dass der Antrag dem Gemeindegremium ursprünglich auf elektronischem Weg gesandt wurde. Der technische Beamte benachrichtigt den beauftragten Beamten darüber innerhalb der gleichen Frist, wie die in Absatz 1 vorgesehene Frist."

**Art. 28** - Artikel 85, Absatz 2 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, wird folgendermaßen abgeändert:

1° in Ziffer 3 wird das Wort "einreicht" durch das Wort "sendet" ersetzt.

2° Absatz 2 wird durch eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4° wenn die erhaltenen ergänzenden Unterlagen nicht auf dem ursprünglich von dem Antragsteller gewählten Weg gesandt wurden".

**Art. 29** - Artikel 86 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 3. Februar 2005 und abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 wird das Wort "zwanzig" durch das Wort "dreißig" ersetzt;

2° in Paragraph 2 wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

"Der Antragsteller sendet der Gemeinde binnen einer Frist von hundertachtzig Tagen ab dem Versand des Antrags auf Übermittlung der ergänzenden Unterlagen die beantragten ergänzenden Unterlagen. Falls der Antragsteller die beantragten ergänzenden Unterlagen nicht binnen der vorgeschriebenen Frist gesandt hat, informiert die Gemeindeverwaltung den technischen Beamten und den beauftragten Beamten darüber binnen einer Frist von zehn Tagen ab dem Tag, der dem Antragsteller zum Versand der ergänzenden Unterlagen auferlegt worden war. In diesem Fall erklären der technische Beamte und der beauftragte Beamte den Antrag für unzulässig. Wenn der Genehmigungsantrag in Papierform gesandt wurde, werden die ergänzenden Unterlagen in der Anzahl Ausfertigungen vorgelegt, wie der ursprüngliche Genehmigungsantrag enthält."

3° in Paragraph 2 Absatz 2 wird der Satz "Die Gemeindeverwaltung bewahrt eine Ausfertigung der ergänzenden Unterlagen." durch den folgenden Satz ersetzt: "Wenn der Genehmigungsantrag in Papierform gesandt wurde, bewahrt die Gemeindeverwaltung eine Ausfertigung der ergänzenden Unterlagen."

4° in Paragraph 2 wird Absatz 3 durch Folgendes ersetzt:

"Die Gemeindeverwaltung setzt den Antragsteller von dem Datum in Kenntnis, an dem der technische Beamte die ergänzenden Unterlagen erhalten hat."

5° in Paragraph 2 wird Absatz 4 durch Folgendes ersetzt:

"Wenn die Gemeindeverwaltung die ergänzenden Unterlagen nicht innerhalb der in Absatz 2 erwähnten Frist eingesandt hat, kann der Antragsteller diese als Abschrift unmittelbar an den technischen Beamten senden. Wenn die ergänzenden Unterlagen auf elektronischem Weg gesandt wurden, informiert der Antragsteller den technischen Beamten, dass die ergänzenden Unterlagen der Gemeindeverwaltung ursprünglich auf elektronischem Weg gesandt wurden. Der technische Beamte sendet dem beauftragten Beamten unverzüglich eine Abschrift der erhaltenen ergänzenden Unterlagen."

6° in Paragraph 3 Absatz 1 wird das Wort "zwanzig" durch das Wort "dreißig" ersetzt;

7° in Paragraph 3 wird Absatz 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Wenn die Beamten den Antrag ein zweites Mal als unvollständig betrachten, erklären sie diesen für unzulässig.

Die Beamte erklären ebenfalls den Antrag für unzulässig, wenn die erhaltenen ergänzenden Unterlagen nicht auf dem ursprünglich von dem Antragsteller gewählten Weg gesandt wurden".

**Art. 30** - Artikel 92 desselben Dekrets wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 von Paragraph 8 wird zum Paragraphen 8.

2° der folgende Satz wird dem neuen Paragraphen 8 hinzugefügt:

"Paragraph 6 findet keine Anwendung."

3° er wird um einen Paragraphen 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 9. In dem in § 8 genannten Fall kann die Regierung vor ihrer Beschlussfassung den Antragsteller ersuchent, Änderungspläne und einen entsprechenden Nachtrag zur Notiz über die Umweltverträglichkeitsprüfung bzw. zur Umweltverträglichkeitsstudie abzugeben. Die Änderungspläne und der entsprechende Nachtrag zur Notiz über die Umweltverträglichkeitsprüfung bzw. zur Umweltverträglichkeitsstudie werden dem technischen Beamten in so vielen Exemplaren gesandt, wie im ursprünglichen Antrag enthalten, wenn dieser in Papierform gesandt wurde.“

Vor dem Ablauf der Frist für die Sendung des zusammenfassenden Berichts an die Regierung und mit der Zustimmung des technischen Beamten und des beauftragten Beamten kann der Antragsteller ebenfalls Änderungspläne und einen entsprechenden Nachtrag zur Notiz über die Umweltverträglichkeitsprüfung bzw. zur Umweltverträglichkeitsstudie abgeben. In diesem Fall werden durch die Sendung dieser Zustimmung an den Antragsteller die in Paragraph 3 genannten Fristen unterbrochen. Der technische Beamte und der beauftragte Beamte setzen unverzüglich die Regierung davon in Kenntnis. Die Änderungspläne und der entsprechende Nachtrag zur Notiz über die Umweltverträglichkeitsprüfung bzw. zur Umweltverträglichkeitsstudie werden dem technischen Beamten in so vielen Exemplaren übermittelt, wie im ursprünglichen Antrag enthalten, wenn dieser in Papierform gesandt wurde.

In den in den Absätzen 1 und 2 genannten Fällen sendet der technische Beamte sofort einen Abschrift dieser Unterlagen der Gemeinde und dem beauftragten Beamten. Nachdem der technische Beamte die Abänderungspläne und den entsprechenden Nachtrag zur Notiz über die Umweltverträglichkeitsprüfung bzw. zur Umweltverträglichkeitsstudie erhalten hat, wird das Verfahren gemäß den in Artikel 86, § 3, Absatz 1 erwähnten Modalitäten bis zur in Paragraph 8 genannten Sendung an die Regierung wieder aufgenommen. In ihrem in Anwendung des Artikels 87 gefassten Beschluss geben der technische Beamte und der beauftragte Beamte an, dass der Antrag Gegenstand von Abänderungsplänen ist. Dies gilt ebenfalls bei der Anrufung der in Artikel 91 erwähnten Instanzen. Die gemäß dem Artikel 90 vorgenommene öffentliche Untersuchung bezieht sich auf die Akte des ursprünglichen Genehmigungsantrags, gegebenenfalls auf dessen ergänzenden Unterlagen, sowie auf die Abänderungspläne und den entsprechenden Nachtrag zur Notiz über die Umweltverträglichkeitsprüfung oder zur Umweltverträglichkeitsstudie.“

**Art. 31** - Artikel 93 desselben Dekrets, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 20. Juli 2016, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1, Absätze 1 und 2 werden die Wörter „ sowie, durch gewöhnliches Schreiben, an jede zu Rate gezogene Behörde oder Verwaltung,“ gestrichen;

2° In Paragraph 1 wird zwischen die Absätze 1 und 2 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Je nach der gewählten Weise für die Sendung der Dokumente im Laufe des Untersuchungsverfahrens durch jede zu Rate gezogene Behörde oder Verwaltung, sendet die zuständige Behörde diesen innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist ihren Beschluss entweder in Papierform oder auf elektronischem Weg.“;

3° In Paragraph 1 wird zwischen die Absätze 3 und 4 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Je nach der gewählten Weise für die Sendung der Dokumente im Laufe des Untersuchungsverfahrens durch jede zu Rate gezogene Behörde oder Verwaltung, sendet die zuständige Behörde diesen innerhalb der in Absatz 3 genannten Frist ihren Beschluss entweder in Papierform oder auf elektronischem Weg.“;

4° in Paragraph 3 Absatz 2 wird der Satz „Diese Unterlagen werden in der Anzahl Ausfertigungen vorgelegt, wie der ursprüngliche Genehmigungsantrag enthält.“ durch den folgenden Satz ersetzt: „Diese werden in der Anzahl Ausfertigungen gesandt, wie der ursprüngliche Genehmigungsantrag enthält, wenn dieser in Papierform gesandt wurde.“;

5° in Paragraph 3 Absatz 3 wird der Satz „Die zuständige Behörde bewahrt eine Ausfertigung der Abänderungspläne und des entsprechenden Nachtrags zur Notiz über die Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt oder zur Umweltverträglichkeitsprüfung.“ durch den folgenden Satz ersetzt: „Wenn die Abänderungspläne und der entsprechende Nachtrag zur Notiz über die Umweltverträglichkeitsprüfung oder zur Umweltverträglichkeitsstudie in Papierform gesandt wurden, bewahrt die zuständige Behörde eine Ausfertigung davon.“;

6° in Paragraph 3 Absatz 4 wird das Wort „schriftlich“ aufgehoben;

7° in Paragraph 3 wird Absatz 5 durch Folgendes ersetzt:

„Wenn die zuständige Behörde die Abänderungspläne und den entsprechenden Nachtrag zur Notiz über die Umweltverträglichkeitsprüfung oder zur Umweltverträglichkeitsstudie nicht innerhalb der in Absatz 3 erwähnten Frist eingesandt hat, kann der Antragsteller diese als Abschrift unmittelbar an den technischen Beamten senden, wenn sie nicht auf elektronischem Weg gesandt wurden. Wenn die Unterlagen auf elektronischem Weg gesandt wurden, informiert der Antragsteller den technischen Beamten, dass die Unterlagen der zuständigen Behörde ursprünglich auf elektronischem Weg gesandt wurden. In diesem Fall sendet der technische Beamte dem beauftragten Beamten unverzüglich die erhaltenen Unterlagen.“;

8° in Paragraph 3 Absatz 7 wird der Satz „Diese Unterlagen werden in der Anzahl Ausfertigungen vorgelegt, wie der ursprüngliche Genehmigungsantrag enthält.“ durch den folgenden Satz ersetzt: „Diese werden in der Anzahl Ausfertigungen gesandt, wie der ursprüngliche Genehmigungsantrag enthält, wenn dieser in Papierform gesandt wurde“..

**Art. 32** - In Artikel 94 Absatz 5 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 3. Februar 2005 und abgeändert durch das Dekret vom 23. Juni 2016, wird das Wort „notifiziert“ durch das Wort „sendet“ ersetzt.

**Art. 33** - Artikel 94bis desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, wird durch einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die Regierung kann von der Veröffentlichung der Pläne befreien.“

**Art. 34** - Artikel 95 desselben Dekrets, ersetzt durch das Dekret vom 3. Februar 2005 und abgeändert durch das Dekret vom 23. Oktober 2016, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 2 Absatz 4 wird das Wort „übermittelt“ durch das Wort „sendet“ ersetzt;

2° in Paragraph 7 Absatz 5 wird das Wort „notifiziert“ durch das Wort „sendet“ ersetzt;

3° in Paragraph 8 Absatz 2 wird das Wort „notifiziert“ durch das Wort „sendet“ ersetzt;

**Art. 35** - Der Artikel 176 desselben Dekrets, abgeändert durch die Dekrete vom 3. Februar 2005, vom 13. März 2014 und vom 23. Juni 2016 wird wie folgt abgeändert:

- 1° in Absatz 1 wird Ziffer 4° durch Folgendes ersetzt: "4° oder auf elektronischem Weg";
- 2° ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:  
 "Wenn der Antragsteller, der Meldepflichtige oder der Kläger einen Weg für die Sendung eines Genehmigungsantrags, einer Erklärung, eines Vorschlags zur Ergänzung bzw. Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen, eines Antrags auf Ergänzung bzw. Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen oder einer Beschwerde im Sinne von Artikel 40, 41, 55 § 7, 69 und 95 wählt, und zwar entweder den elektronischen Weg oder die Papierform, erfolgt jede Sendung einer Unterlage durch den Antragsteller, den Kläger, die von der Regierung und der zuständigen Behörde bezeichneten Beamten ausschließlich auf den ursprünglich gewählten Weg, außer wenn eine Sonderbestimmung vorliegt.  
 Unter Gefahr der Unzulässigkeit bindet der ursprünglich von dem Antragsteller, dem Meldepflichtigen oder den in Artikel 67 erwähnten Personen für die Sendung gewählte Weg sie weiter, wenn sie eine Beschwerde einreichen." ;
- 3° In Absatz 2, der zum Absatz 3 wird, werden die Wörter "und die Einsendung in elektronischer Form authentifiziert" aufgehoben.
- 4° in Absatz 5, der zum Absatz 6 wird, wird in der französischen Fassung das Wort "la" zwischen das Wort "par" und das Wort "voie" eingefügt;
- 5° Absatz 7, der zum Absatz 8 wird, wird aufgehoben.

**Art. 36** - Artikel 177 desselben Dekrets, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2001 und abgeändert durch die Dekrete vom 4. Juli 2002 und vom 22. Juli 2010 wird wie folgt abgeändert:

- 1° in Absatz 2 wird Ziffer 2° mit dem folgenden Wortlaut ergänzt: "und für jeglichen Vorschlag einer Ergänzung bzw. Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen, eines Antrags auf Ergänzung bzw. Abänderung der besonderen Betriebsbedingungen;"
- 2° in Ziffer 3° von Absatz 2 wird das Wort "jeden" durch das Wort "den" und die Wörter ", 55, § 7, 69" zwischen die Zahl "41" und das Wort "und" eingefügt;
- 3° in Absatz 5 werden die Wörter "und die Befreiung" zwischen das Wort "Einziehung" und die Wörter "der Bearbeitungsgebühr" eingefügt.

#### KAPITEL III — Bestimmungen zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches

**Art. 37** - Artikel D.6 des Buches I des Umweltgesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 31. Mai 2007, wird folgendermaßen abgeändert:

- 1° Ziffer 8° wird wie folgt ersetzt:  
 "8° Umweltverträglichkeitsstudie: die durch eine von dem Antragsteller gewählte Person ausgearbeitete wissenschaftliche Studie über die Umweltverträglichkeitsprüfung eines Projekts";
- 2° die Ziffer 20°, ersetzt durch das Dekret vom 31. Mai 2007, wird aufgehoben;
- 3° Ziffer 22° wird wie folgt ersetzt:  
 "22° Umweltverträglichkeitsprüfung der Projekte: Verfahren, das in der Ausarbeitung einer Umweltverträglichkeitsstudie, der Durchführung von Öffentlichkeitsbefragungen, der Berücksichtigung der besagten Studie, der Ergebnisse der Öffentlichkeitsbefragungen und der auf Anfrage der zuständigen Behörde von dem Antragsteller gegebenen eventuellen zusätzlichen Informationen bei der Beschlussfassung, sowie der mit Gründen versehenen Schlussfolgerung der zuständigen Behörde über die erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt des Projekts besteht."

**Art. 38** - Artikel D.29-11, § 4, Buchstabe b, Ziffer 1° von Buch I desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 31. Mai 2007, wird folgendermaßen abgeändert:

- 1° Die Wörter "D.66, § 2, et D.68 § 2 et 3" werden durch die Wörter "D.64, § 1, und D.65, § 2 und 3" ersetzt;
- 2° das Wort "Umweltverträglichkeitsstudie" wird durch das Wort "Umweltverträglichkeitsprüfung" ersetzt.

**Art. 39** - In Artikel D.29-5, § 1, Absatz 3, Ziffer 3 von Buch 1 desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 31. Mai 2007 werden die Wörter D.66, § 2, und D.68, § 2 und 3 eine Bewertung der Umweltverträglichkeit" durch die Wörter "D.64, § 1, D.65, § 2 und 3 eine Umweltverträglichkeitsprüfung" ersetzt.

**Art. 40** - In Artikel D.29-8, § 1, letzter Absatz, wird zwischen das Wort "Gemeinde" und das Wort "veröffentlicht" Folgendes eingefügt:

"oder über einen anderen, leicht zugänglichen elektronischen Zugangspunkt "

**Art. 41** - Artikel D.29-11 desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 31. Mai 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, wird wie folgt abgeändert:

- 1° in der französischen Fassung werden die Wörter "non négligeables" jedesmal durch das Wort "notables" ersetzt;
- 2° in § 1 Absatz 1 werden die Wörter "zur Konsultation" zwischen die Wörter "angehörenden Staats" und "übermittelt" eingefügt;
- 3° in dem § 1, letzten Absatz, Ziffer 2°, werden die Wörter "eine Stellung abgeben und" zwischen die Wörter "gezogen werden könnten," und die Wörter "an dem Verfahren" eingefügt;
- 4° in dem § 1, letzten Absatz, Ziffer 2 werden die Wörter "an dem Verfahren zur Bewertung der Umweltauswirkungen" durch die Wörter "an der Umweltverträglichkeitsprüfung" ersetzt;
- 5° er wird um einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:  
 "§ 3. Die in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Konsultationsmodalitäten können durch Vermittlung eines geeigneten gemeinsamen Organs eingeleitet werden."

**Art. 42** - In Artikel D.29-22, § 2, Absatz 4 von Buch I desselben Gesetzbuches, eingefügt durch das Dekret vom 31. Mai 2007 und abgeändert durch das Dekret vom 27. Oktober 2011, werden die Ziffer 1° und 2° durch Folgendes ersetzt:

- 1° den Gegenstand und den Inhalt des Beschlusses"
- 2° die Stelle oder Stellen, an denen der Beschluss eingesehen werden kann".

**Art. 43** - Artikel D.51 wird aufgehoben.

**Art. 44** - In dem Titel von Kapitel III von Teil V - "System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Entwürfe" von Buch I desselben Gesetzbuches werden die Wörter "System zur Bewertung der Umweltverträglichkeit der Entwürfe" durch die Wörter "Prüfung der Umweltverträglichkeit der Entwürfe" ersetzt.

**Art. 45** - Die Artikel D.62 bis D.69 von Buch I desselben Gesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 10. November 2006, das Dekret vom 5. Dezember 2008 und das Programmdekret vom 22. Juli 2010, werden durch Folgendes ersetzt:

« Art. D.62. § 1 - Jeder Genehmigungsantrag enthält entweder eine Notiz über die Umweltverträglichkeitsprüfung oder eine Umweltverträglichkeitsstudie.

Ob es sich um die Notiz über die Umweltverträglichkeitsprüfung oder um die Umweltverträglichkeitsstudie handelt, identifiziert, beschreibt und bewertet diese in geeigneter Weise nach Maßgabe eines jeden Einzelfalls die unmittelbaren und mittelbaren erheblichen Auswirkungen eines Projekts auf folgende Faktoren:

- a) Bevölkerung und menschliche Gesundheit;
- b) biologische Vielfalt, unter besonderer Berücksichtigung der gemäß der Richtlinie 92/43/EWG und der Richtlinie 2009/147/EG geschützten Arten und Lebensräume;
- c) Fläche, Boden, Unterboden, Wasser, Luft, Schwingungen, Mobilität, Energie und Klima;
- d) Sachgüter, kulturelles Erbe und Landschaft;
- e) Wechselbeziehung zwischen den unter den Buchstaben a bis d genannten Faktoren.

§ 3. Die in Absatz 2 genannten Auswirkungen auf die dort genannten Faktoren schließen die Auswirkungen ein, die aufgrund der Anfälligkeit des Projekts für schwere Unfälle und/oder Katastrophen zu erwarten sind, die für das betroffene Projekt relevant sind.

Art. D.63 - Die Erteilung jeder Genehmigung für Projekte, die wegen ihrer Art, ihrem Umfang oder ihrem Standort erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben könnten, unterliegt der Durchführung einer durch vorliegendes Kapitel vorgesehenen Prüfung ihrer Umweltverträglichkeit.

Art. D.64. § 1 - Die in Anhang II erwähnten Projekte unterliegen von Amts wegen einer Umweltverträglichkeitsprüfung.

§ 2. Die Regierung legt die Liste der Projekte fest, die wegen ihrer Art, ihres Umfangs oder Standorts einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterzogen werden, unter Berücksichtigung der in Anhang III genannten relevanten Auswahlkriterien.

Art. D.65. § 1 - Wenn ein Genehmigungsantrag ein Projekt betrifft, das nicht in Art. D.64, § 1 erwähnt ist, bestimmt die Behörde, die mit der Beurteilung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte beauftragt ist, insbesondere angesichts der Notiz und unter Berücksichtigung der in Anhang III genannten relevanten Auswahlkriterien, ob das Projekt erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben kann.

Die in Absatz 1 genannte Behörde entscheidet aufgrund der von dem Antragsteller gegebenen Informationen, gemäß Artikel D.66 § 2 und unter Berücksichtigung ggf. der Ergebnisse der vorherigen Prüfungen oder der Umweltverträglichkeitsprüfungen, die aufgrund von anderen Bestimmungen als denjenigen des vorliegenden Gesetzbuches durchgeführt wurden, ob eine Umweltverträglichkeitsstudie auferlegt wird oder nicht.

§ 2. Die mit der Beurteilung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde, handelt wie folgt, je nach Fall:

- 1° sie erklärt, dass der Antrag unzulässig oder unvollständig ist, gemäß den Bedingungen und nach den Modalitäten, die in den in Artikel D.49 erwähnten Gesetzen, Dekreten und Verordnungen festgelegt sind, oder wenn der Antrag keine Angaben enthält, aufgrund deren insbesondere angesichts der Notiz und unter Berücksichtigung der relevanten Auswahlkriterien im Sinne von Anhang III geprüft werden kann, ob das Projekt erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben kann;
- 2° sie erklärt, dass das Projekt erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben kann, und befiehlt die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsstudie;
- 3° sie beschließt in Übereinstimmung mit den Bedingungen und nach den Modalitäten, die in den in Artikel D.49 erwähnten Gesetzen, Dekreten und Verordnungen festgelegt sind, dass der Antrag vollständig oder zulässig ist, und dass das Projekt keine erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben kann.

Die Behörde, die mit der Beurteilung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte beauftragt ist, sendet ihren Beschluss dem Antragsteller der Genehmigung und ggf. der Gemeinde, bei der die Akte zum Genehmigungsantrag eingereicht worden ist, wobei die ggf. erforderlichen zusätzlichen Unterlagen, die der Akte beizufügen sind, beifügt werden, und der zuständige Behörde im Sinne von Artikel D.6, 2°, und dies binnen derselben Frist, wie diejenige, die ihr durch die in Artikel D.49 erwähnten Gesetze, Dekrete und Verordnungen zur Beurteilung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte gegeben wird, oder mangels dessen innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Tag, an dem sie die Akte zum Genehmigungsantrag erhalten hat.

In dem in Ziffer 2° des Absatzes 1 vorliegenden Paragraphen erwähnten Fall ist der Antragsteller verpflichtet, einen neuen Genehmigungsantrag, dem die Umweltverträglichkeitsstudie beifügt wird, einzureichen.

In dem in Absatz 1, Ziffer 3° des vorliegenden Paragraphen erwähnten Fall wird das Verfahren zur Untersuchung der Akte gemäß den in Artikel D.49 erwähnten Gesetzen, Dekreten und Verordnungen weitergeleitet.

§ 3. Wenn die mit der Beurteilung der Vollständigkeit und Zulässigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde den Absatz 1 von § 2 vorliegenden Artikels nicht beachtet hat, und dass die in Artikel D.49 erwähnten Gesetze, Dekrete und Verordnungen jedoch bestimmen, dass das Verfahren zur Untersuchung der Akte weitergeleitet wird, verfügt die zuständige Behörde im Sinne von Artikel D.6, Ziffer 2 über die Frist, die ihr durch die in Artikel D.49 erwähnten Gesetze, Dekrete und Verordnungen eingeräumt wird, oder über höchstens 90 Tage ab dem Tag nach demjenigen, an dem die Frist abläuft, die der Behörde, die mit der Beurteilung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte beauftragt ist, eingeräumt wird, wenn die Frist länger ist, um unter Gefahr der Nichtigkeit der Genehmigung:

- 1° das Projekt abzulehnen:
  - Wenn der Antrag keine Angaben enthält, aufgrund deren insbesondere angesichts der Notiz und unter Berücksichtigung der relevanten Auswahlkriterien im Sinne von Anhang III geprüft werden kann, ob das Projekt erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt haben kann;
  - wenn eine Umweltverträglichkeitsstudie erforderlich ist und nicht gegeben wird;
- 2° beschließen, dass das Projekt keine erheblichen Auswirkungen auf die Umwelt haben kann;
- 3° wenn sie erachtet, dass außergewöhnliche Umstände, insbesondere in Verbindung mit der Art, der Komplexität, der Lokalisierung und dem Umfang des Projekts, vorliegen, die rechtfertigen, dass der in Absatz 1 Ziffer 2 oder 3 von Paragraph 2 des vorliegenden Artikels erwähnte Beschluss nicht innerhalb der vorgeschriebenen Frist gesandt wurde, diese Rechtfertigung an den Antragsteller schriftlich notifizieren.

Im Falle der Anwendung der Ziffer 3 des vorigen Absatzes befindet die im Sinne von Artikel D.6, Ziffer 2 zuständige Behörde in ihrer Entscheidung und unter Androhung der Nichtigkeit ausdrücklich darüber, ob eine Umweltverträglichkeitsstudie erforderlich war oder nicht; falls ja, wird die beantragte Genehmigung verweigert.

§ 4. In dem in Paragraph 2, Absatz 1, Ziffer 2° des vorliegenden Artikels erwähnten Fall kann der Antragsteller der Genehmigung der Behörde, die mit der Beurteilung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte beauftragt ist, einen Antrag auf Neuüberprüfung übermitteln.

Unter Gefahr der Unzulässigkeit genügt dieser Antrag folgenden Bedingungen:

- 1° es handelt sich um einen schriftlichen und mit Gründen versehenen Antrag;
- 2° der Antrag erreicht gleichzeitig die Behörde, die mit der Beurteilung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Antragsakte beauftragt ist, und ggf. die Gemeinde, bei der die Akte zum Genehmigungsantrag eingereicht worden ist, und die zuständige Behörde im Sinne von Artikel D.6, Ziffer 2°, und zwar spätestens am 10. Tag nach dem Tag, an dem der Antragsteller der Genehmigung den Beschluss zur Notwendigkeit der Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung erhalten hat.

Die mit der Beurteilung der Vollständigkeit oder Zulässigkeit der Akte beauftragte Behörde ändert ggf. ganz oder teilweise ihre erste Entscheidung und fasst einen Beschluss in Übereinstimmung mit § 2, Absatz 1, Ziffer 2° oder 3° des vorliegenden Artikels.

Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Erhalt des Antrags auf Neuüberprüfung übermittelt sie ihren Beschluss, dem die eventuellen der Akte beizufügenden ergänzenden Unterlagen beigelegt werden, dem Antragsteller, der Gemeinde und der gemäß Artikel D.6, 2° zuständigen Behörde.

In dem in § 2, Absatz 1, Ziffer 2° vorliegenden Artikels erwähnten Fall ist der Antragsteller verpflichtet, einen neuen Genehmigungsantrag, dem die Umweltverträglichkeitsstudie beigelegt wird, einzureichen.

In dem in § 2, Absatz 1, Ziffer 3° des vorliegenden Artikels genannten Fall kann der Antragsteller seinen Genehmigungsantrag, dem er den Beschluss beifügt, wieder einreichen, und der als Kosten für das Anlegen der Akte bezogene Betrag wird ihm zurückgezahlt.

Falls der Beschluss nicht innerhalb der in dem in Absatz 4 des vorliegenden Paragraphen nicht gesandt worden ist, kann der Antragsteller seinen Genehmigungsantrag wieder einreichen, und der als Kosten für das Anlegen der Akte bezogene Betrag wird ihm zurückgezahlt.

§ 5. Der Beschluss, ob eine Umweltverträglichkeitsstudie auferlegt wird oder nicht, wird der Öffentlichkeit gemäß Kapitel III von Titel I des vorliegenden Gesetzbuches oder, ggf. nach den durch die Gesetze, Dekrete und Verordnungen vorgesehenen Modalitäten, die für die in Artikel D.49 genannte Genehmigung gelten, zugänglich gemacht.

Dieser Beschluss gibt Folgendes an:

- a) wenn beschlossen wurde, dass eine Umweltverträglichkeitsstudie erforderlich ist, unter Verweis auf die einschlägigen Kriterien in Anhang III die wesentlichen Gründe für die Entscheidung, eine Umweltverträglichkeitsprüfung vorzuschreiben;
- b) wenn sie erachtet, dass keine Umweltverträglichkeitsstudie erforderlich ist, unter Verweis auf die einschlägigen Kriterien in Anhang III die wesentlichen Gründe für die Entscheidung, keine Umweltverträglichkeitsstudie vorzuschreiben, und, sofern vom Antragsteller vorgelegt, alle Aspekte des Projekts und /oder Maßnahmen, mit denen erhebliche nachteilige Auswirkungen auf die Umwelt vermieden oder verhindert werden sollen.

Art. D.66 - § 1. Die Notiz zur Umweltverträglichkeitsprüfung umfasst mindestens folgende Informationen:

- 1° eine Beschreibung des Projekts, einschließlich insbesondere:
  - a) einer Beschreibung der physischen Merkmale des gesamten Projekts und ggf. der Abrissarbeiten;
  - b) einer Beschreibung des Projektstandorts, mit besonderem Fokus auf die ökologische Empfindlichkeit der geographischen Räume, die durch das Projekt beeinträchtigt werden könnten;
- 2° eine Beschreibung der Umweltbestandteile, die durch das Projekt erheblich beeinträchtigt werden könnten;
- 3° eine Beschreibung aller erheblichen Umweltauswirkungen, soweit Informationen über diese Auswirkungen zur Verfügung stehen, die das Projekt haben könnte infolge:
  - a) der erwarteten Rückstände und Emissionen, sowie ggf. der Abfallerzeugung;
  - b) der Nutzung natürlicher Ressourcen, insbesondere Flächen, Boden, Wasser und biologische Vielfalt;
- 4° Gegebenenfalls wird bei der Zusammenstellung der Informationen nach den Punkten 1 bis 3 den Kriterien von Anhang III Rechnung getragen.

§ 2. Die Regierung kann Formvorschriften für die Notiz zur Umweltverträglichkeitsprüfung erlassen und deren minimalen Inhalt vervollständigen. Sie kann vorsehen, dass die Akte zur Beantragung der Genehmigung als Notiz zur Umweltverträglichkeitsprüfung fungiert.

§ 3. Wenn das Projekt eine Anlage oder Tätigkeit betrifft, die in der Liste in Anhang 3 zum Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung aufgenommen ist, umfasst die in § 2 Ziffer 1 erwähnte Projektbeschreibung auf jeden Fall:

- 1° allgemeine Auskünfte und insbesondere die eventuellen Daten zum betreffenden Grundstück, die in der in Artikel 10 des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung erwähnten Datenbank über den Bodenzustand aufgenommen sind, und die anzuwendenden Werte, einschließlich der Hintergrundkonzentrationen im Sinne desselben Dekrets;

- 2° eine Vorgeschichte des Standortes und ggf. der laufenden Bewirtschaftung;
- 3° geologische, hydrologische und hydrogeologische Auskünfte.

§ 4. Gegebenenfalls berücksichtigt der Antragsteller bei der Erstellung der Notiz zur Umweltverträglichkeitsprüfung die Ergebnisse weiterer relevanten Prüfungen, die in Anwendung von anderen Bestimmungen als denjenigen des vorliegenden Kapitels vorgenommen worden sind.

§ 5. Die Regierung bestimmt die Modalitäten, nach denen die mit der Beurteilung der Vollständigkeit und Zulässigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde, falls der Antragsteller sie darum ersucht, eine Stellungnahme über die Informationen abgibt, die in der Notiz zur Umweltverträglichkeitsprüfung zu liefern sind.

Art. D.67 - § 1. Der Antragsteller bereitet und legt eine Umweltverträglichkeitsstudie vor, die mindestens folgende Informationen umfasst:

- 1° eine Beschreibung des Projekts, und ggf. der Abrissarbeiten, mit Informationen über dessen Standort, Art, Umfang und relevante Merkmale;
- 2° eine Beschreibung der wahrscheinlichen erheblichen Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt;
- 3° eine Beschreibung der Projektmerkmale und/oder der in Erwägung gezogenen Maßnahmen zur Vermeidung, Vorbeugung oder Verringerung der wahrscheinlichen erheblichen nachteiligen Auswirkungen auf die Umwelt und, wenn möglich, zum Ausgleich der wahrscheinlichen erheblichen nachteiligen Auswirkungen auf die Umwelt;
- 4° eine Beschreibung der von dem Antragsteller untersuchten vernünftigen Alternativen, je nach dem Projekt und dessen spezifischen Merkmalen, und eine Angabe der wichtigsten Gründe für die Wahl, die Letzterer in Anbetracht der Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt getroffen hat;
- 5° eine nichttechnische Zusammenfassung der oben erwähnten Punkte 1 bis 4;
- 6° jede von der Regierung bestimmte zusätzliche Information, je nach den spezifischen Merkmalen eines Projekts oder einer besonderen Projektart und den Umweltbestandteilen, die beeinflusst werden könnten.

Wenn das Projekt eine Anlage oder Tätigkeit betrifft, die in der Liste in Anhang 3 zum Dekret vom 5. Dezember 2008 über die Bodenbewirtschaftung aufgenommen ist, umfasst die in § 2 Ziffer 1 erwähnte Projektbeschreibung auf jeden Fall:

- 1° allgemeine Auskünfte und insbesondere die eventuellen Daten zum betreffenden Grundstück, die in der in Artikel 10 des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung erwähnten Datenbank über den Bodenzustand aufgenommen sind, und die anzuwendenden Werte, einschließlich der Hintergrundkonzentrationen im Sinne desselben Dekrets;
- 2° eine Vorgeschichte des Standortes und ggf. der laufenden Bewirtschaftung;
- 3° geologische, hydrologische und hydrogeologische Auskünfte.

§ 2. Die Regierung kann Formvorschriften für die Umweltverträglichkeitsstudie erlassen und deren minimalen Inhalt vervollständigen.

§ 3. Zur Vermeidung jeder Wiederholung bei den Prüfungen berücksichtigt der Verfasser der Umweltverträglichkeitsstudie bei deren Erstellung ggf. die zur Verfügung stehenden Ergebnisse weiterer relevanten Prüfungen, sofern sie sachdienlich oder aktuell sind. Diese werden als solche in der Umweltverträglichkeitsstudie gekennzeichnet.

§ 4. Wird eine Stellungnahme aufgrund von Artikel D.69 abgegeben, so stützt sich die Umweltverträglichkeitsstudie auf diese Stellungnahme und umfasst sie die Informationen, die vernünftigerweise verlangt werden können, um angesichts der vorhandenen Kenntnisse und Bewertungsmethoden zu einer begründeten Schlussfolgerung über die erheblichen Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt zu kommen.

Art. D.68 - Stellt sich heraus, dass für die Durchführung des Projekts mehrere Genehmigungen erforderlich sind, so wird die Prüfung der Umweltverträglichkeit ein einziges Mal vorgenommen und bezieht sie sich auf die gesamten Umweltauswirkungen, die das Projekt haben kann.

Die Regierung bestimmt durch allgemeine Normen die Bedingungen für die Anwendung des vorliegenden Artikels.

Art. D.69 - Falls der Antragsteller sie darum ersucht, gibt die mit der Beurteilung der Vollständigkeit und Zulässigkeit der Antragsakte beauftragte Behörde unter Berücksichtigung der vom Antragsteller mitgeteilten Informationen, insbesondere über die spezifischen Merkmale des Projekts, u.a. den Standort und die technische Leistungsfähigkeit, und seiner wahrscheinlichen Auswirkung auf die Umwelt eine Stellungnahme über den Anwendungsbereich und den Detaillierungsgrad der Informationen ab, die die Umweltverträglichkeitsstudie enthalten muss.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten, nach denen diese Stellungnahme abgegeben wird“.

**Art. 46** - In Buch I desselben Gesetzbuches wird Artikel D.70 durch Folgendes ersetzt:

“Art. D.70 - § 1. Die Regierung lässt nach den von ihr festgelegten Kriterien und einem von ihr bestimmten Verfahren die natürlichen und juristischen Personen zu, die mit der Durchführung der Umweltverträglichkeitsstudien beauftragt werden dürfen; sie bestimmt die Regeln zur Gewährung und zum Entzug der Zulassung. Insbesondere kann die Zulassung dann vorübergehend oder endgültig entzogen werden, wenn die Regierung nach einem ersten ordnungsgemäß zugestellten Mahnschreiben die offensichtlich mangelhafte Qualität einer Umweltverträglichkeitsstudie feststellt.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Projekte oder Projektkategorien, für die eine Zulassung erforderlich ist.

§ 3. Der Antragsteller wählt eine oder mehrere aufgrund von § 1 zugelassene Personen aus, um die Umweltverträglichkeitsstudie durchzuführen, und notifiziert seine Wahl den von der Regierung bestimmten Personen und Instanzen.

Solche Personen und Instanzen prüfen, ob die ausgewählte(n) zugelassene(n) Person(en) über die je nach der Art des Projekts erforderliche Zulassung verfügt (verfügen). Die Regierung bestimmt das Verfahren und die Modalitäten für die Notifizierung der Wahl der aufgrund von § 1 zugelassene(n) Person(en).

Im Falle einer vorübergehenden Vereinigung von zugelassenen Personen, wird diese Vereinigung die Person bestimmen, die mit der Koordination der Studie beauftragt ist.

Die Regierung bestimmt die Fälle, in denen, für die Durchführung einer Umweltverträglichkeitsstudie, eine zugelassene Person abgelehnt werden kann. Sie legt das Verfahren und die Modalitäten für die Ablehnung fest.“.



**Art. 47** - In Buch I desselben Gesetzbuches wird Artikel D.71, aufgehoben durch das Dekret vom 31. Mai 2007, wie folgt wieder eingeführt:

"Art. D.71 - § 1. Für Projekte, die Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsstudie sind, bestimmt die Regierung im Allgemeinen oder im Einzelfall die Instanzen, die aufgrund ihres umweltbezogenen Aufgabenbereichs oder ihrer lokalen und regionalen Zuständigkeit vom Projekt betroffen sein könnten und von der Behörde, die mit der Beurteilung der Vollständigkeit und Zulässigkeit der Antragsakte beauftragt wird, zu konsultieren sind. Die in Artikel D.72 des vorliegenden Buches genannten Instanzen können, wie im Artikel D.72 vorgesehen, ihre nützlichen Bemerkungen oder Anregungen in Bezug auf die Umweltverträglichkeitsstudie vorbringen.

Die Modalitäten zur Konsultierung und zur Abgabe der Stellungnahmen werden von der Regierung festgelegt.

§ 2. Die zuständige Behörde trägt dafür Sorge, über ein zur Untersuchung der Umweltverträglichkeitsstudie hinreichendes Fachwissen zu verfügen oder Zugang zu einem solchen Fachwissen zu erhalten.

§ 3. Die für die Ausstellung der Genehmigung zuständige Behörde beurteilt die Auswirkungen des Projekts unter ordnungsgemäßer Berücksichtigung der Umweltverträglichkeitsstudie, der im Rahmen des Genehmigungsverfahrens eingeholten Stellungnahmen, u.a. über die grenzüberschreitenden Auswirkungen des Projekts, und jeder sonstigen Information, die sie als nützlich erachtet.

Stehen ihnen die erforderlichen Informationen nicht zur Verfügung, können die zuständige Behörde oder die an der Untersuchung des Antrags beteiligten, von der Regierung bestimmten Instanzen gemäß Artikel D.67 § 2 von dem Antragsteller zusätzliche Informationen verlangen, die von direktem Nutzen sind für die Erstellung der begründeten Schlussfolgerung über die erheblichen Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt.

§ 4. Für die Projekte, die einer Notiz zur Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen, beurteilt die für die Ausstellung der Genehmigung zuständige Behörde die Auswirkungen des Projekts unter ordnungsgemäßer Berücksichtigung der Notiz zur Umweltverträglichkeitsprüfung, der im Rahmen des Genehmigungsverfahrens eingeholten Stellungnahmen und jeder sonstigen Information, die sie als nützlich erachtet.

Stehen ihnen die erforderlichen Informationen nicht zur Verfügung, können die zuständige Behörde oder die an der Untersuchung des Antrags beteiligten, von der Regierung bestimmten Instanzen von dem Antragsteller zusätzliche Informationen verlangen."

**Art. 48** - Artikel D.74 von Buch I desselben Gesetzbuches, ersetzt durch das Dekret vom 31. Mai 2007, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Unbeschadet der Bestimmungen von Teil III, Titel 1 von Buch I des Umweltgesetzbuches und des Gesetzes vom 5. August 2006 über den Zugang der Öffentlichkeit zu Umweltinformationen bleibt die Verpflichtung der zuständigen Behörden zur Einhaltung der gesetzlich, verordnungs- und verwaltungsrechtlich vorgeschriebenen Einschränkungen im Bereich des Geschäfts- und Industriegeheimnisses, insbesondere des geistigen Eigentums, sowie im Bereich des Schutzes des öffentlichen Interesses von den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels unberührt."

**Art. 49** - Artikel D.75 von Buch 1 desselben Gesetzbuches wird mit folgendem Wortlaut wieder eingeführt:

"Art. D.75 - § 1. Die Genehmigung und die Verweigerung der Genehmigung werden insbesondere vor dem Hintergrund der Auswirkungen auf die Umwelt und der Zielsetzungen nach Artikel D.50 begründet.

Darin werden ebenfalls die Gründe enthalten für den Beschluss, eine Umweltverträglichkeitsstudie nach Artikel D.65 aufzuerlegen oder nicht.

§ 2. Im Beschluss zur Verweigerung der Genehmigung werden die wichtigsten Gründe für die Verweigerung angegeben.

§ 3. Im Beschluss zur Gewährung einer Genehmigung für Projekte, die einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen, werden mindestens folgende Informationen angegeben:

- 1° die in Artikel D.71 § 3 erwähnte begründete Schlussfolgerung der zuständigen Behörde über die Auswirkungen des Projekts auf die Umwelt, in der den Ergebnissen der Untersuchung der in der Notiz zur Umweltverträglichkeitsprüfung oder in der Umweltverträglichkeitsstudie enthaltenen Informationen sowie den im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung eingeholten Stellungnahmen Rechnung getragen wird;
- 2° die eventuellen Umwelt- und/oder Betriebsbedingungen;
- 3° eine Beschreibung sämtlicher Merkmale des Projekts oder der in Erwägung gezogenen Maßnahmen zur Vermeidung, Vorbeugung oder Verringerung und, wenn möglich, zum Ausgleich der wahrscheinlichen erheblichen nachteiligen Auswirkungen auf die Umwelt sowie, gegebenenfalls, der Folgemaßnahmen.

§ 4. Sobald der Beschluss zur Gewährung oder Verweigerung der Genehmigung gefasst worden ist, informiert die in Artikel D.6 Ziffer 2 genannte zuständige Behörde die Öffentlichkeit unter Einhaltung der in Teil III, Titel III des vorliegenden Gesetzbuches vorgesehenen Modalitäten oder ggf. der Modalitäten, die in den Gesetzen, Dekreten und Verordnungen, denen die in Artikel D.49 genannte Genehmigung unterliegt, vorgesehen sind, sowie die Instanzen, die aufgrund von Artikel D.71 § 1 konsultiert worden sind.

In der Stellungnahme wird Folgendes angegeben:

- 1° der Inhalt des Beschlusses;
- 2° die Bedingungen, an die der Beschluss eventuell geknüpft wird, die wichtigsten Gründe und Erwägungen, auf denen der Beschluss beruht, darunter auch die Informationen bezüglich des Verfahrens der Öffentlichkeitsbeteiligung und gegebenenfalls die Beschreibung der wichtigsten Maßnahmen zur Vermeidung, Verringerung und, wenn möglich, zum Ausgleich der wesentlichen nachteiligen Auswirkungen;
- 3° Darüber hinaus umfassen die Informationen ebenfalls, für Projekte, die einer Umweltverträglichkeitsstudie unterliegen, die Zusammenfassung der Ergebnisse der Öffentlichkeitsbefragungen gemäß Artikel D.71 § 1 und der nach den Artikeln D.71 § 3 und D.29-11 § 1 gesammelten Informationen, sowie der Art und Weise, wie diese Ergebnisse einbezogen oder wie ihnen anderweitig Rechnung getragen wurde, insbesondere was die Kommentare der Region oder des in Artikel D.29-11 § 1 erwähnten betroffenen Mitgliedstaats der Europäischen Union angeht."

**Art. 50** - In Buch I desselben Gesetzbuches wird Artikel D.76, aufgehoben durch das Dekret vom 31. Mai 2007, wie folgt wieder eingeführt:

„Art. D.76 - Die zuständige Behörde trägt dafür Sorge, dass die Aspekte des Projekts und/oder die in Erwägung gezogenen Maßnahmen zur Vermeidung, Vorbeugung oder Verringerung und, wenn möglich, zum Ausgleich der erheblichen nachteiligen Auswirkungen auf die Umwelt vom Genehmigungsempfänger umgesetzt werden, und bestimmt die Verfahren zur Überwachung der erheblichen nachteiligen Auswirkungen auf die Umwelt.

Die Art der zu überwachenden Parameter und die Dauer der Überwachung müssen der Art, dem Standort und dem Umfang des Projekts sowie dem Ausmaß seiner Auswirkungen auf die Umwelt angemessen sein“.

**Art. 51** - In Buch I desselben Gesetzbuches wird Artikel D.77, aufgehoben durch das Dekret vom 31. Mai 2007, wie folgt wieder eingeführt:

„Art. D.77 - Die für Beschwerden zuständige Behörde und der Verwaltungsrichter können die Nichtigkeit jeglicher Genehmigung aussprechen, die entgegen den Bestimmungen von Kapitel III ausgestellt wurde.

Die Nichtigkeit muss jedenfalls in folgenden Fällen ausgesprochen werden:

- 1° in Ermangelung einer Notiz zur Umweltverträglichkeitsprüfung, wenn sie laut den Bestimmungen des vorliegenden Kapitels erforderlich ist;
- 2° falls eine der Bestimmungen von Artikel D.74 verletzt wird;
- 3° in Ermangelung einer Umweltverträglichkeitsstudie, wenn sie laut oder aufgrund der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels erforderlich ist;
- 4° falls die mit der Studie beauftragte Person nicht zugelassen ist;
- 5° falls die nichttechnische Zusammenfassung fehlt;
- 6° in Ermangelung der in Artikel D.29-5 § 1 vorgesehenen Phase der Öffentlichkeitsbefragung.
- 7° im in Artikel D.65 § 2 Absatz 8 Satz 2 erwähnten Fall;
- 8° im in Artikel D16 erwähnten Fall;
- 9° wenn die mit der Umweltverträglichkeitsstudie beauftragte(n) Person(en) Gegenstand eines endgültigen Ablehnungsbeschlusses in Anwendung von Artikel D.70 § 2 gewesen ist (sind).“.

**Art. 52** - In den dekretalen Teil von Buch I desselben Gesetzbuches wird ein Artikel D.78 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. D.78 - Wenn die zuständige Behörde auch der Antragsteller ist, dann ist die für die Erfüllung der sich aus dem vorliegenden Kapitel ergebenden Aufgaben zuständige Behörde diejenige, die mit der Beurteilung der Vollständigkeit und Zulässigkeit der Antragsakte beauftragt wird, je nach Art der in Artikel D. 49 erwähnten Genehmigungen.

Wenn die Behörde, die mit der Beurteilung der Vollständigkeit und Zulässigkeit beauftragt wird, auch der Antragsteller ist, dann werden die sich aus dem vorliegenden Kapitel ergebenden Aufgaben vom Provinzgouverneur erfüllt.“.

**Art. 53** - In Buch I desselben Gesetzbuches werden eine Anlage II und eine Anlage III eingefügt, die dem vorliegenden Dekret als Anhang beigefügt werden.

#### KAPITEL IV — *Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung*

**Art. 54** - In Artikel 109 Absatz 2 des Dekrets vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuches, des Wassergesetzbuches und verschiedener Dekrete in Sachen Abfälle und Umweltgenehmigung werden die Wörter „eine Windkraftanlage“ durch die Wörter „einen Windpark“ ersetzt.

#### KAPITEL V — *Bestimmungen zur Abänderung des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung*

**Art. 55** - In Artikel D.VIII.1 Ziffer 4 des Gesetzbuches über die räumliche Entwicklung werden die Wörter „D.66 § 2“ durch die Wörter „D.64 § 2“ ersetzt.

**Art. 56** - In Artikel D.VIII.31 § 2 werden die Wörter „66 § 2“ durch die Wörter „64 § 2“ ersetzt.

#### KAPITEL VI — *Bestimmung zur Abänderung des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung*

**Art. 57** - In Artikel 91 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung werden die Wörter „D.67 § 3 von Buch I des Umweltgesetzbuches“ durch die Wörter „D.66 § 3 von Buch I des Umweltgesetzbuches“ ersetzt.

#### KAPITEL VII — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 58** - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingereichten Anträge auf Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung, Erklärungen, Vorschläge für eine Ergänzung bzw. Änderung der besonderen Betriebsbedingungen, Anträge auf Ergänzung bzw. Änderung der besonderen Betriebsbedingungen oder sonstigen Verwaltungsverfahren, sowie die damit verbundenen administrativen Beschwerden, werden nach den am Tag des Einreichens der oben genannten Akte geltenden Regeln bearbeitet.

**Art. 59** - Artikel 36 Ziffer 3 tritt am 1. August 2016 in Kraft.

**Art. 60** - Die Regierung legt das Datum für das Inkrafttreten der Artikel 3 bis 19, 21, 23 bis 36, außer Ziffer 3 dieses Artikels 36, und 54 des vorliegenden Dekrets fest.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 24. Mai 2018

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,  
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,  
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,  
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,  
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2017-2018

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1067 (2017-2018) Nrn. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 23. Mai 2018

Diskussion

Abstimmung

#### Anhang I

Anlage II: Projekte, die gemäß den Artikeln D.64 § 1 und D.65 § 2 und 3 einer Umweltverträglichkeitsprüfung unterliegen

1. Raffinerien für Erdöl (ausgenommen Unternehmen, die nur Schmiermittel aus Erdöl herstellen) sowie Anlagen zur Vergasung und zur Verflüssigung von täglich mindestens 500 Tonnen Kohle oder bituminösem Schiefer.
2.
  - a) Wärmekraftwerke und andere Verbrennungsanlagen mit einer Wärmeleistung von mindestens 300 MW;
  - b) Kernkraftwerke und andere Kernreaktoren einschließlich der Demontage oder Stilllegung solcher Kraftwerke oder Reaktoren <sup>(1)</sup> (mit Ausnahme von Forschungseinrichtungen zur Erzeugung und Bearbeitung von spaltbaren und brutstoffhaltigen Stoffen, deren Höchstleistung 1 kW thermische Dauerleistung nicht übersteigt).
3.
  - a) Anlagen zur Wiederaufarbeitung bestrahlter Kernbrennstoffe;
  - b) Anlagen:
    - i) mit dem Zweck der Erzeugung oder Anreicherung von Kernbrennstoffen;
    - ii) mit dem Zweck der Aufarbeitung bestrahlter Kernbrennstoffe oder hochradioaktiver Abfälle;
    - iii) mit dem Zweck der endgültigen Beseitigung bestrahlter Kernbrennstoffe;
    - iv) mit dem ausschließlichen Zweck der endgültigen Beseitigung radioaktiver Abfälle;
    - v) mit dem ausschließlichen Zweck der (für mehr als 10 Jahre geplanten) Lagerung bestrahlter Kernbrennstoffe oder radioaktiver Abfälle an einem anderen Ort als dem Produktionsort.
4.
  - a) Integrierte Hüttenwerke zur Erzeugung von Roheisen und Rohstahl;
  - b) Anlagen zur Gewinnung von Nichteisenrohmetallen aus Erzen, Konzentraten oder sekundären Rohstoffen durch metallurgische, chemische oder elektrolytische Verfahren.
5. Anlagen zur Gewinnung von Asbest sowie zur Be- und Verarbeitung von Asbest und Asbestergezeugnissen: bei Asbestzementzeugnissen mit einer Jahresproduktion von mehr als 20 000 t Fertigerzeugnissen; bei Reibungsbelägen mit einer Jahresproduktion von mehr als 50 t Fertigerzeugnissen; bei anderen Verwendungszwecken von Asbest mit einem Einsatz von mehr als 200 t im Jahr.
6. Integrierte chemische Anlagen, d. h. Anlagen zur Herstellung von Stoffen unter Verwendung chemischer Umwandlungsverfahren im industriellen Umfang, bei denen sich mehrere Einheiten nebeneinander befinden und in funktioneller Hinsicht miteinander verbunden sind und die Folgendem dienen:
  - a) der Herstellung von organischen Grundchemikalien;
  - b) der Herstellung von anorganischen Grundchemikalien;
  - c) der Herstellung von phosphor-, stickstoff- oder kaliumhaltigen Düngemitteln (Einnährstoff oder Mehrnährstoff);
  - d) der Herstellung von Ausgangsstoffen für Pflanzenschutzmittel und von Bioziden;
  - e) der Herstellung von Grundarzneimitteln unter Verwendung eines chemischen oder biologischen Verfahrens;
  - f) der Herstellung von Explosivstoffen.

7.
  - a) Bau von Eisenbahn-Fernverkehrsstrecken und Flugplätzen <sup>(2)</sup> mit einer Start- und Landebahngrundlänge von 2 100 m und mehr;
  - b) Bau von Autobahnen und Schnellstraßen;
  - c) Bau von neuen vier- oder mehrspurigen Straßen oder Verlegung und/oder Ausbau von bestehenden ein- oder zweispurigen Straßen zu vier- oder mehrspurigen Straßen, wenn diese neue Straße oder dieser verlegte und/oder ausgebauten Straßenabschnitt eine durchgehende Länge von 10 km oder mehr aufweisen würde.
8.
  - a) Wasserstraßen und Häfen für die Binnenschifffahrt, die für Schiffe mit mehr als 1 350 t zugänglich sind;
  - b) Seehandelshäfen, mit Binnen- oder Außenhäfen verbundene Landungsstege (mit Ausnahme von Landungsstegen für Fährschiffe) zum Laden und Löschen, die Schiffe mit mehr als 1 350 t aufnehmen können.
9. Abfallbeseitigungsanlagen zur Verbrennung, chemischen Behandlung gemäß der Definition in Anhang I Nummer D9 der Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle oder Deponierung gefährlicher Abfälle wie in Artikel 3 Nummer 2 der genannten Richtlinie definiert.
10. Abfallbeseitigungsanlagen zur Verbrennung oder chemischen Behandlung gemäß der Definition in Anhang I Nummer D9 der Richtlinie 2008/98/EG ungefährlicher Abfälle mit einer Kapazität von mehr als 100 t pro Tag.
11. Grundwasserentnahme- oder künstliche Grundwasserauffüllungssysteme mit einem jährlichen Entnahme- oder Auffüllungsvolumen von mindestens 10 Mio. m<sup>3</sup>.
12.
  - a) Bauvorhaben zur Umleitung von Wasserressourcen von einem Flusseinzugsgebiet in ein anderes, wenn durch diese Umleitung Wassermangel verhindert werden soll und mehr als 100 Mio. m<sup>3</sup>/Jahr an Wasser umgeleitet werden;
  - b) In allen anderen Fällen Bauvorhaben zur Umleitung von Wasserressourcen von einem Flusseinzugsgebiet in ein anderes, wenn der langjährige durchschnittliche Wasserdurchfluss des Flusseinzugsgebiets, dem Wasser entnommen wird, 2 000 Mio. m<sup>3</sup>/Jahr übersteigt und mehr als 5 % dieses Durchflusses umgeleitet werden.

In beiden Fällen wird der Transport von Trinkwasser in Rohren nicht berücksichtigt.

13. Abwasserbehandlungsanlagen mit einer Leistung von mehr als 150 000 Einwohnerwerten gemäß der Definition in Artikel 2 Nummer 6 der Richtlinie 91/271/EWG des Rates vom 21. Mai 1991 über die Behandlung von kommunalem Abwasser.
14. Gewinnung von Erdöl und Erdgas zu gewerblichen Zwecken mit einem Fördervolumen von mehr als 500 t/Tag bei Erdöl und von mehr als 500 000 m<sup>3</sup>/Tag bei Erdgas.
15. Stauwerke und sonstige Anlagen zur Zurückhaltung oder dauerhaften Speicherung von Wasser, in denen über 10 Mio. m<sup>3</sup> Wasser neu oder zusätzlich zurückgehalten oder gespeichert werden.
16. Pipelines mit einem Durchmesser von mehr als 800 mm und einer Länge von mehr als 40 km:
  - a) für den Transport von Gas, Öl, Chemikalien;
  - b) für den Transport von Kohlendioxidströmen für die Zwecke der geologischen Speicherung einschließlich der zugehörigen Verdichterstationen.
17. Anlagen zur Intensivhaltung oder -aufzucht von Geflügel oder Schweinen mit mehr als:
  - a) 85 000 Plätzen für Masthähnchen und -hühnchen, 60 000 Plätzen für Hennen;
  - b) 3 000 Plätzen für Mastschweine (Schweine über 30 kg); oder
  - c) 900 Plätzen für Sauen.
18. Industrieanlagen zur Herstellung von:
  - a) Zellstoff aus Holz oder anderen faserhaltigen Stoffen;
  - b) Papier und Pappe, deren Produktionskapazität 200 t pro Tag übersteigt.
19. Steinbrüche und Tagebau auf einer Abbaufäche von mehr als 25 Hektar oder Torfgewinnung auf einer Fläche von mehr als 150 Hektar.
20. Bau von Hochspannungsfreileitungen für eine Stromstärke von 220 kV oder mehr und mit einer Länge von mehr als 15 km.
21. Anlagen zur Lagerung von Erdöl, petrochemischen und chemischen Erzeugnissen mit einer Kapazität von 200 000 Tonnen und mehr.
22. Speicherstätten gemäß der Richtlinie 2009/31/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid.
23. Anlagen für die Abscheidung von CO<sub>2</sub>-Strömen zum Zwecke der geologischen Speicherung gemäß der Richtlinie 2009/31/EG aus unter diesen Anhang fallenden Anlagen oder mit einer jährlichen CO<sub>2</sub>-Abscheidung von insgesamt mindestens 1,5 Megatonnen.
24. Jede Änderung oder Erweiterung von Projekten, die in diesem Anhang aufgeführt sind, wenn sie für sich genommen die Schwellenwerte, sofern solche in diesem Anhang festgelegt sind, erreicht.

#### Fußnoten

(1) Kernkraftwerke und andere Kernreaktoren gelten nicht mehr als solche, wenn der gesamte Kernbrennstoff und andere radioaktiv kontaminierte Komponenten auf Dauer vom Standort der Anlage entfernt wurden.

(2) Im Sinne der Richtlinie 2011/92/EU, abgeändert durch die Richtlinie 2014/52/EU, versteht man unter "Flughafen": einen Flugplatz gemäß der Begriffsbestimmung des Abkommens von Chicago von 1944 zur Errichtung der Internationalen Zivilluftfahrt-Organisation (Anhang 14)

(3) Im Sinne der Richtlinie 2011/92/EU, abgeändert durch die Richtlinie 2014/52/EU, versteht man unter "Schnellstraße": eine Schnellstraße gemäß der Begriffsbestimmung des Europäischen Übereinkommens über die Hauptstraßen des internationalen Verkehrs vom 15. November 1975

## Anhang II

Anlage III zum Buch I des Umweltgesetzbuches

Auswahlkriterien zur Bestimmung der Notwendigkeit einer Umweltverträglichkeitsstudie

## 1. Merkmale der Projekte

Die Merkmale der Projekte werden insbesondere hinsichtlich folgender Punkte beurteilt:

- a) Größe und Ausgestaltung des gesamten Projekts;
- b) Kumulierung mit anderen bestehenden und/oder genehmigten Projekten;
- c) Nutzung natürlicher Ressourcen, insbesondere Flächen, Boden, Wasser und biologische Vielfalt;
- d) Abfallerzeugung;
- e) Umweltverschmutzung und Belästigungen;
- f) Risiken schwerer Unfälle und/oder von Katastrophen, die für das betroffene Projekt relevant sind, einschließlich solcher, die wissenschaftlichen Erkenntnissen zufolge durch den Klimawandel bedingt sind;
- g) Risiken für die menschliche Gesundheit, z. B. durch Wasserverunreinigungen oder Luftverschmutzung.

## 2. Standort der Projekte

Die ökologische Empfindlichkeit der geografischen Räume, die durch die Projekte möglicherweise beeinträchtigt werden, muss unter Berücksichtigung insbesondere folgender Punkte beurteilt werden:

- a) bestehende und genehmigte Landnutzung;
- b) relativer Reichtum, Verfügbarkeit, Qualität und Regenerationsfähigkeit der natürlichen Ressourcen (einschließlich Boden, Flächen, Wasser und biologischer Vielfalt) des Gebiets und seines Untergrunds;
- c) Belastbarkeit der Natur unter besonderer Berücksichtigung folgender Gebiete:
  - 1) Feuchtgebiete, ufernahe Bereiche, Flussmündungen;
  - 2) Küstengebiete und Meeresumwelt;
  - 3) Bergregionen und Waldgebiete;
  - 4) Naturreservate und -parks;
  - 5) durch die einzelstaatliche Gesetzgebung ausgewiesene Schutzgebiete: Natura 2000-Gebiete;
  - 6) Gebiete, in denen die für das Projekt relevanten Umweltqualitätsnormen nicht eingehalten werden oder bei denen von einer solchen Nichteinhaltung ausgegangen wird;
  - 7) Gebiete mit hoher Bevölkerungsdichte;
  - 8) historisch, kulturell oder archäologisch bedeutende Landschaften und Stätten.

## 3. Art und Merkmale der potenziellen Auswirkungen

Die wahrscheinlichen erheblichen Auswirkungen der Projekte auf die Umwelt sind anhand der in den Ziffern 1 und 2 dieses Anhangs aufgeführten Kriterien zu beurteilen, unter dem Gesichtspunkt der Auswirkungen des Projekts auf die in Artikel D.66 § 1 genannten Faktoren, wobei folgende Punkte zu berücksichtigen sind:

- a) Umfang und räumliche Ausdehnung der Auswirkungen, z.B. geografisches Gebiet und Anzahl der voraussichtlich betroffenen Personen;
- b) Art der Auswirkungen;
- c) grenzüberschreitender Charakter der Auswirkungen;
- d) Schwere und Komplexität der Auswirkungen;
- e) Wahrscheinlichkeit der Auswirkungen;
- f) erwarteter Zeitpunkt des Eintretens, Dauer, Häufigkeit und Reversibilität der Auswirkungen;
- g) Kumulierung der Auswirkungen mit denjenigen anderer bestehender oder genehmigter Projekten;
- h) Möglichkeit, die Auswirkungen wirksam zu verringern."

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/202802]

**24 MEI 2018.** — Decreet tot omzetting van Richtlijn 2014/52/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 tot wijziging van Richtlijn 2011/92/EU betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten en tot wijziging van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wat betreft de dematerialisatie en de administratieve vereenvoudiging en diverse bepalingen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Bij dit decreet wordt Richtlijn 2014/52/EG van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 tot wijziging van Richtlijn 2011/92/EG betreffende de milieueffectbeoordeling van bepaalde openbare en particuliere projecten gedeeltelijk omgezet.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen houdende wijziging van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

**Art. 2.** In artikel 10, § 1, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt het vierde lid, ingevoegd bij het decreet van 22 juli 2010, vervangen door wat volgt :

"In afwijking van het derde lid zijn de termijnen van de procedure van behandeling van de vergunning die welke van toepassing zijn op de inrichtingen van klasse 1, wanneer het gaat om een verbouwing of uitbreiding van een inrichting onderworpen aan het samenwerkingsakkoord van 16 februari 2016 tussen de Federale Overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het opvangen van de risico's inherent aan zware ongevallen waarbij gevaarlijke stoffen zijn betrokken."

**Art. 3.** In artikel 14 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 3 februari 2005 en 13 maart 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 3 wordt vervangen door wat volgt :

”§ 3. De aangifte is onvolledig als krachtens paragraaf 2 vereiste gegevens of stukken ontbreken.

De aangifte is niet-ontvankelijk :

1° als ze in strijd met paragraaf 1 is ingediend;

2° als ze twee keer onvolledig wordt geacht;

3° als de aangever de ontbrekende gegevens en stukken niet verstrekt binnen de termijn bedoeld in paragraaf 4bis;”;

2° paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt :

”§ 4. De bevoegde overheid stuurt de aangever de beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van de aangifte binnen vijftien dagen te rekenen van de dag waarop zij de aangifte heeft ontvangen.

Indien de aangifte onvolledig is, stuurt de bevoegde overheid de aangever een lijst van de ontbrekende stukken en gegevens en vermeldt ze dat de procedure weer opgestart wordt op de datum van ontvangst ervan door de bevoegde overheid.”;

3° de paragrafen 4bis en 4ter worden ingevoegd, luidend als volgt :

”§ 4bis. De aangever stuurt de gevraagde bijkomende stukken aan de bevoegde overheid binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van verzending van de aanvraag van bijkomende stukken. Als de aangever de gevraagde bijkomende stukken niet binnen de voorgeschreven termijn heeft ingediend, verklaart de bevoegde overheid de aanvraag onontvankelijk. Wanneer de aangifte op papier is verstuurd, worden de bijkomende stukken verstrekt in evenveel exemplaren als de aangifte er telde.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de bijkomende stukken door de bevoegde overheid, stuurt ze de aangever haar beslissing betreffende de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aangifte.

Als de bevoegde overheid de beslissing bedoeld in paragraaf 4 of die bedoeld in het tweede lid, niet aan de aangever heeft gestuurd, wordt de aangifte als ontvankelijk en volledig beschouwd, na afloop van de termijnen waarin deze bepalingen voorzien.

§ 4ter. De beslissing waarbij de aangifte volledig en ontvankelijk wordt verklaard kan bepalen dat bijkomende voorwaarden zoals bedoeld in paragraaf 5 zouden kunnen opgelegd. De bevoegde overheid geeft de technisch ambtenaar en het gemeentecollege onmiddellijk kennis als ze niet de bevoegde overheid zijn.”;

4° in paragraaf 5 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden ”dertig dagen, te rekenen van de datum waarop de aangifte in ontvangst is genomen” vervangen door de woorden ”dertig dagen, te rekenen van de datum waarop de bevoegde overheid de beslissing waarbij de aangifte volledig en ontvankelijk wordt verklaard, aan de aangever heeft verstuurd.”;

b) het derde lid opheffen;

c) in het vierde lid, dat het derde lid is geworden, wordt het woord ”Ze” vervangen door de woorden ”De bijkomende voorwaarden”.

**Art. 4.** Artikel 15 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 13 maart 2014, wordt vervangen door wat volgt :

”Art. 15. De aangever mag de inrichting beginnen te exploiteren :

1° in het geval bedoeld in artikel 14, § 4bis, derde lid;

2° wanneer de beslissing waarbij de aangifte volledig en ontvankelijk wordt verklaard, niet bepaalt dat bijkomende voorwaarden zoals die bedoeld in artikel 14, § 5, zouden kunnen worden opgelegd;

3° dertig dagen te rekenen van de datum waarop de bevoegde overheid de beslissing ter bevestiging van de volledigheid en ontvankelijkheid van de aangifte aan de aangever heeft verstuurd indien de bevoegde overheid bijkomende voorwaarden overeenkomstig artikel 14, § 5 oplegt.”.

**Art. 5.** In artikel 16 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 3 februari 2005 en 22 november 2007, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

”Op straffe van onontvankelijkheid wordt de milieuvergunningaanvraag, samen met het stortingsbewijs van het dossierrecht bedoeld in artikel 177, hetzij langs de elektronische weg, hetzij op papier, volledig verstuurd aan het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting gelegen is.”.

**Art. 6.** Artikel 18 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 3 februari 2015 en 22 november 2007, wordt vervangen door wat volgt :

”Art. 18. Het gemeentebestuur stuurt de aanvraag aan de technisch ambtenaar binnen drie werkdagen te rekenen van de dag van ontvangst ervan. Het verwittigt gelijktijdig de aanvrager bij gewone brief als de aanvraag op papier is verstuurd of langs elektronische weg als de aanvraag langs elektronische weg is verstuurd.

Als het gemeentebestuur de aanvraag niet binnen de in het eerste lid bedoelde termijn heeft gezonden, kan de aanvrager zich rechtstreeks tot de technisch ambtenaar wenden door hem een afschrift te sturen met de aanvraag die hij aanvankelijk aan het gemeentecollege heeft gericht. Als de aanvraag langs elektronische weg is verstuurd, deelt de aanvrager de technisch ambtenaar mee dat de aanvraag eerst langs elektronische weg aan het gemeentecollege is gericht.”.

**Art. 7.** In artikel 19, tweede lid, 3°, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 27 oktober 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 3° worden de woorden ”niet indient” vervangen door de woorden ”niet verstuurt”;

2° het tweede lid wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

”4° als de ontvangen bijkomende stukken niet zijn verstuurd volgens de wijze van verzending die aanvankelijk door de aanvrager is gekozen”.

**Art. 8.** In artikel 20 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 3 februari 2005 en gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 2 wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

”De aanvrager stuurt de gevraagde bijkomende stukken aan de gemeente binnen een termijn van honderd tachtig dagen, te rekenen van de datum van verzending van de aanvraag van de stukken. Als de aanvrager de gevraagde bijkomende stukken niet binnen de opgelegde termijn heeft verstuurd, licht het gemeentebestuur de technisch ambtenaar daarover in binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de dag die aan de aanvrager was opgelegd om de bijkomende stukken te sturen. In dat geval verklaart de technisch ambtenaar de aanvraag onontvankelijk. Wanneer de vergunningsaanvraag op papier is verstuurd, worden de bijkomende stukken verstrekt in evenveel exemplaren als de aanvankelijke vergunningsaanvraag er telt.”;

2° in paragraaf 2, tweede lid, wordt de zin ”Het gemeentebestuur bewaart een exemplaar van de bijkomende stukken.” vervangen door de volgende zin :

”Wanneer de vergunningsaanvraag op papier is verstuurd, bewaart het gemeentebestuur een exemplaar van de bijkomende stukken.”;

3° in paragraaf 2 wordt het derde lid vervangen door wat volgt :

”Het gemeentebestuur geeft de aanvrager kennis van de datum van ontvangst van de bijkomende stukken door de technisch ambtenaar.”;

4° in paragraaf 2 wordt het vierde lid aangevuld met de volgende zin :

”Als de bijkomende stukken langs elektronische weg zijn verstuurd, deelt de aanvrager de technisch ambtenaar mee dat bedoelde bijkomende stukken eerst langs elektronische weg aan het gemeentebestuur zijn gericht.”;

5° in paragraaf 3 wordt het tweede lid vervangen als volgt :

”Als de technisch ambtenaar de aanvraag een tweede keer onvolledig bevindt, verklaart hij ze onontvankelijk. De ambtenaar verklaart ook dat de aanvraag onontvankelijk is, als de ontvangen bijkomende stukken niet zijn verstuurd volgens de wijze van verzending die aanvankelijk door de aanvrager is gekozen.”.

**Art. 9.** In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In punt 1° worden de woorden ”volledig en” ingevoegd tussen het woord ”aanvraag” en het woord ”ontvankelijk”;

2° In punt 2° worden de woorden ”volledig en” ingevoegd tussen het woord ”aanvraag” en het woord ”ontvankelijk”.

**Art. 10.** In artikel 35, § 1, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 3 februari 2005 en gewijzigd bij de decreten van 22 november 2007 en 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste en in het tweede lid vervallen de woorden ”alsook, bij gewone post, naar elke geraadpleegde overheid of administratie”;

2° tussen het eerste en het tweede lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

”Volgens de wijze van verzending van de documenten die tijdens de procedure van behandeling door elke geraadpleegde overheid of administratie wordt gekozen, verstuurt de bevoegde overheid haar beslissing aan bedoelde instanties hetzij op papier, hetzij langs elektronische weg, binnen de termijn bedoeld in het eerste lid.”;

3° tussen het derde en het vierde lid wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt :

”Volgens de wijze van verzending van de documenten die tijdens de procedure van behandeling door elke geraadpleegde overheid of administratie wordt gekozen, verstuurt de bevoegde overheid haar beslissing aan bedoelde instanties hetzij op papier, hetzij langs elektronische weg, binnen de termijn bedoeld in het derde lid.”;

4° in het vijfde lid worden de woorden ”deelt de bevoegde autoriteit ook de beslissing bedoeld in het eerste en het tweede lid mee aan” vervangen door de woorden ”verstuurt de bevoegde autoriteit ook de beslissing bedoeld in het eerste en het tweede lid aan”.

**Art. 11.** In artikel 37, vijfde lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 23 juni 2016, worden de woorden ”maakt de bevoegde autoriteit ook het syntheserapport over aan” vervangen door de woorden ”verstuurt de bevoegde autoriteit ook het syntheserapport aan”.

**Art. 12.** Artikel 38 van hetzelfde decreet, hersteld bij het decreet van 24 oktober 2013, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

”De Regering kan vrijstellen van de bekendmaking van de plannen.”.

**Art. 13.** In artikel 40 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 7, vijfde lid, worden de woorden ”deelt de bevoegde autoriteit ook de beslissing bedoeld in het eerste en het tweede lid mee aan” vervangen door de woorden ”verstuurt de bevoegde autoriteit ook de beslissing bedoeld in het eerste en het tweede lid aan”;

2° in paragraaf 8, tweede lid, worden de woorden ”maakt de bevoegde autoriteit ook het syntheserapport over aan” vervangen door de woorden ”verstuurt de bevoegde autoriteit ook het syntheserapport aan”.

**Art. 14.** In artikel 45, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, wordt de inleidende zin ”De beslissing waarbij de vergunning wordt verleend, vermeldt op zijn minst : ” vervangen door de zin : ”Onverminderd artikel D.64 van Boek I van het Milieuwetboek, vermeldt de beslissing waarbij de vergunning wordt verleend, op zijn minst : ”

**Art. 15.** In artikel 50, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 4 juli 2002 en 23 juni 2016, worden de woorden ”een windturbine” vervangen door de woorden ”een windmolenpark”.

**Art. 16.** Artikel 53 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

“§ 3. De vervaltermijn wordt van rechtswege opgeschort gedurende de hele procedure, namelijk vanaf de indiening van het verzoek tot aan de kennisgeving van de eindbeslissing, wanneer een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State ingediend is tegen de vergunning of wanneer een aanvraag tot onderbreking van de vergunde werken hangende is bij een rechtbank van de gerechtelijke orde. Als de begunstigde van de omstreden vergunning niet de hoedanigheid van partij in het geding heeft, geeft de overheid die de vergunning heeft toegekend, of de technisch ambtenaar, voor de door de Regering toegekende vergunningen, de begunstigde kennis van de aanvang en van het einde van de periode waarin de vervaltermijn opgeschort is.”

**Art. 17.** In artikel 55, § 7, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 4 juli 2002, 19 september 2002 en 22 november 2007, wordt het volgende lid ingevoegd tussen het derde en het vierde lid :

“Op straffe van onontvankelijkheid gaat het beroep vergezeld van het stortingsbewijs van het dossierrecht bedoeld in artikel 177 en wordt verstuurd aan de inzake beroepen bevoegde technisch ambtenaar.”

**Art. 18.** In artikel 58, § 3, tweede lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 23 juni 2016, worden de woorden “Ze leggen de lijst van de genoteerde producten, stoffen of afval en die van de genomen voorzorgsmaatregelen onmiddellijk over aan” vervangen door de woorden “Ze versturen de lijst van de genoteerde producten, stoffen of afval en die van de genomen voorzorgsmaatregelen onmiddellijk aan”.

**Art. 19.** In artikel 60, § 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “de overheid die bevoegd is om de vergunning in eerste instantie af te geven” vervangen door de woorden “de technisch ambtenaar”;

2° het derde lid wordt vervangen door wat volgt :

“De technisch ambtenaar verleent onmiddellijk akte van zijn verklaring aan de overnemer en stelt het (de) gemeentecollege(s) van de gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting gevestigd is, in kennis daarvan.”;

3° het wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt :

“De Regering bepaalt de vorm, de inhoud en de proceduremodaliteiten inzake de gezamenlijke mededeling.”

**Art. 20.** Artikel 63 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 5 juni 2008, wordt opgeheven.

**Art. 21.** In artikel 65, § 1, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt :

“§ 1. De bevoegde overheid bedoeld in artikel 13 kan de specifieke exploitatienormen aanvullen of wijzigen :

1° als ze vaststelt dat ze niet meer geschikt zijn om de in artikel 2 bedoelde risico's, hinder of ongemakken te voorkomen, te beperken of te verhelpen;

2° om, zo nodig, te zorgen voor de inachtneming van de door de Regering bepaalde immissienormen;

3° om zo nodig te zorgen voor de inachtneming van de eisen inzake de bewaking en de rapportage van de emissies van de installaties, met name de gespecificeerde broeikasgasemissies van de installaties;

4° wat betreft de inrichtingen die een installatie voor het beheer van afval van winningsindustrieën, zoals bepaald door de Regering, vormen, indien zulks nodig blijkt te zijn :

a) ingevolge een ingrijpende wijziging in de exploitatie van de installatie. Onder ingrijpende wijziging wordt verstaan een wijziging in de structuur of de exploitatie van de installatie die, naar het oordeel van de technisch ambtenaar, belangrijke negatieve gevolgen kan hebben voor de menselijke gezondheid of voor het milieu;

b) ingevolge een gebeurtenis die de stabiliteit van de installatie in het gedrang kan brengen of ingevolge een belangrijk nadelig milieueffect aan het licht gebracht via de controle- en toezichtsprocedures;

c) via de uitwisseling van informatie over een belangrijke ontwikkeling van de beste beschikbare technieken, bedoeld in artikel 21, § 3, van Richtlijn 2006/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 betreffende het beheer van afval van winningsindustrieën en houdende wijziging van Richtlijn 2004/35/EG.

De Regering bepaalt de vorm en het inhoud van het voorstel tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatievoorwaarden en van de aanvraag tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatievoorwaarden alsook het aantal in te dienen exemplaren.

§ 2. Op straffe van onontvankelijkheid wordt de aanvraag tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatievoorwaarden bedoeld in artikel 67, vergezeld van het stortingsbewijs van het dossierrecht bedoeld in artikel 177, hetzij langs elektronische weg, hetzij op papier, volledig verstuurd aan de bevoegde overheid bedoeld in artikel 13.

Binnen een termijn van drie werkdagen te rekenen van de dag van ontvangst van de aanvraag verstuurd de bevoegde overheid bedoeld in artikel 13 bedoeld verzoek aan de technisch ambtenaar als hij de bevoegde overheid niet is. Ze verwittigt gelijktijdig de aanvrager op papier als de aanvraag op papier is verstuurd of langs elektronische weg als de aanvraag langs elektronische weg is verstuurd.

Als de bevoegde overheid bedoeld in artikel 13 de aanvraag tot aanvulling of tot wijziging van de bijzondere exploitatievoorwaarden niet binnen de termijn bedoeld in het tweede lid aan de technisch ambtenaar heeft verstuurd, kan de aanvrager de zaak rechtstreeks aanhangig maken bij de technisch ambtenaar door hem een afschrift toe te sturen van de aanvraag die hij aanvankelijk bij de bevoegde overheid heeft ingediend. Als de aanvraag langs elektronische weg is verstuurd, verwittigt de aanvrager de technisch ambtenaar dat de aanvraag eerst langs elektronische weg aan de bevoegde overheid bedoeld in artikel 13 is gericht.

§ 3. Op straffe van onontvankelijkheid verstuurt de bevoegde overheid bedoeld in artikel 13 haar voorstel tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatievoorwaarden, vergezeld van het stortingsbewijs van het dossierrecht bedoeld in artikel 177, hetzij langs elektronische weg, hetzij op papier :

1° aan de technisch ambtenaar, wanneer hij niet de bevoegde overheid is;

2° aan de exploitant;



3° aan het gemeentecollege van de gemeente(n) op het grondgebied waarvan de inrichting gelegen is, wanneer bedoelde inrichting niet de bevoegde overheid is.

§ 4. Wanneer hij niet de bevoegde overheid is, verklaart de technisch ambtenaar het voorstel of de aanvraag onontvankelijk als ze in strijd met paragraaf 1, tweede lid zijn ingediend.

Wanneer hij niet de bevoegde overheid is, verstuurt de technisch ambtenaar de beslissing waarbij de ontvankelijkheid van de aanvraag wordt bevestigd, aan de aanvrager en aan de auteur van het voorstel binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum waarop hij de aanvraag in ontvangst neemt.

In deze beslissing wijst de technisch ambtenaar de te raadplegen instanties aan en brengt hij een advies uit over de noodzaak tot organisatie van een openbaar onderzoek. Als dat het geval is, vermeldt hij de gemeenten waarin het onderzoek zal moeten worden georganiseerd. Bij gebrek aan advies binnen die termijn wordt een openbaar onderzoek georganiseerd.

Wanneer de technisch ambtenaar niet de bevoegde overheid is en de beslissing bedoeld in het tweede lid aan de aanvrager en aan de auteur van het voorstel niet heeft verstuurd, wordt de aanvraag als ontvankelijk beschouwd na afloop van de voorgeschreven termijn. De procedure wordt voortgezet.

§ 5. Als hij de bevoegde overheid is, zendt de technisch ambtenaar zijn beslissing om een openbaar onderzoek te organiseren, aan het gemeentecollege gelijktijdig met de verzending van zijn voorstel aan het gemeentecollege van de gemeente(n) op het grondgebied waarvan de inrichting gelegen is.

Het voorstel tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatievoorwaarden of de aanvraag tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatievoorwaarden wordt onderworpen aan een openbaar onderzoek volgens de modaliteiten van Boel I van het Milieuwetboek wanneer dit voorstel of deze aanvraag :

- 1° betrekking heeft op het geval waarin de door een inrichting veroorzaakte vervuiling zo omvangrijk is dat het aangewezen is de bestaande emissiegrenswaarden van een vergunning te herzien of in nieuwe emissiegrenswaarden te voorzien;
- 2° van aard is dat het/ze de risico's, hinder en ongemakken bedoeld in artikel 2 doet toenemen;
- 3° op een van de gevallen bedoeld in het eerste lid, 4° betrekking heeft;
- 4° de toepassing van artikel 7*bis*, § 2, beoogt.

De adviesorganen bedoeld in paragraaf 4, derde lid, sturen hun advies aan de technisch ambtenaar binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de datum van aanhangigmaking door de technisch ambtenaar. Als het advies niet binnen de voorgeschreven termijn wordt verstuurd, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

§ 6. Op basis van de ingewonnen adviezen brengt de technisch ambtenaar, wanneer hij niet de bevoegde overheid is, een advies uit aan de bevoegde overheid bedoeld in artikel 13 binnen een termijn van zeventig dagen te rekenen van de dag van verzending van de beslissing waarbij de ontvankelijkheid van de beslissing of van de aanvraag wordt bevestigd of, bij gebreke daarvan, te rekenen van de dag die volgt op de termijn die hem toegestaan werd om zijn beslissing over het ontvankelijke karakter van de aanvraag te versturen. Hij deelt de dag waarop hij zijn advies verstuurt, mee aan de aanvrager en de exploitant.

De bevoegde overheid bedoeld in artikel 13 stuurt haar beslissing aan de aanvrager, de exploitant, de technisch ambtenaar, als hij niet de bevoegde overheid is, binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de datum waarop zij het advies van de technisch ambtenaar ontvangt.

Volgens de wijze van verzending van de documenten die door elke geraadpleegde overheid of administratie tijdens de procedure van behandeling wordt gekozen, verstuurt de bevoegde overheid haar beslissing aan bedoelde overheid of administratie binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, hetzij op papier, hetzij langs elektronische weg.

Bij gebrek aan beslissing van de bevoegde overheid binnen die termijn, geldt het advies van de technisch ambtenaar, als hij niet de bevoegde overheid is, binnen een termijn van veertig dagen die ingaat op de datum waarop zij het advies van de technisch ambtenaar ontvangt, wordt het voorstel of de aanvraag geacht verworpen te zijn.

§ 7. De Regering bepaalt de beslissingsprocedure als de technisch ambtenaar de bevoegde overheid bedoeld in artikel 13 is en kan bijkomende onderzoeksmaatregelen vastleggen m.b.t. het voorstel tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatievoorwaarden of van de aanvraag tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatievoorwaarden.”;

- 2° in paragraaf 2, dat paragraaf 8 is geworden, van hetzelfde decreet, worden de woorden “De in eerste instantie bevoegde overheid” vervangen door de woorden “De bevoegde overheid bedoeld in artikel 13”.

**Art. 22.** Artikel 66 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 23.** In artikel 70 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 juli 2010, wordt het woord “meegedeeld” vervangen door het woord “gezonden”.

**Art. 24.** Artikel 71, § 4, van hetzelfde decreet, wordt vervangen door wat volgt :

“De exploitant jegens wie een veiligheidsmaatregel is genomen, kan een beroep bij de Regering instellen tegen de in § 1 bedoelde beslissing, overeenkomstig artikel D.150 van Boek I van het Milieuwetboek.”

**Art. 25.** In artikel 76*quater*, § 1, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, vervalt de laatste zin.

**Art. 26.** In artikel 82 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 3 februari 2005, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :

“Op straffe van onontvankelijkheid wordt de aanvraag voor een globale vergunning langs elektronische weg of op papier volledig gezonden aan het gemeentecollege van de gemeente op het grondgebied waarvan de inrichting gelegen is. De aanvraag gaat vergezeld van het stortingsbewijs van het dossierrecht bedoeld in artikel 177.”

**Art. 27.** Artikel 84 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 3 februari 2005 en 22 november 2007, wordt vervangen door wat volgt :

“Art. 84. Het gemeentebestuur stuurt de aanvraag aan de technisch ambtenaar en aan de gemachtigd ambtenaar binnen drie werkdagen te rekenen van de dag van ontvangst ervan. Het verwittigt gelijktijdig de aanvrager bij gewone brief als de aanvraag op papier is verstuurd of langs elektronische weg als de aanvraag langs elektronische weg is verstuurd.

Als het gemeentebestuur de aanvraag niet binnen de in het eerste lid bedoelde termijn heeft gezonden, kan de aanvrager zich rechtstreeks tot de technisch ambtenaar wenden door hem een afschrift te sturen met de aanvraag die hij aanvankelijk aan het gemeentecollege heeft gericht. In dit geval verstuurt de technisch ambtenaar een afschrift van de aanvraag aan de gemachtigd ambtenaar binnen dezelfde termijn als die bedoeld in het eerste lid. Als de aanvraag langs elektronische weg is verstuurd, verwittigt de aanvrager de technisch ambtenaar dat de aanvraag eerst langs elektronische weg aan het gemeentecollege is gericht. De technisch ambtenaar brengt de gemachtigd ambtenaar op de hoogte daarvan binnen dezelfde termijn als die bedoeld in het eerste lid.”

**Art. 28.** In artikel 85, tweede lid, van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 27 oktober 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in punt 3°, worden de woorden “niet indient” vervangen door de woorden “niet verstuurt”;
- 2° het tweede lid wordt aangevuld met een vierde punt, luidend als volgt :  
 “4° als de ontvangen ontbrekende gegevens niet zijn verstuurd volgens de wijze van verzending die aanvankelijk door de aanvrager is gekozen”.

**Art. 29.** In artikel 86 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 3 februari 2005 en gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt het woord “twintig” vervangen door het woord “dertig”;
- 2° in paragraaf 2, wordt het eerste lid vervangen door wat volgt :  
 “De aanvrager stuurt de gevraagde bijkomende stukken aan de gemeente binnen een termijn van honderd tachtig dagen, te rekenen van de datum van verzending van de aanvraag van de stukken. Als de aanvrager de gevraagde bijkomende stukken niet binnen de opgelegde termijn heeft verstuurd, licht het gemeentebestuur de technisch ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar daarover in binnen een termijn van tien dagen te rekenen van de dag die aan de aanvrager was opgelegd om de bijkomende stukken op te sturen. In dat geval verklaren de technisch ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar de aanvraag onontvankelijk. Wanneer de vergunningsaanvraag op papier is verstuurd, worden de bijkomende stukken verstrekt in evenveel exemplaren als de aanvankelijke vergunningsaanvraag er telt.”;
- 3° in paragraaf 2, tweede lid, wordt de zin “Het gemeentebestuur behoudt een exemplaar van die aanvullende gegevens.” vervangen door de zin “Wanneer de vergunningsaanvraag op papier is verstuurd, behoudt het gemeentebestuur een exemplaar van die aanvullende gegevens.”;
- 4° in paragraaf 2 wordt het derde lid vervangen door wat volgt :  
 “Het gemeentebestuur stelt de aanvrager in kennis van de datum van ontvangst van de bijkomende stukken door de technisch ambtenaar.”;
- 5° in paragraaf 2 wordt het vierde lid vervangen door wat volgt :  
 “Indien het gemeentebestuur de aanvullende gegevens niet verstuurd heeft binnen de termijn bedoeld in het tweede lid, kan de aanvrager ze rechtstreeks als afschrift zenden aan de technisch ambtenaar. Als de bijkomende stukken langs elektronische weg zijn verstuurd, verwittigt de aanvrager de technisch ambtenaar dat de bedoelde stukken eerst langs elektronische weg aan het gemeentecollege zijn gericht. De technisch ambtenaar maakt onverwijld een afschrift van de bijkomende stukken die hij ontvangen heeft, over aan de gemachtigd ambtenaar. 6° in paragraaf 3, eerste lid, wordt het woord “twintig” vervangen door het woord “dertig”;
- 7° in paragraaf 3 wordt het tweede lid vervangen als volgt :  
 “Indien de ambtenaren een tweede maal van mening zijn dat de aanvraag onvolledig is, verklaren zij die aanvraag onontvankelijk.  
 De ambtenaren verklaren ook dat de aanvraag onontvankelijk is, als de ontvangen bijkomende stukken niet zijn verstuurd volgens de wijze van verzending die aanvankelijk door de aanvrager is gekozen.”.

**Art. 30.** In artikel 92 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het eerste lid van paragraaf 8 wordt paragraaf 8;
- 2° de nieuwe paragraaf 8 wordt aangevuld met de volgende zin :  
 “Paragraaf 6 is niet van toepassing.”;
- 3° bedoeld artikel wordt aangevuld met een paragraaf 9, luidend als volgt :  
 “§ 9. Vooraleer ze een beslissing neemt, kan de Regering, in het geval bedoeld in paragraaf 8, de aanvrager verzoeken om wijzigingsplannen en een uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek in te dienen. De wijzigingsplannen en het uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek worden verstuurd aan de technisch ambtenaar in evenveel exemplaren als de aanvankelijke aanvraag er telt, als die aanvraag op papier is verstuurd.

Vóór het verstrijken van de termijn van verzending van het samenvattend verslag aan de Regering en mits toestemming van de technisch ambtenaar en van de gemachtigd ambtenaar, kan de aanvrager wijzigingsplannen en een uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek overleggen. In dit geval heeft de verzending van dat akkoord aan de aanvrager de onderbreking van de in paragraaf 3 bedoelde termijnen tot gevolg. De technisch ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar brengen de Regering onmiddellijk op de hoogte daarvan. De wijzigingsplannen en het uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek worden verstuurd aan de technisch ambtenaar, in evenveel exemplaren als de aanvankelijke aanvraag er telt, als die aanvraag op papier is verstuurd.

In de gevallen bedoeld in het eerste en in het tweede lid stuurt de technisch ambtenaar een afschrift van deze documenten aan de gemeente en aan de gemachtigd ambtenaar. De procedure begint opnieuw te lopen volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 86, § 3, eerste lid, na ontvangst door de technisch ambtenaar van de wijzigingsplannen en van het uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek, tot de verzending bedoeld in paragraaf 8 aan de Regering. In de beslissing die ze overeenkomstig artikel 87, § 2, geven, vermelden de technisch ambtenaar en de gemachtigd ambtenaar dat de aanvraag het voorwerp uitmaakt van de wijzigingsplannen. Hetzelfde geldt bij de aanhangigmaking van de in artikel 91 bedoelde instanties. Het openbaar onderzoek dat overeenkomstig artikel 90 is uitgevoerd heeft betrekking op het dossier van de aanvankelijke vergunningsaanvraag, op haar eventuele complementen alsmede op de wijzigingsplannen en hun uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek.”.

**Art. 31.** In artikel 93, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 20 juli 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in paragraaf 1, eerste en tweede lid, vervallen de woorden "evenals, bij gewoon schrijven, aan elke overheid of aan elk bestuur dat is geraadpleegd";
- 2° er wordt, in § 1, tussen het eerste en het tweede lid, een lid ingevoegd, luidend als volgt :  
"Volgens de wijze van verzending van de documenten die door elke geraadpleegde overheid of administratie tijdens de procedure van behandeling wordt gekozen, verstuurt de bevoegde overheid haar beslissing aan bedoelde overheid of administratie binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, hetzij op papier, hetzij langs elektronische weg.";
- 3° er wordt in § 1, tussen het derde en het vierde lid, een lid ingevoegd, luidend als volgt :  
"Volgens de wijze van verzending van de documenten die door elke geraadpleegde overheid of administratie tijdens de procedure van behandeling wordt gekozen, verstuurt de bevoegde overheid haar beslissing aan bedoelde overheid of administratie binnen de termijn bedoeld in het derde lid, hetzij op papier, hetzij langs elektronische weg.";
- 4° in paragraaf 3, tweede lid, wordt de zin "Deze documenten worden in evenveel exemplaren toegezonden als er exemplaren zijn van de aanvankelijke aanvraag." vervangen door de zin "Deze worden in evenveel exemplaren toegezonden als er exemplaren zijn van de aanvankelijke vergunningsaanvraag als ze op papier is toegezonden.";
- 5° in paragraaf 3, derde lid, wordt de zin "De bevoegde overheid behoudt een exemplaar van de wijzigingsplannen en van het uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek." vervangen door de zin "Als ze op papier zijn verstuurd, behoudt de bevoegde overheid een exemplaar van de wijzigingsplannen en van het uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek.";
- 6° in paragraaf 3, vierde lid, wordt het woord "schriftelijk" opgeheven;
- 7° in paragraaf 3, wordt het vijfde lid vervangen door wat volgt :  
"Als de bevoegde overheid de wijzigingsplannen vergezeld van het uitvloeisel van de milieueffectenbeoordeling of van het effectenonderzoek binnen de in het derde lid bedoelde termijn niet heeft verstuurd, kan de aanvrager een afschrift ervan rechtstreeks sturen aan de technisch ambtenaar als ze niet langs elektronische weg zijn verstuurd. Als de bijkomende stukken langs elektronische weg zijn verstuurd, verwittigt de aanvrager de technisch ambtenaar dat bedoelde stukken eerst langs elektronische weg aan de bevoegde overheid zijn gericht. De technisch ambtenaar verstuurt onverwijld de bijkomende stukken die hij ontvangen heeft aan de gemachtigd ambtenaar.";
- 8° in paragraaf 3, zevende lid, wordt de zin "Deze documenten worden in evenveel exemplaren toegezonden als er exemplaren zijn van de aanvraag." vervangen door de zin "Bedeelde documenten worden in evenveel exemplaren toegezonden als er exemplaren zijn van de aanvankelijke vergunningsaanvraag als ze op papier is toegezonden."

**Art. 32.** In artikel 94, vijfde lid, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 3 februari 2005 en gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, word de woorden "maakt de bevoegde autoriteit ook het syntheserapport over aan" vervangen door de woorden "verstuurt de bevoegde autoriteit ook het syntheserapport aan".

**Art. 33.** Artikel 94bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 24 oktober 2013, wordt aangevuld met volgend lid :

"De Regering kan vrijstellen van de bekendmaking van de plannen."

**Art. 34.** In artikel 95 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 3 februari 2005 en gewijzigd bij het decreet van 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in paragraaf 2, vierde lid, worden de woorden "maakt binnen vijf dagen een afschrift van het beroep over aan" vervangen door de woorden "verstuurt binnen vijf dagen een afschrift van het beroep aan";
- 2° in paragraaf 7, vijfde lid, worden de woorden "deelt de Regering ook de beslissing mee aan" vervangen door de woorden "verstuurt de Regering ook de beslissing aan";
- 3° in paragraaf 8, tweede lid, worden de woorden "maakt de bevoegde autoriteit ook het syntheserapport over aan" vervangen door de woorden "verstuurt de bevoegde autoriteit ook het syntheserapport aan".

**Art. 35.** In artikel 176 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 3 februari 2005, 13 maart 2014 en 23 juni 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid wordt punt 4° vervangen als volgt : "hetzij langs elektronische weg";
- 2° tussen het eerste en het tweede lid wordt het volgende lid ingevoegd :  
"Wanneer de aanvrager, de aangever of de verzoeker kiest voor een verzending, hetzij langs elektronische weg, hetzij op papier, in geval van een vergunningsaanvraag, van een aangifte, van een voorstel tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatievoorwaarden, van een aanvraag tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatievoorwaarden of van een beroep bedoeld in de artikelen 40, 41, 55, § 7, 69 en 95, gebeurt elke verzending van documenten door de aanvrager, de verzoeker, de door de Regering aangewezen ambtenaar en de bevoegde overheid, behoudens bijzondere bepalingen, uitsluitend volgens de wijze van verzending die aanvankelijk is gekozen.  
Op straffe van onontvankelijkheid, blijft de wijze van verzending die aanvankelijk door de aanvrager, de aangever of de personen bedoeld in artikel 67 is gekozen, bedoelde personen binden wanneer ze een beroep instellen.";
- 3° in het tweede lid, dat het derde lid wordt, worden de woorden "en de toezending via de elektronische weg te authenticeren" opgeheven;
- 4° in het vijfde lid, dat het zesde lid wordt, wordt, in de Franse versie, het woord "la" ingevoegd tussen het woord "par" en het woord "voie";
- 5° het zevende lid, dat het achtste lid wordt, wordt opgeheven.

**Art. 36.** In artikel 177, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 en gewijzigd bij de decreten van 4 juli 2002 en 22 juli 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het tweede lid, wordt het punt 2°, aangevuld met de woorden : "en voor elk voorstel tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatievoorwaarden, van een aanvraag tot aanvulling of tot wijziging van de specifieke exploitatievoorwaarden;"
- 2° in punt 3° van het tweede lid, wordt het woord "een" vervangen door het woord "het" en worden de woorden ", 55, § 7, 69" ingevoegd tussen het getal "41" en het woord "en";
- 3° in het vijfde lid, worden de woorden "bepaalt hoe de dossierrechten worden geheven" vervangen door de woorden "bepaalt de innings- en vrijstellingsmodaliteiten".

*HOOFDSTUK III. — Bepalingen tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek*

**Art. 37.** In artikel D.6 van Boek I van het Milieuwetboek, vervangen bij het decreet van 31 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° 8° wordt vervangen als volgt :  
"8° effectonderzoek : het wetenschappelijk onderzoek betreffende de beoordeling van de effecten van een project op het leefmilieu, uitgevoerd door een erkende persoon gekozen door de aanvrager";
- 2° punt 20°, vervangen bij het decreet van 31 mei 2007, wordt opgeheven;
- 3° 22° wordt vervangen als volgt :  
"22° Evaluatie van de effecten van projecten op het leefmilieu : proces dat bestaat uit het opmaken van een milieueffectonderzoek, het voeren van raadplegingen, het in aanmerking nemen van genoemd onderzoek, de resultaten van de raadplegingen en eventuele bijkomende informatie verstrekt door de aanvrager op verzoek van de bevoegde overheid bij de besluitvorming, de met redenen omklede conclusie van de bevoegde overheid op de aanzienlijke milieueffecten van het project".

**Art. 38.** In D.29-1, § 4, b, 1°, van Boek I van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 31 mei 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° de woorden "D.66, § 2, en D.68, § 2 en 3" worden vervangen door de woorden "D.64, § 1, en D.65, § 2 en 3";
- 2° het woord "milieueffectonderzoek" wordt vervangen door het woord "milieueffectbeoordeling".

**Art. 39.** In artikel D.29-5, § 1, derde lid, 3°, van Boek I van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 31 mei 2007, worden de woorden "D.66, § 2, en D.68, § 2 en 3" vervangen door de woorden "D.64, § 1, D.65, § 2 en 3".

**Art. 40.** Artikel D.29-8, § 1, laatste lid, wordt aangevuld als volgt :

"of via een ander elektronisch toegangspunt dat gemakkelijk toegankelijk is."

**Art. 41.** In artikel D.29-11, van Boek I van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 31 mei 2007, en gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het woord "significante" worden telkens vervangen door het woord "aanzienlijke";
- 2° in § 1, eerste lid, worden de woorden "ter inzage" ingevoegd tussen het woord "overgemaakt" en de woorden "aan de bevoegde autoriteiten";
- 3° in § 1, laatste lid, 2°, worden de woorden "een advies kunnen uitbrengen" ingevoegd tussen de woorden "die getroffen kunnen worden," en de woorden "aan de milieueffectbeoordelingsprocedure kunnen deelnemen";
- 4° in § 1, laatste lid, 2°, wordt het woord "milieueffectbeoordelingsprocedure" vervangen door het woord "beoordeling";
- 5° het wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :  
"§ 3. De in § 1 en 2 raadplegingmodaliteiten kunnen via een aangepast gemeen orgaan uitgevoerd worden."

**Art. 42.** In D.29-22, § 2, vierde lid, van Boek I van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het decreet van 31 mei 2007 en gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011, worden de punten 1° en 2° vervangen als volgt :

- 1° het voorwerp en de strekking van de beslissing;
- 2° de plaats of de plaatsen waar de beslissing kan worden geraadpleegd;"

**Art. 43.** Artikel D.51 wordt opgeheven.

**Art. 44.** In het opschrift van hoofdstuk III van Deel V.- Evaluatie van de milieueffecten van Boek I van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Systeem voor de evaluatie" vervangen door het woord "Evaluatie".

**Art. 45.** De artikelen D.62 tot D.69 van Boek I van het Milieuwetboek, gewijzigd bij het decreet van 10 november 2006, het decreet van 5 december 2008 en het programmadecreet van 22 juli 2010, worden vervangen als volgt :

"Art. D.62. § 1. Elke vergunningsaanvraag omvat ofwel een milieueffectbeoordeling ofwel een milieueffectonderzoek.

§ 2. Bij de milieueffectbeoordeling of bij het milieueffectonderzoek worden de directe en indirecte aanzienlijke effecten van een project per geval op passende wijze geïdentificeerd, beschreven en beoordeeld op de volgende factoren :

- a) de bevolking en de menselijke gezondheid;
- b) de biodiversiteit, met bijzondere aandacht voor op grond van Richtlijn 92/43/EEG en Richtlijn 2009/147/EG beschermde soorten en habitats;
- c) land, bodem, ondergrond, water, lucht, geluid, trillingen, mobiliteit, energie en klimaat;
- d) materiële goederen, het cultureel erfgoed en het landschap;
- e) de samenhang tussen de onder a) tot en met d) genoemde factoren.

§ 3. De in § 2 bedoelde effecten op de factoren die erin zijn beschreven, omvatten de verwachte effecten die voortvloeien uit de kwetsbaarheid van het project voor risico's op zware ongevallen en/of rampen die relevant zijn voor het project in kwestie.

Art. D.63. De afgifte van elke vergunning voor projecten die aanzienlijke milieueffecten kunnen hebben, onder meer gezien hun aard, omvang of ligging, wordt ondergeschikt gemaakt aan de uitvoering van een beoordeling van hun effecten op het milieu, die bij dit hoofdstuk voorzien is.

Art. D.64. § 1. De in bijlage II bedoelde projecten worden van ambtswege onderworpen aan de milieueffectbeoordeling.

§ 2. De Regering bepaalt de lijst van de projecten die vanwege hun aard, omvang of ligging aan de milieueffectbeoordeling onderworpen worden, rekening houdend met de in bijlage III bedoelde relevante selectiecriteria.

Art. D. 65. § 1. Als een vergunningsaanvraag betrekking heeft op een project dat niet bedoeld is in artikel D.64, § 1, onderzoekt de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is, op grond met name van de nota en rekening houdende met de relevante selectiecriteria bedoeld in bijlage III of het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben.

Overeenkomstig artikel D.66, § 2, beslist de in het eerste lid bedoelde overheid om een milieueffectonderzoek al dan niet op te leggen op grond van de door de aanvrager verstrekte informatie en, in voorkomend geval, rekening houdende met de resultaten van voorafgaande controles of milieueffectbeoordelingen uitgevoerd op grond van andere bepalingen dan die van dit Wetboek.

§ 2. Naargelang het geval zal de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is :

- 1° de aanvraag onontvankelijk en onvolledig verklaren, overeenkomstig de voorwaarden en volgens de modaliteiten vastgelegd bij de wetten, decreten en reglementen bedoeld in artikel D.49, of wanneer de aanvraag de stukken niet bevat die de overheid toelaten na te gaan, op grond van die evaluatie en rekening houdende met de relevante selectiecriteria bedoeld in bijlage III of het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben;
- 2° verklaren dat het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben en de uitvoering van een effectonderzoek bevelen;
- 3° beslissen, overeenkomstig de voorwaarden en volgens de modaliteiten vastgelegd bij de wetten, decreten en reglementen bedoeld in artikel D.49, dat de aanvraag volledig en ontvankelijk is en dat het project geen aanzienlijke milieueffecten kan hebben.

De overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is, stuurt haar beslissing binnen de door de wetten, decreten en reglementen bedoeld in artikel D.49 opgelegde termijn om na te gaan of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is, of, bij gebrek, binnen een termijn van vijftien dagen, die ingaat op de datum waarop ze het dossier van de vergunningsaanvraag heeft ontvangen, naar de aanvrager van de vergunning en, desgevallend, samen met de eventuele bijkomende stukken die aan het dossier toegevoegd moeten worden, naar de gemeente waar het dossier van de vergunningsaanvraag werd ingediend en de bevoegde overheid in de zin van artikel D.6,2°.

In het geval bedoeld in 2°, van het eerste lid, van deze paragraaf, moet de aanvrager samen met het effectonderzoek een nieuwe vergunningsaanvraag indienen.

In het geval bedoeld in 3°, eerste lid, van deze paragraaf, wordt de procedure van onderzoek van het dossier voortgezet overeenkomstig de wetten, decreten en reglementen bedoeld in artikel D.49.

§ 3. Als de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is, het eerste lid van § 2 van dit artikel niet nageleefd heeft en als de wetten, decreten en reglementen bedoeld in artikel D.49, nochtans bepalen dat de procedure van onderzoek van het dossier voortgezet moet worden, beschikt de bevoegde overheid in de zin van artikel D.6, 2° over de termijn die haar toegestaan wordt bij de wetten, decreten en reglementen bedoeld in artikel D.49, of over maximum 90 dagen vanaf de dag na het verstrijken van de termijn die toegestaan werd aan de overheid om na te gaan of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is, indien de voorgeschreven termijn langer is, om op straffe van nietigheid van de vergunning :

- 1° het project te weigeren :
  - wanneer de aanvraag de stukken niet bevat die de overheid toelaten na te gaan, op grond van die beoordeling en rekening houdende met de relevante selectiecriteria bedoeld in bijlage III, of het project aanzienlijke milieueffecten kan hebben;
  - wanneer een milieueffectonderzoek noodzakelijk is en niet verstrekt wordt;
- 2° te beslissen dat het project geen aanzienlijke milieueffecten kan hebben;
- 3° wanneer ze van mening is dat buitengewone omstandigheden gebonden met name aan de aard, de complexiteit, de ligging of de omvang van het project, rechtvaardigen dat de in het eerste lid, 2° of 3° van § 2 van dit artikel niet binnen de voorgeschreven termijn is gezonden, deze rechtvaardiging schriftelijk mee te delen aan de aanvrager.

In geval van toepassing van punt 3° van het vorige lid, doet de bevoegde overheid in de zin van artikel D.6, 2°, in haar beslissing, op straffe van nietigverklaring uitdrukkelijk uitspraak over de noodzaak om al dan niet een effectonderzoek uit te voeren. Zo ja weigert ze de aangevraagde vergunning toe te kennen.

§ 4. In het geval bedoeld in 2° van het eerste lid van § 2 van dit artikel kan de vergunningsaanvrager een aanvraag tot herbeschouwing richten aan de overheid die nagaat of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is.

Op straffe van onontvankelijkheid wordt de aanvraag :

- 1° schriftelijk en gemotiveerd ingediend;
- 2° gelijktijdig verzonden naar de overheid die moet nagaan of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is en, in voorkomend geval, naar de gemeente waar het dossier van de vergunningsaanvraag werd ingediend en naar de bevoegde overheid in de zin van artikel D.6, 2°, uiterlijk de tiende dag na ontvangst door de vergunningsaanvrager van de beslissing waarbij de uitvoering van een effectonderzoek wordt opgelegd.

Door haar eerste beslissing desgevallend geheel of gedeeltelijk te herzien, neemt de overheid die moet nagaan of het dossier volledig of ontvankelijk is, een beslissing overeenkomstig 2° of 3° van het eerste lid van § 2 van dit artikel.

Ze stuurt haar beslissing binnen een termijn dertig dagen, die ingaat op de datum waarop ze de aanvraag tot herbeschouwing heeft ontvangen, naar de aanvrager van de vergunning en, desgevallend, samen met de eventuele bijkomende stukken die aan het dossier toegevoegd moeten worden, naar de gemeente en de overheid bevoegd in de zin van artikel D.6, 2°.

In het geval bedoeld in 2°, van het eerste lid van § 2 van dit artikel, moet de aanvrager samen met het effectonderzoek een nieuwe vergunningsaanvraag indienen.

In het geval bedoeld in 3° van het eerste lid van § 2 van dit artikel kan de aanvrager zijn vergunningsaanvraag opnieuw indienen samen met de beslissing en wordt het bedrag dat hij als dossierskosten inde, hem terugbetaald.

Indien de beslissing niet binnen de termijn bedoeld in het vierde lid van deze paragraaf wordt gezonden, kan de aanvrager zijn vergunningsaanvraag samen met de beslissing opnieuw indienen en wordt het bedrag dat hij als dossierskosten inde, hem terugbetaald.

§ 5. De beslissing om een milieueffectonderzoek al dan niet op te leggen, wordt ter beschikking gesteld van het publiek overeenkomstig hoofdstuk III van Titel I van dit Wetboek of, in voorkomend geval, volgens de modaliteiten bedoeld in de wetten, decreten en reglementen waaronder de in artikel D.49. bedoelde vergunning valt.

Deze beslissing vermeldt :

- a) wanneer is beslist dat een milieueffectonderzoek nodig is, de voornaamste redenen van de beslissing om een dergelijk onderzoek ten opzichte van de in bijlage III bedoelde relevante criteria te eisen;
- b) wanneer ze bepaalt dat een milieueffectonderzoek niet nodig is, de voornaamste redenen om een dergelijk onderzoek ten opzichte van de in bijlage III bedoelde relevante criteria niet te eisen alsook, op voorstel van de aanvrager, alle eigenschappen van het project en/of de maatregelen die worden overwogen om te vermijden of te voorkomen wat, bij gebreke daarvan, aanzienlijke negatieve effecten op het milieu had kunnen vormen.

§ 6. Behoudens andersluidende bepaling wordt elke verzending bedoeld in dit artikel verricht :

- 1° hetzij bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst;
- 2° hetzij via elke gelijksoortige formule die de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgen, ongeacht de dienst die de gebruikte post verdeelt;
- 3° hetzij door de akte tegen ontvangstbewijs in te dienen.

De Regering kan de lijst vastleggen van de werkwijzen waarvan ze acht dat ze de verzend- en de ontvangstdatum kunnen waarborgen.

De verzending moet uiterlijk op de vervaldatum plaatsvinden.

De datum van ontvangst van de akte, die de begindatum is, wordt niet meegerekend.

De vervaldatum wordt meegerekend. Als die dag een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is, wordt de vervaldatum evenwel naar de volgende werkdag verschoven.

Art. D.66. § 1. De milieueffectbeoordeling bevat op zijn minst de volgende gegevens :

- 1° een beschrijving van het project, met in het bijzonder :
  - a) een beschrijving van de fysieke kenmerken van het gehele project en, voor zover relevant, van sloopwerken;
  - b) een beschrijving van de ligging van het project, met bijzondere aandacht voor de kwetsbaarheid van het milieu in de gebieden waarop het project van invloed kan zijn;
- 2° een beschrijving van de waarschijnlijk aanzienlijke milieueffecten van het project;
- 3° een beschrijving van voor zover er informatie over deze effecten beschikbaar is van waarschijnlijk aanzienlijke milieueffecten van het project ten gevolge van :
  - a) de verwachte residuen en emissies en de productie van afvalstoffen, indien van toepassing;
  - b) het gebruik van natuurlijke hulpbronnen, met name bodem, land, water en biodiversiteit;
- 4° voor zover relevant wordt rekening gehouden met de criteria van bijlage III bij het verzamelen van de informatie overeenkomstig de punten 1° tot en met 3°.

§ 2. De Regering kan de vormen bepalen en de minimuminhoud van de milieueffectbeoordeling aanvullen. Ze kan bepalen dat het dossier van de vergunningsaanvraag de milieueffectbeoordeling vormt.

§ 3. Wanneer het project betrekking heeft op een installatie of een activiteit vermeld op de lijst bedoeld in bijlage 3 bij het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer, bevat de omschrijving bedoeld in § 2, 1°, in elk geval :

- 1° algemene gegevens en o.a. de eventuele gegevens m.b.t. bedoeld terrein opgenomen in de databank betreffende de toestand van de bodem bedoeld in artikel 10 van het decreet betreffende het bodembeheer en de toepasbare waarden, inclusief de bodemconcentraties in de zin van hetzelfde decreet;
- 2° een historisch overzicht van de locatie en, desgevallend, van de lopende exploitatie;
- 3° geologische, hydrologische en hydrogeologische gegevens.

§ 4. Bij de uitwerking van de milieueffectbeoordeling houdt de aanvrager, in voorkomend geval, rekening met de resultaten van andere relevante beoordelingen uitgevoerd overeenkomstig andere bepalingen dan de bepalingen van dit hoofdstuk.

§ 5. De Regering bepaalt de modaliteiten volgens welke de overheid die moet nagaan of het dossier volledig of ontvankelijk is, wanneer ze daarom door de aanvrager wordt verzocht, een advies uitbrengt over de in de milieueffectbeoordeling te vermelden gegevens.

Art. D.67. § 1. De aanvrager dient een milieueffectonderzoek op te stellen en in te dienen. Bedoeld milieueffectonderzoek bevat ten minste :

- 1° een beschrijving van het project, en in voorkomend geval, van de sloopwerken met informatie over de locatie, het ontwerp, de omvang en andere relevante kenmerken van het project;
- 2° een beschrijving van de waarschijnlijk aanzienlijke milieueffecten van het project;
- 3° een beschrijving van de kenmerken van het project en/of de geplande maatregelen om de waarschijnlijk aanzienlijke nadelige milieueffecten te vermijden, te voorkomen of te beperken en, indien mogelijk, te compenseren;
- 4° een beschrijving van de redelijke alternatieven die de aanvrager naar gelang van het project en de specifieke kenmerken ervan heeft onderzocht, met opgave van de belangrijkste motieven voor de gekozen optie, in het licht van de milieueffecten van het project;

- 5° een niet-technische samenvatting van de hierboven vermelde punten 1° tot 4°;
- 6° alle door de Regering bepaalde aanvullende informatie die van belang is voor de specifieke kenmerken van een bepaald project of projecttype en voor de milieuaspecten die hierdoor kunnen worden beïnvloed.

Wanneer het project betrekking heeft op een installatie of een activiteit vermeld op de lijst in bijlage 3 bij het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer, bevat de in § 2, 1°, bedoelde omschrijving van het project in elk geval :

- 1° algemene gegevens en o.a. de eventuele gegevens m.b.t. bedoeld terrein opgenomen in de databank betreffende de toestand van de bodem bedoeld in artikel 10 van het decreet van 5 december 2008 betreffende het bodembeheer en de toepasbare waarden, inclusief de bodemconcentraties in de zin van hetzelfde decreet;
- 2° een historisch overzicht van de locatie en, desgevallend, van de lopende exploitatie;
- 3° geologische, hydrologische en hydrogeologische gegevens.

§ 2. De Regering kan de vormen bepalen en de minimuminhoud van het milieueffectonderzoek aanvullen.

§ 3. Om overlappingsen van beoordelingen te voorkomen, houdt de auteur van het milieueffectonderzoek, in voorkomend geval, bij het opstellen van het milieueffectbeoordelingsrapport rekening met de beschikbare resultaten van andere relevante beoordelingen, voor zover ze relevant of actueel zijn. Deze worden als dusdanig in het milieueffectonderzoek opgenomen.

§ 4. Wanneer er een advies wordt uitgebracht op grond van artikel D.69, is het milieueffectonderzoek op dat advies gebaseerd en bevat het de informatie die redelijkerwijs mag worden vereist om tot een gemotiveerde conclusie over de aanzienlijke milieueffecten van het project te komen, waarbij rekening wordt gehouden met de bestaande kennis en beoordelingsmethodes.

Art. D.68. Indien voor de uitvoering van het project verschillende vergunningen worden vereist, wordt de milieueffectbeoordeling één enkele keer uitgevoerd en ze heeft betrekking op het geheel van de milieueffecten die het project kan hebben.

De Regering bepaalt via algemene normen de toepassingsvoorwaarden van dit artikel.

Art. D.69. Wanneer ze daarom door de aanvrager wordt verzocht, brengt de overheid die moet nagaan of het dossier volledig of ontvankelijk is, een advies uit over de reikwijdte en het detailleringniveau van de in het milieueffectonderzoek op te nemen informatie die de aanvrager verstrekt, met name over de specifieke kenmerken van het project (inclusief de locatie en de technische capaciteit ervan) en over de te verwachten milieueffecten ervan.

De Regering bepaalt de modaliteiten volgens welke dit advies wordt uitgebracht”.

**Art. 46.** In Boek I van hetzelfde Wetboek wordt artikel D.70 vervangen als volgt :

“Art. D.70. § 1. De Regering erkent, volgens de door haar bepaalde criteria en procedure, de natuurlijke rechtspersonen die belast kunnen worden met milieueffectonderzoeken; zij bepaalt de regels voor de toekenning en de intrekking van de erkenning. De erkenning kan namelijk tijdelijk of definitief worden ingetrokken als de Regering na een eerste behoorlijk betekende waarschuwing vaststelt dat een onderzoek kwalitatief duidelijk te wensen overlaat.

§ 2. De Regering stelt de projecten of categorieën projecten vast, waarvoor een erkenning wordt vereist.

§ 3. De aanvrager kiest één of meerdere personen die krachtens § 1 worden erkend, om het onderzoek uit te voeren en deelt zijn keuze aan de door de Regering aangewezen personen en instanties mede.

Deze aangewezen personen en instanties gaan na of de gekozen erkende persoon of personen over de naar gelang van de aard van het project vereiste erkenning beschikken. De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten betreffende de kennisgeving van de keuze van de persoon of van de personen die krachtens § 1 worden erkend.

In geval van tijdelijke vereniging van erkende personen, wordt de persoon die voor de coördinatie van het onderzoek instaat door de vereniging aangewezen.

De Regering bepaalt de gevallen waarin een erkende persoon voor de uitvoering van een onderzoek kan worden gewraakt. Zij bepaalt de procedure en modaliteiten van de wraking.”.

**Art. 47.** In Boek I van hetzelfde Wetboek wordt artikel D.71, opgeheven bij het decreet van 31 mei 2007, opnieuw opgenomen als volgt :

“Art. D.71. § 1. Voor de projecten die het voorwerp uitmaken van een milieueffectbeoordeling wijst de Regering op algemene wijze of naar gelang het geval de instanties aan die bij het project betrokken kunnen worden wegens hun specifieke verantwoordelijkheden inzake leefmilieu of wegens hun plaatselijke en gewestelijke bevoegdheden, en die de overheid die moet nagaan of het dossier volledig of ontvankelijk is, moet raadplegen. De in artikel D.72 van dit Boek bedoelde instanties kunnen hun nuttige opmerkingen of suggesties betreffende het effectonderzoek laten gelden, overeenkomstig de bepalingen van artikel D.72.

De modaliteiten betreffende de raadpleging en het uitbrengen van adviezen worden door de Regering vastgesteld.

§ 2. De bevoegde overheid zorgt ervoor om over een voldoende expertise te beschikken om het effectonderzoek te behandelen of om, indien nodig, toegang te hebben tot een dergelijke expertise.

§ 3. De overheid die bevoegd is om de vergunning af te geven, beoordeelt de effecten van het project waarbij ze behoorlijk rekening houdt met het milieueffectonderzoek, de adviezen ingewonnen o.a. over de grensoverschrijdende gevolgen van het project in het kader van de procedure tot machtiging en elke andere informatie die ze nodig acht.

Wanneer ze niet over de vereiste informatie beschikken, kunnen de door de Regering aangewezen bevoegde overheid of instanties die in de behandeling van de aanvraag tussenkomen, overeenkomstig artikel D.67, § 2, de aanvrager om bijkomende informatie verzoeken, die rechtstreeks ter zake doend is om te komen tot de gemotiveerde conclusie inzake de aanzienlijke milieueffecten van het project.

§ 4. Voor de projecten onderworpen aan een milieueffectbeoordeling beoordeelt de overheid die bevoegd is om de vergunning af te geven, de gevolgen van het project waarbij ze behoorlijk rekening houdt met de milieueffectbeoordeling, de adviezen ingewonnen in het kader van de procedure tot machtiging en elke andere informatie die ze nodig acht.

Wanneer ze niet over de vereiste informatie beschikken, kunnen de door de Regering aangewezen bevoegde overheid of instanties die in de behandeling van de aanvraag tussenkomen, de aanvrager om bijkomende informatie verzoeken.”.

**Art. 48.** Artikel D.74 van Boek I van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 31 mei 2007, wordt aangevuld met volgend lid :

"Onverminderd de bepalingen vermeld in deel III, titel 1, van Boek I van het milieuwetboek en van de wet van 5 augustus 2006 betreffende de toegang van het publiek tot milieu-informatie doen de bepalingen van dit hoofdstuk niet af aan de verplichting van de bevoegde overheden tot inachtneming van de door de wettelijke, reglementaire en bestuursrechtelijke bepalingen inzake industrieel en het handelsgeheim, met inbegrip van de intellectuele eigendom, en van het openbaar belang."

**Art. 49.** Artikel D.75 van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt opnieuw opgenomen als volgt :

"Art. D.75. § 1. De vergunning en de weigering van vergunning worden ten opzichte met name van de milieugevolgen en van de doelstelling van artikel D.50 met redenen omkleed.

Ze omvatten ook de motiveringen betreffende de beslissing om een milieueffectonderzoek zoals bedoeld in artikel D.65 al dan niet op te leggen.

§ 2. De beslissing tot weigering van de vergunning vermeldt de voornaamste redenen van de weigering.

§ 3. De beslissing tot toekenning van een vergunning voor projecten onderworpen aan een milieueffectbeoordeling vermeldt minstens de volgende gegevens :

- 1° de gemotiveerde conclusie van de in artikel D.71, § 3, bedoelde bevoegde overheid inzake de aanzienlijke effecten van het project op het milieu, waarbij rekening wordt gehouden met de resultaten van de informatie in de milieueffectbeoordeling of in het milieueffectonderzoek en van de adviezen ingewonnen in het kader van de milieueffectbeoordeling;
- 2° de eventuele milieu- en/of uitbatingsvoorwaarden;
- 3° een beschrijving van alle kenmerken van het project en/of de geplande maatregelen om de waarschijnlijk aanzienlijke nadelige milieueffecten te vermijden, te voorkomen of te beperken en, indien mogelijk, te compenseren, evenals, in voorkomend geval, opvolgingsmaatregelen.

§ 4. Wanneer de beslissing tot toekenning of tot weigering van de vergunning is genomen, informeert de in artikel D.6, 2°, bedoelde bevoegde overheid het publiek volgens de modaliteiten bedoeld Titel III van Deel III van dit Wetboek of, in voorkomend geval, volgens de modaliteiten bedoeld in de wetten, decreten en reglementen waaronder de in artikel D.49. bedoelde vergunning valt, alsook de krachtens artikel D.71, § 1, geraadpleegde instanties.

Het advies vermeldt :

- 1° de inhoud van de beslissing;
- 2° de eventuele voorwaarden van de beslissing, de voornaamste redenen en overwegingen waarop de beslissing is gebaseerd, met inbegrip van de informatie over de inspraakprocedure en, desgevallend, de omschrijving van de voornaamste maatregelen tot voorkoming, vermindering en, zo mogelijk, compensering van de aanzienlijke negatieve effecten;
- 3° voor projecten onderworpen aan een milieueffectonderzoek omvat de informatie bovendien de samenvatting van de resultaten van de raadplegingen overeenkomstig artikel D.71, § 1, en van de krachtens de artikelen D.71, § 3, en D.29-11, § 1, 7 ingewonnen informatie en de wijze waarop deze zijn meegenomen of op een of andere manier behandeld, met name de opmerkingen van het Gewest of van de in artikel D.29-11, § 1, bedoelde getroffen lidstaat van de Europese Unie."

**Art. 50.** In Boek I van hetzelfde Wetboek wordt artikel D.76, opgeheven bij het decreet van 31 mei 2007, opnieuw opgenomen als volgt :

"Art. D.76. De bevoegde overheid zorgt ervoor dat de kenmerken van het project en/of de geplande maatregelen om de waarschijnlijk aanzienlijke nadelige milieueffecten te vermijden, te voorkomen of te beperken en, indien mogelijk, te compenseren, uitgevoerd worden door de begunstigde van de vergunning.

De soorten parameters die het voorwerp moeten uitmaken van een opvolging en de duur van de opvolging zijn evenredig met de aard, de ligging en de omvang van het project en met het belang van zijn gevolgen op het milieu".

**Art. 51.** In Boek I van hetzelfde Wetboek wordt artikel D.77, opgeheven bij het decreet van 31 mei 2007, opnieuw opgenomen als volgt :

"Art. D. 77. De overheid die inzake beroepen bevoegd is en de bestuursrechter kunnen elke vergunning die in tegenpraak met de bepalingen van hoofdstuk III is toegekend, nietig verklaren.

De nietigheid moet in ieder geval uitgesproken worden in de volgende gevallen :

- 1° bij gebrek aan milieueffectbeoordeling wanneer ze bij de bepalingen van dit hoofdstuk vereist is;
- 2° bij overtreding van één van de bepalingen van artikel D.74;
- 3° bij gebrek aan milieueffectonderzoek wanneer het bij de bepalingen van dit hoofdstuk vereist is;
- 4° wanneer de met het onderzoek belaste persoon niet erkend is;
- 5° bij gebrek aan een niet-technische samenvatting;
- 6° bij gebrek aan raadpleging van het publiek zoals bedoeld in artikel D.29-5, § 1.
- 7° in het geval bedoeld in artikel D.65, § 2, achtste lid, tweede zin;
- 8° in het geval bedoeld in artikel D.16;
- 9° wanneer de persoon(onen) belast met het milieueffectonderzoek het voorwerp heeft (hebben) uitgemaakt van een definitieve wrakingsbeslissing overeenkomstig artikel D.70, § 2."

**Art. 52.** In het decreetgevend gedeelte van Boek I van hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.78 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. D.78. Wanneer de bevoegde overheid ook de aanvrager is, is de overheid bevoegd om de opdrachten voortvloeiend uit dit hoofdstuk uit te oefenen, de overheid die moet nagaan of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is volgens het type vergunning bedoeld in artikel D.49. Wanneer de overheid die moet nagaan of het aanvraagdossier volledig of ontvankelijk is, ook de aanvrager is, worden de opdrachten voortvloeiend uit dit hoofdstuk uitgeoefend door de provinciegouverneur."



**Art. 53.** In Boek I van hetzelfde Wetboek wordt een bijlage II en een bijlage III ingevoegd, die als bijlagen bij dit decreet worden gevoegd.

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 23 juni 2016 tot wijziging van het Milieuwetboek, het Waterwetboek en verschillende decreten inzake afval en milieuvergunning*

**Art. 54.** In artikel 109, tweede lid, van het decreet van 23 juni 2016 tot wijziging van het Milieuwetboek, het Waterwetboek en verschillende decreten inzake afval en milieuvergunning wordt het woord "windturbine" vervangen door het woord "windmolenpark".

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen tot wijziging van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling*

**Art. 55.** In artikel D.VIII.1, 4°, van het Wetboek van Ruimtelijke ontwikkeling worden de woorden "D.66, § 2" vervangen door de woorden "D.64, § 2".

**Art. 56.** In artikel D.VIII.31, § 2, worden de woorden "66, § 2" vervangen door de woorden "64, § 2".

HOOFDSTUK VI. — *Bepaling houdende wijziging van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering*

**Art. 57.** In artikel 91 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering worden de woorden "D.67, § 3, van Boek I van het Milieuwetboek" vervangen door de woorden "D.66, § 3, van Boek I van het Milieuwetboek".

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 58.** De aanvragen voor milieuvergunningen of voor een globale vergunning, de aangiften, de voorstellen tot aanvulling of wijziging van de bijzondere uitbatingsvoorwaarden, de aanvragen tot aanvulling of wijziging van de bijzondere uitbatingsvoorwaarden of de andere administratieve stappen die vóór de datum van inwerkingtreding van dit decreet zijn ingediend, alsook de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van bovenvermelde akten.

**Art. 59.** Artikel 36, 3°, treedt in werking op 1 augustus 2016.

**Art. 60.** De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van de artikelen 3 tot 19, 21, 23 tot 36, behalve punt 3° van dat artikel 36 en 54 van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 24 mei 2018.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken  
en Administratieve vereenvoudiging,  
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,  
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,  
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuur,  
V. DE BUE

—————  
Nota's

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement, 1067 (2017-2018) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 23 mei 2018

Bespreking

Stemming.

—————  
Bijlage I.

BIJLAGE II : Projecten onderworpen aan een milieueffectonderzoek overeenkomstig de artikelen D.64, § 1, en D.65, §§ 2 en 3

Raffinaderijen van ruwe aardolie (met uitzondering van de bedrijven die uitsluitend smeermiddelen uit ruwe olie vervaardigen), alsmede installaties voor de vergassing en vloeibaarmaking van ten minste 500 ton steenkool of bitumineuze schisten per dag.

2. a) Thermische centrales en andere verbrandingsinstallaties met een warmtevermogen van ten minste 300 MW;
- b) Kerncentrales en andere kernreactoren, met inbegrip van de ontmanteling of buitengebruikstelling van dergelijke centrales of reactoren <sup>(1)</sup> (met uitzondering van onderzoeksinstallaties voor de productie en verwerking van splijt- en kweekstoffen, met een constant vermogen van ten hoogste 1 thermische kW).

3.
  - a) Installaties voor de opwerking van bestraalde splijtstoffen;
  - b) Installaties die ontworpen zijn :
    - i) voor de productie of de verrijking van splijtstoffen;
    - ii) voor de behandeling van bestraalde splijtstoffen of hoog radioactief afval;
    - iii) voor de definitieve verwijdering van bestraalde splijtstoffen;
    - iv) uitsluitend voor de definitieve verwijdering van radioactief afval;
    - v) uitsluitend voor de (voor meer dan tien jaar geplande) opslag van bestraalde splijtstoffen of radioactief afval op een andere plaats dan het productieterrein.
4.
  - a) Geïntegreerde hoogovenbedrijven voor de productie van ruwijzer en staal;
  - b) Installaties voor de winning van ruwe non-ferrometalen uit erts, concentraat of secundaire grondstoffen met metallurgische, chemische of elektrolytische procedés.
5. Installaties voor de winning van asbest, alsmede voor de behandeling en de verwerking van asbest en asbesthoudende producten : voor producten van asbestcement, met een jaarproductie van meer dan 20.000 ton eindproducten, voor remvoeringen, met een jaarproductie van meer dan 50 ton eindproducten; voor andere toepassingsmogelijkheden van asbest - met een gebruik van meer dan 200 ton per jaar.
6. Geïntegreerde chemische installaties, dat wil zeggen installaties voor de fabricage op industriële schaal van stoffen door chemische omzetting, waarin verscheidene eenheden naast elkaar bestaan en functioneel met elkaar verbonden zijn, bestemd voor de fabricage van :
  - a) de organische basischemicaliën;
  - b) anorganische basischemicaliën;
  - c) fosfaat-, stikstof- of kaliumhoudende meststoffen (enkelvoudige of samengestelde meststoffen);
  - d) basisproducten voor gewasbescherming en van biociden;
  - e) farmaceutische basisproducten met een chemisch of biologisch procédé;
  - f) explosieven.
7.
  - a) Aanleg van spoorlijnen voor spoorverkeer over lange afstand alsook van vliegvelden <sup>(2)</sup> met een start - en landingsbaan van ten minste 2100 meter.
  - b) Aanleg van autosnelwegen en autowegen;
  - c) Aanleg van nieuwe wegen met vier of meer rijstroken, of verlegging en/of verbreding van bestaande wegen van twee rijstroken of minder tot wegen met vier of meer rijstroken, indien de nieuwe weg, of het verlegde en/of verbrede weggedeelte een ononderbroken lengte van 10 km of meer heeft.
8.
  - a) Aanleg van waterwegen en havens voor de binnenscheepvaart voor schepen van meer dan 1.350 ton;
  - b) Zeehandelshavens, met het land verbonden en buiten havens gelegen pieren voor lossen en laden (met uitzondering van pieren voor veerboten) die schepen van meer dan 1.350 ton kunnen ontvangen.
9. Verwijderingsinstallaties voor de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen, zoals gedefinieerd in artikel 3, punt 2, van Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen of chemische behandeling, zoals bedoeld in bijlage I, punt D 9, van bedoelde richtlijn of storten van afvalstoffen.
10. Verwijderingsinstallaties voor de verbranding van ongevaarlijke afvalstoffen of chemische behandeling, zoals gedefinieerd in bijlage I, punt D 9, van richtlijn 2008/98/CE, met een capaciteit van meer dan 100 ton per dag.
11. Werkzaamheden voor het onttrekken of kunstmatig aanvullen van grondwater wanneer het jaarlijkse volume onttrokken of aangevuld water 10 hm<sup>3</sup> of meer bedraagt.
12.
  - a) Projecten voor de overbrenging van water tussen stroomgebieden wanneer deze overbrenging ten doel heeft eventuele waterschaarste te voorkomen en de hoeveelheid overgebracht water meer bedraagt dan 100 hm<sup>3</sup> per jaar.
  - b) In alle andere gevallen, projecten voor de overbrenging van water tussen stroomgebieden wanneer het meerjarig gemiddelde jaardebiet van het bekken waaraan het water wordt onttrokken meer bedraagt dan 2000 hm<sup>3</sup> per jaar en de hoeveelheid overgebracht water 5 % van dit debiet overschrijdt.

In beide gevallen is overbrenging van via leidingen aangevoerd drinkwater uitgesloten.
13. Rioolwaterzuiveringsinstallaties met een capaciteit van meer dan 150.000 inwonerequivalenten zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 6, van Richtlijn 91/271/EEG van de raad van 21 mei 1991 inzake de behandeling van stedelijk afvalwater.
14. Commerciële winning van aardolie en aardgas wanneer de gewonnen hoeveelheid meer dan 500 ton aardolie per dag of meer dan 500.000 m<sup>3</sup> aardgas per dag bedraagt.
15. Stuwdammen en andere installaties bestemd om het water in zijn loop tegen te houden of permanent op te slaan als de waterhoeveelheid of een aanvullende hoeveelheid tegen te houden of op te slaan water groter is dan 10 hm<sup>3</sup>.
16. Pijpleidingen met een diameter van meer dan 800 mm en een lengte van meer dan 40 km :
  - a) voor het vervoer van gas, olie of chemicaliën;
  - b) voor het vervoer van koolstofdioxidestromen (CO<sub>2</sub>) voor geologische opslag, inclusief de desbetreffende pompstations.
17. Installaties voor intensieve pluimvee- of varkenshouderij met meer dan :
  - a) 85.000 plaatsen voor mesthoenders (ander gevogelte dan leg kippen);
  - b) 3.000 plaatsen voor mestvarkens (van meer dan 30 kg); of;
  - c) 900 plaatsen voor zeugen.
18. Industriële installaties voor de fabricage van :
  - a) van papierpulp uit hout of uit andere vezelstoffen;
  - b) papier en karton met een productiecapaciteit van meer dan 200 ton per dag.
19. Steengroeven en dagbouw mijnen met een terreinoppervlakte van meer dan 25 hectare, of turfwinning met een terreinoppervlakte van meer dan 150 hectare.
20. Aanleg van bovengrondse hoogspanningsleidingen van 220 kV of meer en langer dan 15 km.

21. Installaties voor de opslag van aardolie, petrochemische of chemische producten met een capaciteit van 200.000 ton of meer.
22. Opslaglocaties overeenkomstig Richtlijn 2009/31/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 23 april 2009 betreffende de geologische opslag van kooldioxide.
23. Installaties voor het afvangen van koolstofdioxidestromen met het oog op de geologische opslag overeenkomstig Richtlijn 2009/31/EG of die jaarlijks een totale hoeveelheid koolstofdioxide van 1,5 megaton of meer vangen.
24. Elke wijziging of uitbreiding van de in deze bijlage opgenomen project die op zich voldoet aan de erin genoemde eventuele drempelwaarden.

---

Nota's

(1) Kerncentrales en andere kernreactoren houden op zulke installaties te zijn wanneer alle splijtstoffen en andere radioactief besmette elementen permanent van de plaats van de installatie zijn verwijderd.

(2) In de zin van Richtlijn 2011/98/EG, gewijzigd bij Richtlijn 2014/52/EG, wordt onder "vliegveld" verstaan : een vliegveld dat beantwoordt aan de definitie van het Verdrag inzake de internationale burgerluchtvaart (Chicago, 1944), tot oprichting van de Internationale Burgerluchtvaartorganisatie (bijlage 14)

(3) In de zin van Richtlijn 2011/928/EG, gewijzigd bij Richtlijn 2014/52/EG, wordt onder "autoweg" verstaan : een weg die beantwoordt aan de definitie van de Europese Overeenkomst inzake internationale hoofdverkeerswegen van 15 november 1975.

---

Bijlage II

Bijlage III bij Boek I van het Milieuwetboek

Selectiecriteria waarmee kan worden bepaald of een milieueffectonderzoek nodig is

1. Kenmerken van de projecten

De kenmerken van de projecten worden beoordeeld ten opzichte van :

- a) de omvang en het ontwerp van het project in zijn geheel;
- b) de cumulatie met andere bestaande of goedgekeurde projecten;
- c) het gebruik van natuurlijke hulpbronnen, met name bodem, land, water en biodiversiteit;
- d) de afvalproductie;
- e) verontreiniging en hinder;
- f) de risico's op zware ongevallen of rampen die relevant zijn voor het project in kwestie, waaronder rampen die worden veroorzaakt door klimaatverandering, in overeenstemming met wetenschappelijke kennis;
- g) de risico's voor de menselijke gezondheid (bijvoorbeeld als gevolg van waterverontreiniging of luchtvervuiling).

2. Ligging van de projecten

Bij de mate van kwetsbaarheid van het milieu in de gebieden waarop de projecten van invloed kunnen zijn, moeten in het bijzonder de volgende aspecten in overweging worden genomen :

- a) het bestaande en goedgekeurde landgebruik;
- b) de relatieve rijkdom aan en de beschikbaarheid, de kwaliteit en het regeneratievermogen van natuurlijke hulpbronnen (met inbegrip van bodem, land, water en biodiversiteit) in het gebied en de ondergrond ervan;
- c) het opnamevermogen van het natuurlijke milieu, met in het bijzonder aandacht voor de volgende types van gebieden :
  - 1) wetlands, oeverformaties, riviermondingen;
  - 2) kustgebieden en het mariene milieu;
  - 3) berg en bosgebieden;
  - 4) natuurreservaten en parken;
  - 5) gebieden die in de nationale zijn aangeduid of worden beschermd; Natura 2000-gebieden;
  - 6) gebieden waarin de milieukwaliteitsnormen die relevant zijn voor het project, niet worden nagekomen of worden beschouwd als niet-nagekomen;
  - 7) gebieden met een hoge bevolkingsdichtheid;
  - 8) landschappen en plaatsen van historisch, cultureel of archeologisch belang;

3. Soorten en de kenmerken van het potentiële effect.

De waarschijnlijk aanzienlijke milieueffecten van projecten moeten, in samenhang met de criteria, vermeld in punt 1° en 2° van deze bijlage, in aanmerking worden genomen, met aandacht voor het effect van het project op de disciplines, vermeld in artikel D.66, § 1, met inachtneming van :

- a) de orde van grootte en het ruimtelijk bereik van de effecten (bijvoorbeeld geografisch gebied en omvang van de bevolking die getroffen kan worden);
- b) de aard van het effect;
- c) het grensoverschrijdende karakter van het effect;
- d) de intensiteit en de complexiteit van het effect;
- e) de waarschijnlijkheid van het effect;
- f) de verwachte aanvang, de duur, de frequentie en de omkeerbaarheid van het effect;
- g) de cumulatie van effecten met de effecten van andere bestaande of goedgekeurde projecten;
- h) de mogelijkheid om de effecten doeltreffend te verminderen."